

COMPTES PUBLICS 2021-2022

VOLUME 2

Renseignements financiers
sur le Fonds consolidé du
revenu : Fonds général
et fonds spéciaux



COMPTES PUBLICS 2021-2022

VOLUME 2

Renseignements financiers
sur le Fonds consolidé du
revenu : Fonds général
et fonds spéciaux

Année financière terminée le 31 mars 2022

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2021-2022 – Volume 2

**Dépôt légal – Février 2023 (2^e édition)
(1^{re} édition, Novembre 2022)
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISSN 1925-1815 (PDF)**

© Gouvernement du Québec, 2023

Table des matières

Avant-propos	1
Définitions	5
Section A : Fonds général	
1. Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits	
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits.....	15
État de l'emploi des crédits	17
2. Informations sommaires sur les revenus et dépenses	
Sommaire des revenus et des dépenses des portefeuilles	25
Revenus des portefeuilles par catégories	26
Dépenses des portefeuilles par programmes et par missions	28
Dépenses des portefeuilles par supercatégories	38
Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories.....	40
Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories	42
Sommaire des supercatégories de dépenses et d'investissements relatives à la rémunération	43
3. Revenus, crédits, dépenses et autres coûts par portefeuilles	
Assemblée nationale.....	47
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59
Affaires municipales et Habitation.....	73
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	89
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	101
Conseil exécutif	117
Culture et Communications.....	135
Économie et Innovation	147
Éducation.....	161
Énergie et Ressources naturelles	181
Enseignement supérieur	193

Environnement et Lutte contre les changements climatiques	207
Famille.....	219
Finances	233
Forêts, Faune et Parcs	249
Immigration, Francisation et Intégration.....	261
Justice.....	273
Relations internationales et Francophonie.....	291
Revenu	303
Santé et Services sociaux.....	305
Sécurité publique	325
Tourisme.....	341
Transports.....	351
Travail, Emploi et Solidarité sociale	363

4. Comptes à fin déterminée

Revenus des comptes à fin déterminée.....	378
Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée.....	384
Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée	390

Section B : Fonds spéciaux

1. Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées	401
--	-----

2. Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements de chacun des fonds spéciaux

Affaires municipales et Habitation

Fonds régions et ruralité	406
---------------------------------	-----

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Fonds de la cybersécurité et du numérique.....	408
--	-----

Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	409
--	-----

Culture et Communications

Fonds Avenir Mécénat Culture.....	412
-----------------------------------	-----

Fonds du patrimoine culturel québécois	413
--	-----

Économie et Innovation	
Capital ressources naturelles et énergie	416
Fonds du développement économique	417
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	418
Éducation	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.....	420
Énergie et Ressources naturelles	
Fonds des ressources naturelles	422
Fonds de transition d'innovation et d'efficacité énergétiques	423
Fonds d'information sur le territoire.....	424
Enseignement supérieur	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	426
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
Fonds d'électrification et de changements climatiques	428
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.....	430
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	432
Finances	
Fonds de financement	434
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	435
Fonds des générations	436
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis.....	437
Fonds du centre financier de Montréal.....	438
Fonds du Plan Nord	439
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	440
Fonds relatif à l'administration fiscale	441
Forêts, Faune et Parcs	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	444
Justice	
Fonds Accès Justice	448
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	449
Fonds des registres du ministère de la Justice	450
Fonds du Tribunal administratif du Québec	451
Fonds relatif aux contrats publics.....	452

Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	454
Fonds de soutien aux proches aidants	455
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	456
Sécurité publique	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	458
Fonds des services de police.....	459
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique	462
Transports	
Fonds aérien	464
Fonds de gestion de l'équipement roulant	465
Fonds de la sécurité routière.....	466
Fonds des réseaux de transport terrestre	467
Travail, Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	470
Fonds de développement du marché du travail	471
Fonds des biens et des services.....	472
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	473
Fonds du Tribunal administratif du travail	474
Fonds québécois d'initiatives sociales	475
3. Sommaire des états financiers des fonds spéciaux	
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux	478

Avant-propos

Le volume 2 des Comptes publics est préparé par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux sections. La première section expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième section présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

Contenu du volume 2

Section A : Fonds général

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette section rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, terme qui évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu »).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation dans le *Budget de dépenses 2021-2022*.

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

Avant-propos (suite)

Pour les besoins du présent volume :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);
- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer;
- les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés à la dette nette, l'année suivant celle où l'opération a eu lieu. En effet, lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2 puisque la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur lors de l'approbation parlementaire des crédits.

Certaines données de 2020-2021 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2021-2022*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 12 à 16 du *Budget de dépenses 2021-2022 – Crédits et dépenses des portefeuilles*.

La section A se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses de l'ensemble des portefeuilles.
- La troisième partie présente le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts de chacun des portefeuilles. On y trouve plus particulièrement :
 - les revenus présentés par catégories;
 - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
 - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
 - l'évolution des crédits initiaux par programmes;
 - les dépenses de transfert présentées par objets d'aide et par bénéficiaires;
 - les dépenses de transfert et les affectations à un fonds spécial ventilées par catégories de dépenses.

Avant-propos (suite)

- La quatrième partie présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, et dont l'affectation est conditionnelle à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

Section B : Fonds spéciaux

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué en vertu d'une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les informations financières des fonds sont comptabilisées conformément à la Directive sur les conventions comptables du gouvernement, adoptée par le Conseil du trésor.

La section B se divise en trois parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.
- La troisième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée dans la section A du volume 1 des *Comptes publics 2021-2022*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Structure des portefeuilles

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le *Budget de dépenses 2021-2022*. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et les modifications de noms de portefeuilles ayant pu être effectués au cours de l'année ne sont pas reflétés dans ce volume.

Avant-propos (suite)

Entre la publication du *Budget de dépenses 2021-2022* et celle du *Budget de dépenses 2022-2023*, la modification suivante a été apportée :

- Les responsabilités concernant la cybersécurité et le numérique ont été transférées du portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale au portefeuille Cybersécurité et Numérique.

Autres renseignements

Modification comptable – Paiements de transfert

Le gouvernement a modifié l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert dans ses comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2021. Ce changement consiste à comptabiliser les dépenses de transfert pour des infrastructures publiques selon la période de réalisation des travaux admissibles des bénéficiaires de ces transferts. Pour les années financières précédant celle se terminant le 31 mars 2021, le gouvernement les comptabilisait au rythme des versements autorisés par le Parlement, rythme qui correspondait généralement à l'échéancier de remboursement des emprunts contractés par les bénéficiaires pour réaliser les projets. Puisque les autorisations parlementaires de dépenser doivent être accordées selon une estimation du rythme de réalisation des travaux admissibles des bénéficiaires, des crédits votés et des autorisations de dépenser additionnels sont nécessaires.

Ce changement sera intégré au processus d'autorisation parlementaire habituel de façon progressive selon un plan de migration sur quatre ans établi à compter de 2022-2023. D'ici là, pour les ministères, les dépenses additionnelles de transfert sont comptabilisées dans le programme de gestion administrative de chacun des portefeuilles ministériels concernés sous un élément de programme distinct.

Pour 2021-2022, les approbations nécessaires pour financer les excédents des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de 2020-2021 relatifs à la modification de l'application de la norme comptable ont été octroyées à l'aide de crédits permanents par l'entremise des dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34). De plus, les dépenses additionnelles comptabilisées en 2021-2022 qui excèdent la provision inscrite au Fonds de suppléance à cet égard ont également été approuvées par l'entremise de cette loi.

Toujours pour 2021-2022, les approbations nécessaires pour financer les excédents des dépenses et des investissements des fonds spéciaux de 2020-2021 relatifs à la modification de l'application de la norme comptable ont été octroyées par l'entremise des dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34). Les dépenses additionnelles comptabilisées en 2021-2022 ont aussi été approuvées par l'entremise de cette loi.

Définitions

Crédits

- Crédits autorisés

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi que d'assumer d'autres coûts.

- Crédits permanents

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, en vertu d'une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus dans le budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

- Crédits votés

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés en vertu des lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

Supercatégories¹

- Rémunération

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et des autres coûts », volume 9, chapitre 2.

Définitions (suite)

- **Fonctionnement**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

- **Créances douteuses et autres provisions**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

- **Transfert**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour des dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

- **Affectation à un fonds spécial**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie, les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer.

Définitions (suite)

- Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les intérêts sur les dettes, l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes ainsi que les gains et les pertes de change, incluant l'amortissement de ceux-ci. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Immobilisations tangibles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariats public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend également l'inscription de stocks et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

Définitions (suite)

Catégories¹

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories de dépenses suivantes :

- « Transfert – Rémunération », qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé;
- « Transfert – Fonctionnement », qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- « Transfert – Capital », qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- « Transfert – Intérêt », qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- « Transfert – Support », qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt »;
- « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Capital », qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Intérêt », qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Support », qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et d'autres coûts », volume 9, chapitre 2.

Définitions (suite)

Investissements des fonds spéciaux

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

- immobilisations, qui comprennent les sommes allouées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles;
- prêts, placements, avances et autres coûts, qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets. Sont également inclus les incidences des modifications comptables sur les années antérieures concernant des dépenses et des investissements nécessitant l'approbation du Parlement ainsi que les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration.

Section

A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

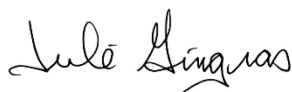
Année financière terminée le 31 mars 2022

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements ainsi que des avances et à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses et d'assumer d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitée à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2022 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits de cette année financière n'a été constaté. Les crédits étaient suffisants pour l'inscription des dépenses et des autres coûts réalisés.

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôleur des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 1^{er} novembre 2022

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			= EXCÉDENTS
	(tableau 1) -	(tableau 2) -	Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	152 194	146 152			6 042	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	137 330	130 331			6 999	
Affaires municipales et Habitation	6 279 408	6 273 221			6 187	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 110 150	1 100 556			9 593	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 202 161	1 195 455			6 706	
Conseil exécutif	728 935	718 949			9 986	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	2 329 694	2 329 364			330	
Économie et Innovation	1 816 521	1 673 165			143 356	
Éducation	30 632 723	30 632 477			246	
Énergie et Ressources naturelles	159 589	159 589				
Enseignement supérieur	14 404 838	14 281 742			123 096	
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	531 094	531 069			25	
Famille	3 567 148	3 566 968			181	
Finances (excluant le service de la dette)	214 501	206 431			8 070	
Forêts, Faune et Parcs	1 001 285	1 001 285			1	
Immigration, Francisation et Intégration	388 084	369 212			18 872	
Justice	1 309 559	1 309 258			301	
Relations internationales et Francophonie	153 799	153 622			177	
Santé et Services sociaux	74 986 234	73 017 176			1 969 058	
Sécurité publique	1 999 150	1 999 092			58	
Tourisme	824 482	823 482	1 000			
Transports	9 163 705	9 163 705				
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 665 362	4 375 173			290 189	
	157 757 946	155 157 473	1 000	-	2 599 473	-
Culture et Communications (service de la dette)	3 039	3 039				
Finances (service de la dette)	6 468 755	6 460 772			7 983	
Total	164 229 740	161 621 284	1 000	-	2 607 456	-
Votés	80 331 308	78 928 948	1 000		1 401 360	
Permanents	83 898 432	82 692 336			1 206 096	
Total	164 229 740	161 621 284	1 000	-	2 607 456	-
Dépenses	122 204 392	120 193 112	1 000		2 010 280	
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	41 705 740	41 133 914			571 826	
Immobilisations tangibles	192 622	176 907			15 714	
Immobilisations en ressources informationnelles	126 987	117 351			9 636	
Total	164 229 740	161 621 284	1 000	-	2 607 456	-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

 Année financière terminée le 31 mars 2022
 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1) +	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2) +,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION +	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS =	TOTAL
Assemblée nationale	153 654	(1 461)			152 194
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	132 973	162	4 191	4	137 330
Affaires municipales et Habitation	2 574 437	3 304 924	400 047		6 279 408
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 100 395	9 648		106	1 110 150
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	8 556 048		(7 418 019)	64 132	1 202 161
Conseil exécutif	675 654	34 579	18 556	147	728 935
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	853 793	1 274 229	201 672		2 329 694
Économie et Innovation	1 505 511	141 559	159 835	9 616	1 816 521
Éducation	15 566 281	13 944 869	1 090 544	31 029	30 632 723
Énergie et Ressources naturelles	121 679	6 632	31 229	49	159 589
Enseignement supérieur	8 034 560	6 347 812	7 629	14 836	14 404 838
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	319 782	34 034	177 278		531 094
Famille	2 976 230	455 596	135 323		3 567 148
Finances (excluant le service de la dette)	176 290		34 625	3 587	214 501
Forêts, Faune et Parcs	577 159	330 696	68 860	24 571	1 001 285
Immigration, Francisation et Intégration	528 838	28 016	(168 769)		388 084
Justice	1 179 517	3 613	29 561	96 868	1 309 559
Relations internationales et Francophonie	130 726		22 968	105	153 799
Santé et Services sociaux	47 612 836	16 528 457	3 234 756	7 610 186	74 986 234
Sécurité publique	1 758 733	131 425	108 963	30	1 999 150
Tourisme	215 712	518 152	90 619		824 482
Transports	1 355 558	6 120 092	1 687 494	561	9 163 705
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 561 368	4 726	82 640	16 628	4 665 362
	<u>100 667 730</u>	<u>49 217 760</u>	-	7 872 456	<u>157 757 946</u>
Culture et Communications (service de la dette)	3 039				3 039
Finances (service de la dette)	<u>6 261 000</u>			<u>207 755</u>	<u>6 468 755</u>
Total	<u>106 931 769</u>	<u>49 217 760</u>	-	<u>8 080 211</u>	<u>164 229 740</u>
Votés	80 266 968	64 340			80 331 308
Permanents	<u>26 664 801</u>	<u>49 153 420</u>		<u>8 080 211</u>	<u>83 898 432</u>
Total	<u>106 931 769</u>	<u>49 217 760</u>	-	<u>8 080 211</u>	<u>164 229 740</u>
Dépenses	103 071 794	8 627 853	2 829 417	7 675 329	122 204 392
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 438 552	40 591 897	(2 729 590)	404 882	41 705 740
Immobilisations tangibles	274 073	(635)	(80 816)		192 622
Immobilisations en ressources informationnelles	147 351	(1 354)	(19 010)		126 987
Total	<u>106 931 769</u>	<u>49 217 760</u>	-	<u>8 080 211</u>	<u>164 229 740</u>

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

 Année financière terminée le 31 mars 2022
 (en milliers de dollars)

	⁽¹⁾ <u>VOTÉS</u> +	⁽¹⁾ <u>PERMANENTS</u> +	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES		=	<u>TOTAL</u>
			<u>ANTÉRIEURES</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u> ⁽¹⁾		
			<u>Reports</u>			
Assemblée nationale		153 654				153 654
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	61 461	71 512				132 973
Affaires municipales et Habitation	2 574 427	10				2 574 437
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 100 386	10				1 100 395
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	8 150 094	405 954				8 556 048
Conseil exécutif	673 750	1 904				675 654
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	853 783	10				853 793
Économie et Innovation	1 505 482	29				1 505 511
Éducation	14 461 204	1 105 077				15 566 281
Énergie et Ressources naturelles	121 669	10				121 679
Enseignement supérieur	7 835 201	199 359				8 034 560
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	319 747	35				319 782
Famille	2 750 620	210		225 400		2 976 230
Finances (excluant le service de la dette)	166 787	9 502				176 290
Forêts, Faune et Parcs	552 054	25 105				577 159
Immigration, Francisation et Intégration	528 828	10				528 838
Justice	903 974	275 542				1 179 517
Relations internationales et Francophonie	130 626	100				130 726
Santé et Services sociaux	29 496 032	18 116 804 ⁽²⁾				47 612 836
Sécurité publique	1 725 330	33 403				1 758 733
Tourisme	215 702	10				215 712
Transports	1 355 513	44				1 355 558
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 555 858	5 510				4 561 368
	80 038 529	20 403 801	-	225 400		100 667 730
Culture et Communications (service de la dette)	3 039					3 039
Finances (service de la dette)		6 261 000				6 261 000
Total	80 041 568 ⁽³⁾	26 664 801	-	225 400		106 931 769
Dépenses	76 211 682	26 634 712		225 400		103 071 794
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 438 452	100				3 438 552
Immobilisations tangibles	258 153	15 920				274 073
Immobilisations en ressources informationnelles	133 282	14 070				147 351
Total	80 041 568	26 664 801	-	225 400		106 931 769

(1) Ces crédits apparaissent dans le Budget de dépenses 2021-2022.

(2) Cette somme inclut des crédits évalués à 8 398 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés en vertu des lois suivantes :

Loi n° 1 sur les crédits, 2021-2022 (L.Q. 2021, c. 9)

21 989 293 k\$

Loi n° 2 sur les crédits, 2021-2022 (L.Q. 2021, c. 12)

58 052 275 k\$

80 041 568 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

 Année financière terminée le 31 mars 2022
 (en milliers de dollars)

	<u>ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET</u> +	<u>ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION</u> +	<u>ALLOUÉS PAR</u> ⁽¹⁾ <u>DÉCISIONS</u> =	<u>TOTAL</u>
Assemblée nationale			(1 461)	(1 461)
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			162	162
Affaires municipales et Habitation	2 331		3 302 593	3 304 924
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 648			9 648
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Conseil exécutif			34 579	34 579
Culture et Communications (excluant le service de la dette)			1 274 229	1 274 229
Économie et Innovation			141 559	141 559
Éducation			13 944 869	13 944 869
Énergie et Ressources naturelles			6 632	6 632
Enseignement supérieur			6 347 812	6 347 812
Environnement et Lutte contre les changements climatiques			34 034	34 034
Famille			455 596	455 596
Finances (excluant le service de la dette)				
Forêts, Faune et Parcs	13 133		317 563	330 696
Immigration, Francisation et Intégration	28 016			28 016
Justice	3 613			3 613
Relations internationales et Francophonie				
Santé et Services sociaux			16 528 457	16 528 457
Sécurité publique	1 580		129 844	131 425
Tourisme			518 152	518 152
Transports	1 293		6 118 799	6 120 092
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 726			4 726
Total	64 340	-	49 153 420	49 217 760
Votés	64 340			64 340
Permanents			49 153 420	49 153 420
Total	64 340	-	49 153 420	49 217 760
Dépenses	64 340		8 563 512	8 627 853
Investissements :				
Prêts, placements, avances et autres coûts			40 591 897	40 591 897
Immobilisations tangibles			(635)	(635)
Immobilisations en ressources informationnelles			(1 354)	(1 354)
Total	64 340	-	49 153 420	49 217 760

(1) Les crédits complémentaires alloués par décisions représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises dans le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

 Année financière terminée le 31 mars 2022
 (en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS =	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
Assemblée nationale	8	5 057	5 815	135 272	146 152
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		7 023	5 835	117 473	130 331
Affaires municipales et Habitation	3 079 016	420	2 233	3 191 550	6 273 221
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		2 835	5 374	1 092 347	1 100 556
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		749	2 726	1 191 980	1 195 455
Conseil exécutif	34 579	58	399	683 914	718 949
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1 267 637	970	2 737	1 058 020	2 329 364
Économie et Innovation	189 872	1	730	1 482 562	1 673 165
Éducation	12 145 138		11 725	18 475 614	30 632 477
Énergie et Ressources naturelles	6 632	16	1 639	151 303	159 589
Enseignement supérieur	6 226 775		2 462	8 052 506	14 281 742
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4	24 730	10 771	495 564	531 069
Famille		40	10 769	3 556 158	3 566 968
Finances (excluant le service de la dette)		13	483	205 934	206 431
Forêts, Faune et Parcs	262 110	23 089	2 124	713 961	1 001 285
Immigration, Francisation et Intégration			7 404	361 808	369 212
Justice		556	28 006	1 280 696	1 309 258
Relations internationales et Francophonie	1 403	991	472	150 755	153 622
Santé et Services sociaux	16 941 216	21	692	56 075 246	73 017 176
Sécurité publique	129 208	11 363	8 707	1 849 813	1 999 092
Tourisme	445 472			378 010	823 482
Transports	404 842	98 619	6 245	8 653 999	9 163 705
Travail, Emploi et Solidarité sociale	1	355		4 374 816	4 375 173
	41 133 914	176 907	117 351	113 729 301	155 157 473
Culture et Communications (service de la dette)				3 039	3 039
Finances (service de la dette)				6 460 772	6 460 772
Total	41 133 914	176 907	117 351	120 193 112	161 621 284
Votés	137 127	164 840	107 677	78 519 304	78 928 948
Permanents	40 996 786	12 068	9 674	41 673 808	82 692 336
Total	41 133 914	176 907	117 351	120 193 112	161 621 284

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET LES DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>REVENUS</u>	<u>DÉPENSES</u>
Assemblée nationale	(26)	143 104
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	358	120 979
Affaires municipales et Habitation	11 834	3 196 041
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	19 724	1 142 493
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	304	1 133 001
Conseil exécutif	45 190	677 152
Culture et Communications	4 750	1 056 074
Économie et Innovation	12 032	1 572 082
Éducation	194 595	18 481 759
Énergie et Ressources naturelles	5 723	153 473
Enseignement supérieur	31 993	8 009 414
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4 547	511 481
Famille	23 960	3 567 789
Finances	38 085 793	6 606 374
Forêts, Faune et Parcs	164 608	728 031
Immigration, Francisation et Intégration	747 659	365 459
Justice	232 982	1 296 462
Relations internationales et Francophonie	292	153 790
Revenu	64 130 480	
Santé et Services sociaux	1 290 618	55 781 600
Sécurité publique	38 487	1 859 841
Tourisme		366 511
Transports	74 541	8 682 580
Travail, Emploi et Solidarité sociale	914 197	4 375 266
Total	<u>106 034 640</u>	<u>119 980 757</u>
Crédits votés utilisés		78 519 304
Crédits permanents utilisés		<u>41 673 808</u>
Total des dépenses nécessitant des crédits		<u>120 193 112</u>
Amortissement des immobilisations		162 767
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		13 190
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits		128 950 ⁽¹⁾
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(61 398)
Opération de restructuration		40 950
Variation à la baisse de la dépense		(39 583)
Variation à la baisse de provisions		<u>(457 188)</u>
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		<u>(212 355)</u>
Total		<u>119 980 757</u>

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS</u> +	<u>TAXES À LA CONSOMMATION</u> +	<u>DROITS ET PERMIS</u> +
1 Assemblée nationale			
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3 Affaires municipales et Habitation			4 931
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			15 996
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6 Conseil exécutif			
7 Culture et Communications			977
8 Économie et Innovation			2 341
9 Éducation			1
10 Énergie et Ressources naturelles			1 323
11 Enseignement supérieur			
12 Environnement et Lutte contre les changements climatiques			
13 Famille			22 130
14 Finances	9 161 750		
15 Forêts, Faune et Parcs			161 265
16 Immigration, Francisation et Intégration			44 413
17 Justice			3 841
18 Relations internationales et Francophonie			
19 Revenu	39 567 741	23 906 322	49 982
20 Santé et Services sociaux			2 524
21 Sécurité publique			25 649
22 Transports			50 452
23 Travail, Emploi et Solidarité sociale			36 038
Total	<u>48 729 492</u>	<u>23 906 322</u>	<u>421 863</u>

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans les comptes à fin déterminée (voir la partie 4 de la section A).

- (1) La quote-part totale du gouvernement dans les revenus provenant de ses entreprises s'élève à 5 959 690 k\$ en 2021-2022 (4 490 751 k\$ en 2020-2021). Ce montant inclut une somme de 703 000 k\$ en 2021-2022 (597 000 k\$ en 2020-2021) consacrée au Fonds des générations, une somme de 75 709 k\$ en 2021-2022 (66 504 k\$ en 2020-2021) consacrée au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis et une somme de 222 438 k\$ en 2021-2022 (161 288 k\$ en 2020-2021) consacrée au Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux. Les entreprises du gouvernement ont déclaré des dividendes de 5 216 878 k\$ en 2021-2022 (3 445 272 k\$ en 2020-2021), dont 4 215 731 k\$ en 2021-2022 (2 620 480 k\$ en 2020-2021) ont été affectés au fonds général.

(1)											
REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2022	=	TOTAL DES REVENUS 2021	
(26)				(26)				(26)		537	1
358				358				358		1 185	2
6 904				11 834				11 834		6 863	3
3 729				19 724				19 724		22 317	4
304				304				304		292	5
1 489				1 489		43 700		45 190		331 439	6
3 773				4 750				4 750		3 793	7
9 691				12 032				12 032		32 174	8
8 131				8 131		186 464		194 595		200 999	9
4 400				5 723				5 723		32 494	10
31 993				31 993				31 993		26 666	11
4 547				4 547				4 547		432	12
1 830				23 960				23 960		26 069	13
265 585		4 958 543		14 385 878		23 699 916		38 085 793		37 560 028	14
3 343				164 608				164 608		45 585	15
6 196				50 609		697 049		747 659		719 499	16
193 762				197 603		35 379		232 982		192 019	17
292				292				292		677	18
606 435				64 130 480				64 130 480		55 326 043	19
382 425				384 949		905 668		1 290 618		620 852	20
12 838				38 487				38 487		30 042	21
19 969				70 421		4 120		74 541		65 098	22
75 914				111 952		802 245		914 197		867 203	23
1 643 880		4 958 543		79 660 099		26 374 541		106 034 640		96 112 308	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
ASSEMBLÉE NATIONALE			
1 Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
2 Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
3 Services statutaires aux parlementaires			
Total du portefeuille	-	-	-
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4 Le Protecteur du citoyen			
5 Le Vérificateur général			
6 Administration du système électoral			
7 Le Commissaire au lobbyisme			
8 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Total du portefeuille	-	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION			
9 Soutien aux activités ministérielles			223 577
10 Modernisation des infrastructures municipales			452 569
11 Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
12 Développement des régions et des territoires			269 285
13 Promotion et développement de la région métropolitaine			145 067
14 Commission municipale du Québec			
15 Habitation			1 180 107
Total du portefeuille	-	-	2 270 606
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
16 Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			729 464
17 Organismes d'État			413 029
Total du portefeuille	-	-	1 142 493
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
18 Soutien au Conseil du trésor			
19 Soutien aux fonctions gouvernementales			
20 Commission de la fonction publique			
21 Régimes de retraite et d'assurances			
22 Fonds de suppléance			
Total du portefeuille	-	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
	11 191		11 191	11 041	1
	64 282		64 282	62 736	2
	67 631		67 631	69 207	3
-	143 104	-	143 104	142 984	
	20 481		20 481	19 270	4
	37 905		37 905	35 174	5
	56 857		56 857	44 118	6
	4 072		4 072	3 666	7
	1 663		1 663	1 514	8
-	120 979	-	120 979	103 743	
	69 028		292 605	179 186	9
			452 569	403 313	10
	846 473		846 473	1 650 526	11
			269 285	252 318	12
			145 067	143 586	13
	9 934		9 934	9 057	14
			1 180 107	969 913	15
-	925 435	-	3 196 041	3 607 899	
			729 464	660 952	16
			413 029	403 178	17
-	-	-	1 142 493	1 064 130	
	94 609		94 609	89 422	18
	562 398		562 398	602 166	19
	4 930		4 930	4 592	20
	471 064		471 064	438 929	21
					22
-	1 133 001	-	1 133 001	1 135 110	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
CONSEIL EXÉCUTIF			
23	Cabinet du lieutenant-gouverneur		
24	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif		
25	Relations canadiennes		
26	Affaires autochtones		
27	Jeunesse		
28	Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques		
29	Relations avec les Québécois d'expression anglaise		
30	Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité		
	Total du portefeuille		
	-	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
31	Direction, administration et soutien à la mission	60 805	
32	Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine	992 230	
	Total du portefeuille	1 053 035	-
ÉCONOMIE ET INNOVATION			
33	Direction et administration		56 467
34	Développement de l'économie		729 733
35	Développement de la science, de la recherche et de l'innovation		337 231
36	Interventions relatives au Fonds du développement économique		194 095
37	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation		254 557
	Total du portefeuille	-	1 572 082
ÉDUCATION			
38	Administration	2 517 611	
39	Soutien aux organismes	114 156	
40	Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal	1 492 309	
41	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	13 065 151	
42	Développement du loisir et du sport	134 429	
43	Régimes de retraite	1 136 038	
44	Condition féminine		
	Total du portefeuille	18 459 694	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
	705		705	713	23
	111 797		111 797	114 066	24
	13 853		13 853	13 873	25
	351 345		351 345	293 034	26
	58 071		58 071	52 988	27
	10 954		10 954	10 144	28
	12 515		12 515	9 903	29
	117 912		117 912	700 250	30
-	677 152	-	677 152	1 194 971	
		3 039	63 844	24 405	31
			992 230	1 088 051	32
-	-	3 039	1 056 074	1 112 456	
			56 467	1 712	33
			729 733	629 188	34
			337 231	383 297	35
			194 095	474 675	36
			254 557	225 282	37
-	-	-	1 572 082	1 714 154	
			2 517 611	1 760 260	38
			114 156	104 691	39
			1 492 309	1 517 828	40
			13 065 151	12 208 909	41
			134 429	206 819	42
			1 136 038	1 119 734	43
22 065			22 065	22 564	44
22 065	-	-	18 481 759	16 940 804	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
45 Gestion des ressources naturelles			153 473
Total du portefeuille	-	-	153 473
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
46 Administration		268 456	
47 Soutien aux organismes		46 712	
48 Aide financière aux études		774 044	
49 Enseignement supérieur		6 726 346	
50 Régimes de retraite		193 857	
Total du portefeuille	-	8 009 414	-
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
51 Protection de l'environnement			505 665
52 Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			5 816
Total du portefeuille	-	-	511 481
FAMILLE			
53 Planification, recherche et administration			
54 Mesures d'aide à la famille			
55 Services de garde			
56 Curateur public			
Total du portefeuille	-	-	-
FINANCES			
57 Direction et administration			
58 Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
59 Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
60 Service de la dette			
Total du portefeuille	-	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
61 Direction et administration			63 086
62 Gestion des ressources forestières			494 078
63 Gestion des ressources fauniques et des parcs			170 867
Total du portefeuille	-	-	728 031
IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION			
64 Direction et soutien aux activités du Ministère		54 527	
65 Immigration, francisation et intégration		310 932	
Total du portefeuille	-	365 459	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
			153 473	234 382	45
-	-	-	153 473	234 382	
			268 456	170 832	46
			46 712	49 891	47
			774 044	717 636	48
			6 726 346	6 509 479	49
			193 857	189 062	50
-	-	-	8 009 414	7 636 900	
			505 665	271 110	51
			5 816	6 729	52
-	-	-	511 481	277 838	
494 210			494 210	51 999	53
119 131			119 131	145 628	54
2 862 473			2 862 473	2 729 858	55
91 975			91 975	83 653	56
3 567 789	-	-	3 567 789	3 011 138	
	35 699		35 699	27 517	57
	138 762		138 762	419 140	58
	32 538		32 538	31 820	59
		6 399 374	6 399 374	5 433 978	60
-	207 000	6 399 374	6 606 374	5 912 456	
			63 086	50 597	61
			494 078	553 084	62
			170 867	182 921	63
-	-	-	728 031	786 602	
			54 527	54 712	64
			310 932	283 242	65
-	-	-	365 459	337 954	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
JUSTICE			
66 Administration de la justice			
67 Activité judiciaire			
68 Justice administrative			
69 Indemnisation et reconnaissance			
70 Autres organismes relevant du ministre			
71 Poursuites criminelles et pénales			
72 Langue française		51 395	
Total du portefeuille	-	51 395	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE			
73 Direction et administration			19 359
74 Affaires internationales			134 431
Total du portefeuille	-	-	153 790
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
75 Fonctions de coordination	4 424 296		
76 Services dispensés à la population	40 432 031		
77 Office des personnes handicapées du Québec	12 952		
78 Régie de l'assurance maladie du Québec	10 880 938		
79 Condition des Aînés			
Total du portefeuille	55 750 217	-	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
80 Direction et administration			
81 Services de la Sûreté du Québec			
82 Gestion du système correctionnel			
83 Sécurité et prévention			
84 Expertises scientifiques et médico-légales			
85 Encadrement et surveillance			
86 Promotion et développement de la Capitale-Nationale			73 571
Total du portefeuille	-	-	73 571
TOURISME			
87 Direction, administration et gestion des programmes			76 198
88 Développement du tourisme			163 528
89 Organismes relevant du ministre			126 785
Total du portefeuille	-	-	366 511
TRANSPORTS			
90 Infrastructures et systèmes de transport			2 898 655
91 Administration et services corporatifs			5 783 926
Total du portefeuille	-	-	8 682 580

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
	450 076		450 076	401 421	66
	158 490		158 490	129 052	67
	20 684		20 684	17 904	68
226 734			226 734	174 016	69
210 888			210 888	216 362	70
	178 196		178 196	161 547	71
			51 395	56 394	72
437 623	807 445	-	1 296 462	1 156 696	
			19 359	19 004	73
			134 431	98 017	74
-	-	-	153 790	117 021	
			4 424 296	3 637 890	75
			40 432 031	37 137 994	76
			12 952	12 888	77
			10 880 938	10 643 526	78
31 383			31 383	25 634	79
31 383	-	-	55 781 600	51 457 931	
	72 763		72 763	122 866	80
	811 972		811 972	782 592	81
	558 808		558 808	543 796	82
	260 584		260 584	260 198	83
	29 591		29 591	26 118	84
	52 553		52 553	48 062	85
			73 571	89 901	86
-	1 786 270	-	1 859 841	1 873 535	
			76 198	23 663	87
			163 528	190 946	88
			126 785	142 132	89
-	-	-	366 511	356 741	
			2 898 655	2 768 329	90
			5 783 926	84 463	91
-	-	-	8 682 580	2 852 792	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
92 Gouvernance, administration et services à la clientèle			
93 Mesures d'aide financière			
94 Mesures d'aide à l'emploi			888 176
Total du portefeuille	-	-	888 176
TOTAL AU 31 MARS 2022	55 750 217	27 938 997	16 542 794
TOTAL AU 31 MARS 2021	51 432 297	26 058 793	10 342 355

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
576 186			576 186	589 543	92
2 910 904			2 910 904	2 953 258	93
			888 176	955 135	94
3 487 089	-	-	4 375 266	4 497 935	
7 545 949	5 800 385	6 402 413	119 980 757		
6 992 515	7 263 083	5 437 129		107 526 172	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1 Assemblée nationale	104 806	38 277	
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 599	25 597	4
3 Affaires municipales et Habitation	82 442	26 983	
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	131 279	104 707	700
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	875 335	164 394	
6 Conseil exécutif	123 664	31 112	28
7 Culture et Communications	33 742	29 799	174
8 Économie et Innovation	51 338	46 201	(11 329)
9 Éducation	96 870	213 645	
10 Énergie et Ressources naturelles	33 697	19 495	(177)
11 Enseignement supérieur	50 894	29 693	(7 351)
12 Environnement et Lutte contre les changements climatiques	133 121	216 630	
13 Famille	105 822	92 218	19
14 Finances	56 285	36 812	1 065
15 Forêts, Faune et Parcs	145 555	146 320	(3 677)
16 Immigration, Francisation et Intégration	134 855	83 718	
17 Justice	562 476	272 519	16 349
18 Relations internationales et Francophonie	66 279	24 612	
19 Santé et Services sociaux	103 901	1 305 989	
20 Sécurité publique	866 751	413 218	60
21 Tourisme			
22 Transports	124 862	447 670	586
23 Travail, Emploi et Solidarité sociale	162 358	66 814	22 078
Total	4 128 932	3 836 426	18 528
Crédits votés	3 423 852	2 274 150	20 449
Crédits permanents	739 581	1 385 248	64 534
Total des dépenses nécessitant des crédits	4 163 432	3 659 398	84 983
Amortissement des immobilisations		162 767	
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)	
Consommation de frais payés d'avance		25	
Consommation de stocks		125	
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits			
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
Opération de restructuration		40 950	
Variation à la baisse de la dépense			
Variation à la baisse de provisions	(34 500)	(26 772)	(66 455)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	(34 500)	177 027	(66 455)
Total	4 128 932	3 836 426	18 528

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
20				143 104	142 984	1
12 779				120 979	103 743	2
2 819 115	267 500			3 196 041	3 607 899	3
905 806				1 142 493	1 064 130	4
82 245	11 027			1 133 001	1 135 110	5
522 349				677 152	1 194 971	6
982 728	6 592	3 039		1 056 074	1 112 456	7
1 270 832	215 040			1 572 082	1 714 154	8
18 005 070	166 174			18 481 759	16 940 804	9
55 403	45 056			153 473	234 382	10
7 911 178	25 000			8 009 414	7 636 900	11
161 729				511 481	277 838	12
72 461	3 297 269			3 567 789	3 011 138	13
112 237	600	6 399 374		6 606 374	5 912 456	14
122 503	317 329			728 031	786 602	15
146 886				365 459	337 954	16
410 563	34 555			1 296 462	1 156 696	17
59 651	3 248			153 790	117 021	18
53 949 080	422 630			55 781 600	51 457 931	19
209 303	370 509			1 859 841	1 873 535	20
115 286	251 226			366 511	356 741	21
448 969	7 660 493			8 682 580	2 852 792	22
2 854 419	1 269 597			4 375 266	4 497 935	23
91 230 613	14 363 844	6 402 413		119 980 757	107 526 172	
64 777 702	8 020 113	3 039		78 519 304	75 639 514	
26 679 942	6 343 731	6 460 772		41 673 808	32 249 976	
91 457 643	14 363 844	6 463 811		120 193 112	107 889 490	
				162 767	154 460	
				(69)	(69)	
				25	25	
13 065				13 190	1 728	
128 950 ⁽¹⁾				128 950		
		(61 398)		(61 398)	(62 121)	
				40 950	25 156	
(39 583)				(39 583)	(73 215)	
(329 462)				(457 188)	(409 281)	
(227 030)	-	(61 398)		(212 355)	(363 318)	
91 230 613	14 363 844	6 402 413		119 980 757	107 526 172	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>BÉNÉFICIAIRES</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	+	<u>FONCTIONNEMENT</u>	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	25 139 088		10 429 346	
Institutions d'enseignement	18 110 085		2 488 939	
Municipalités				
Organismes à but non lucratif				
Personnes				
Organismes et entreprises du gouvernement	9 417 710		767 700	
Bénéficiaires non ventilés ⁽²⁾				
Total	<u>52 666 884</u>		<u>13 685 984</u>	

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Habitation	36 670	10 061
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	67 277	16 923
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	20 987	40 635
6	Conseil exécutif		2 362
7	Culture et Communications	91 896	145 869
8	Économie et Innovation	7 807	2 853
9	Éducation	12 738 796	1 659 482
10	Énergie et Ressources naturelles		25
11	Enseignement supérieur	5 370 830	802 798
12	Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
13	Famille		
14	Finances	16 209	4 314
15	Forêts, Faune et Parcs		
16	Immigration, Francisation et Intégration		
17	Justice	87 840	19 215
18	Relations internationales et Francophonie		
19	Santé et Services sociaux	34 130 992	10 795 107
20	Sécurité publique	4 558	14 351
21	Tourisme	17 505	40 570
22	Transports	54 992	130 586
23	Travail, Emploi et Solidarité sociale	20 524	833
Total		<u>52 666 884</u>	<u>13 685 984</u>

(1) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(2) Les bénéficiaires non ventilés se rapportent à l'ajustement des dépenses découlant de la modification de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

CAPITAL ⁽¹⁾		+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL	TOTAL
Principal	Autres						2022	2021
5 896	101 937		1 153		1 803 031		1 912 018	3 137 866
4 116 622	4 463		483 536		484 344		40 657 399	34 432 918
1 432 952	169 137		496 607		242 902		22 940 622	21 752 669
335 421	437 417		111 576		1 959 963		2 844 377	3 100 360
60 635	106 834		26 961		2 665 308		2 859 738	3 055 188
	12 295		962		6 593 570		6 606 827	6 605 365
172 068	26 108		44 689		414 904		10 843 178	10 314 920
2 573 913	(162)				(7 297)		2 566 454	2 846 806
8 697 507	858 030		1 165 484		14 156 725		91 230 613	85 246 094

					20		20	7	1
					12 779		12 779	11 486	2
517 001	525 875		112 364		1 617 145		2 819 115	3 262 570	3
(206)	104 672		238		716 902		905 806	859 411	4
					20 623		82 245	8 906	5
2 399			829		516 759		522 349	1 045 809	6
148 517			36 636		559 810		982 728	1 054 119	7
45 890	83 995		3 141		1 127 147		1 270 832	1 100 713	8
2 884 725	96 631		313 149		312 287		18 005 070	16 675 893	9
(2)	3 165		112		52 104		55 403	103 118	10
753 985	6 271		182 021		795 274		7 911 178	7 514 406	11
39 479			1 128		121 122		161 729	99 107	12
					72 461		72 461	106 460	13
					91 714		112 237	384 695	14
75 502			9 817		37 184		122 503	130 846	15
					146 886		146 886	131 666	16
	2 402				301 105		410 563	378 520	17
					59 651		59 651	26 908	18
4 110 337	22 684		483 536		4 406 424		53 949 080	48 593 050	19
(1 685)			1 427		190 653		209 303	292 269	20
43 884			13 327				115 286	149 477	21
77 681	12 250		7 760		165 699		448 969	358 562	22
	86				2 832 976		2 854 419	2 958 095	23
8 697 507	858 030		1 165 484		14 156 725		91 230 613	85 246 094	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	+ FONCTION- NEMENT	+ CAPITAL	+ INTÉRÊT	+ SUPPORT	= TOTAL 2022	TOTAL 2021
Affaires municipales et Habitation					267 500	267 500	250 000
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		11 027				11 027	18 289
Culture et Communications					6 592	6 592	
Économie et Innovation					215 040	215 040	433 294
Éducation					166 174	166 174	
Énergie et Ressources naturelles	5 473	11 124			28 459	45 056	65 055
Enseignement supérieur					25 000	25 000	25 000
Famille					3 297 269	3 297 269	2 729 858
Finances					600	600	1 100
Forêts, Faune et Parcs	58 426	110 690	1 980		146 233	317 329	371 258
Justice	10 990	8 668	176		14 721	34 555	35 464
Relations internationales et Francophonie	109	10			3 129	3 248	3 248
Santé et Services sociaux	22 193	238 959	1 209	239	160 031	422 630	307 097
Sécurité publique	274 884	61 864	8 658	104	25 000	370 509	363 526
Tourisme	10 051	4 517	5 599	1 062	229 996	251 226	207 264
Transports					7 660 493	7 660 493	1 951 187
Travail, Emploi et Solidarité sociale	207 519	104 454	10 758		946 866	1 269 597	1 265 910
Total	589 645	551 311	28 379	1 405	13 193 103	14 363 844	8 027 552

SOMMAIRE DES SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	104 806					1 076		105 882
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 599					1 412		84 010
Affaires municipales et Habitation	82 442	36 670				960		120 072
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	131 279	67 277				528		199 085
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	875 335	20 987				619		896 941
Conseil exécutif	123 664					26		123 690
Culture et Communications	33 742	91 896				373		126 011
Économie et Innovation	51 338	7 807				48		59 194
Éducation	96 870	12 738 796				1 192		12 836 858
Énergie et Ressources naturelles	33 697		5 473			291		39 461
Enseignement supérieur	50 894	5 370 830				547		5 422 270
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	133 121				2 908	2 579		138 608
Famille	105 822					3 022		108 843
Finances	56 285	16 209				141		72 635
Forêts, Faune et Parcs	145 555		58 426		3	895		204 880
Immigration, Francisation et Intégration	134 855					401		135 255
Justice	562 476	87 840	10 990			5 463		666 769
Relations internationales et Francophonie	66 279		109					66 388
Santé et Services sociaux	103 901	34 130 992	22 193					34 257 086
Sécurité publique	866 751	4 558	274 884			3 438		1 149 630
Tourisme		17 505	10 051					27 556
Transports	124 862	54 992				1 118		180 973
Travail, Emploi et Solidarité sociale	162 358	20 524	207 519					390 402
Total	4 128 932	52 666 884	589 645		2 911	24 129		57 412 501

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	(26)	537
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>(26)</u>	<u>537</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>(26)</u></u>	<u><u>537</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	11 191	11 191			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 191</u>	<u>11 191</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	73 242	56 450	10 872	5 920	
Ne nécessitant pas de crédits		7 832			
	<u>73 242</u>	<u>64 282</u>	<u>10 872</u>	<u>5 920</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	67 760	67 631	8	122	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>67 760</u>	<u>67 631</u>	<u>8</u>	<u>122</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>152 194</u>	<u>143 104</u>	<u>10 880</u>	<u>6 042</u>	<u>-</u>
Votés					
Permanents	152 194	135 272	10 880	6 042	
Ne nécessitant pas de crédits		7 832			
Total	<u>152 194</u>	<u>143 104</u>	<u>10 880</u>	<u>6 042</u>	<u>-</u>
Dépenses	136 108	143 104		837	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	100		8	92	
Immobilisations tangibles	7 570		5 057	2 513	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 415		5 815	2 601	
Total	<u>152 194</u>	<u>143 104</u>	<u>10 880</u>	<u>6 042</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 1		Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat général et affaires juridiques						
Permanents (1)	2 599				2 380	218
2. Affaires parlementaires						
Permanents (1)	8 593				7 267	1 326
Total	11 191	-	-	-	9 647	1 544

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

PROGRAMME 2 **Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale**
Mission : Gouverne et justice

1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents (1)	12 688		11		9 743	2 934
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents (1)	60 554		5 046	5 815	31 811	11 962
Amortissement des immobilisations						
Total	73 242	-	5 057	5 815	41 553	14 897

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

-	-	-	-	-	-	-	-
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et de la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

						5 920	7 832
-	-	-	-	-	-	<u>5 920</u>	<u>7 832</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3							
Mission : Gouverne et justice							
1. Indemnités et allocations aux parlementaires							
Permanents (1)	13 416	8				1 706	11 610
Permanents (2)	17 289					17 289	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés							
Permanents (1)	30 071					27 799	2 222
3. Services de recherche des partis politiques							
Permanents (1)	2 571					2 398	173
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale							
Permanents (2)	4 413					4 413	
Total	67 760	8	-	-	-	53 605	14 005

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Permanents	152 194	8	5 057	5 815	104 806	30 445
Amortissement des immobilisations						
Total	152 194	8	5 057	5 815	104 806	30 445

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	104 806		104 806
Fonctionnement	30 445	7 832	38 277
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	20		20
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	135 272	7 832	143 104

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

						92	
	20					30	
<u>-</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>122</u>	<u>-</u>

	20					6 042	7 832
<u>-</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 042</u>	<u>7 832</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	11 304			
	<u>11 304</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	75 118			
	<u>75 118</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	67 232			
	<u>67 232</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	153 654			
Total	<u>153 654</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		(112)						11 191
-	-	(112)		-		-		11 191
		(1 876)						73 242
-	-	(1 876)		-		-		73 242
		528						67 760
-	-	528		-		-		67 760
		(1 461)						152 194
-	-	(1 461)		-		-		152 194

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires			
Autres			
	50	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	50	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		20				20	7
-	-	20	-	-	-	20	7
-	-	20	-	-	-	20	7

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		<u>20</u>	<u>7</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>50</u>	<u>20</u>	<u>7</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	358	1 185
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>358</u>	<u>1 185</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>358</u></u>	<u><u>1 185</u></u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	19 753	19 250	13	491	
Permanents	446	390		56	
Ne nécessitant pas de crédits		841			
	<u>20 199</u>	<u>20 481</u>	<u>13</u>	<u>546</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	38 719	37 480	135	1 104	
Permanents	4	4			
Ne nécessitant pas de crédits		420			
	<u>38 723</u>	<u>37 905</u>	<u>135</u>	<u>1 104</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	69 323	54 753	10 865	3 704	
Ne nécessitant pas de crédits		2 104			
	<u>69 323</u>	<u>56 857</u>	<u>10 865</u>	<u>3 704</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	7 179	4 003	1 842	1 335	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		70			
	<u>7 179</u>	<u>4 072</u>	<u>1 842</u>	<u>1 335</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 906	1 592	4	309	
Ne nécessitant pas de crédits		71			
	<u>1 906</u>	<u>1 663</u>	<u>4</u>	<u>309</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>137 330</u>	<u>120 979</u>	<u>12 858</u>	<u>6 999</u>	<u>-</u>
Votés	65 652	60 733	1 989	2 930	
Permanents	71 678	56 740	10 869	4 069	
Ne nécessitant pas de crédits		3 506			
Total	<u>137 330</u>	<u>120 979</u>	<u>12 858</u>	<u>6 999</u>	<u>-</u>
Dépenses	121 679	120 979		4 206	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	7 849		7 023	826	
Immobilisations en ressources informationnelles	7 802		5 835	1 967	
Total	<u>137 330</u>	<u>120 979</u>	<u>12 858</u>	<u>6 999</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Le Protecteur du citoyen						
1. Le Protecteur du citoyen	19 753			13	16 741	2 510
Permanents (1)	446				390	
Amortissement des immobilisations						
Total	20 199	-	-	13	17 131	2 510

(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Le Vérificateur général						
1. Le Vérificateur général	38 719		8	126	31 823	5 658
Permanents (1)	4					
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	38 723	-	8	126	31 823	5 658

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables qu'il constate.

							491	
							56	
								841
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>546</u>	<u>841</u>

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations avec les lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, au réseau de la santé et des services sociaux et au réseau de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							1 104	
4								489
								(69)
<u>4</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 104</u>	<u>420</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Administration du système électoral						
1. Gestion interne et soutien						
Permanents (1)	45 194	7 006	674	25 940	8 702	
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents (1)	10			9		
3. Activités électorales						
Permanents (1)	24 119		3 185	3 263	4 060	
Amortissement des immobilisations						
Total	69 323	-	7 006	3 859	29 212	12 762
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).						
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire au lobbyisme						
1. Le Commissaire au lobbyisme	7 179	4	1 838	3 128	874	
Amortissement des immobilisations						
Total	7 179	-	4	1 838	3 128	874

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement politique.

						2 873	1 090
	12 779					831	1 014
<u>-</u>	<u>12 779</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 704</u>	<u>2 104</u>

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions parlementaires, gouvernementales et municipales, ainsi qu'envers les personnes qui les dirigent. Par son action, le Commissaire au lobbyisme du Québec met en œuvre la transparence et le sain exercice des activités de lobbyisme ainsi que le droit du public d'être informé des communications d'influence faites auprès des institutions publiques québécoises.

						1 335	70
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 335</u>	<u>70</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits			
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents (1)	1 906		4	1 305	287	
Amortissement des immobilisations						
Total	1 906	-	4	1 305	287	

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	65 652		12	1 976	51 692	9 042
Permanents	71 678		7 010	3 859	30 907	13 050
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	137 330	-	7 023	5 835	82 599	22 091

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		Total
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	
Rémunération	82 599		82 599
Fonctionnement	22 091	3 506	25 597
Créances douteuses et autres provisions	4		4
Transfert	12 779		12 779
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	117 473	3 506	120 979

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie de mettre en œuvre le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

						309	71
-	-	-	-	-	-	309	71

						2 930	3 575
4	12 779					4 069	(69)
4	12 779	-	-	-	-	6 999	3 506

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen				
Votés	18 735			
Permanents	446			
	<u>19 181</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Le Vérificateur général				
Votés	37 229			
Permanents				
	<u>37 229</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	69 323			
	<u>69 323</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme				
Votés	5 497			
Permanents				
	<u>5 497</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	1 744			
	<u>1 744</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	61 461			
Permanents	71 512			
Total	<u>132 973</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 018				19 753
								446
-	-	-		1 018		-		20 199
				1 490				38 719
						4		4
-	-	-		1 490		4		38 723
								69 323
-	-	-		-		-		69 323
				1 683				7 179
-	-	-		1 683		-		7 179
		162						1 906
-	-	162		-		-		1 906
				4 191				65 652
		162				4		71 678
-	-	162		4 191		4		137 330

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 – Administration du système électoral			
Financement des partis politiques			
	12 785	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	12 785	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		12 779				12 779	11 486
-	-	12 779	-	-	-	12 779	11 486
-	-	12 779	-	-	-	12 779	11 486

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		<u>12 779</u>	<u>11 486</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>12 785</u>	<u>12 779</u>	<u>11 486</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	4 931	3 770
Revenus divers	6 904	3 093
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>11 834</u>	<u>6 863</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>11 834</u></u>	<u><u>6 863</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Soutien aux activités ministérielles					
Votés	73 571	65 014	2 416	6 141	
Permanents	3 302 603	223 586	3 079 016		
Ne nécessitant pas de crédits		4 005			
	<u>3 376 174</u>	<u>292 605</u>	<u>3 081 432</u>	<u>6 141</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	452 569	452 569			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>452 569</u>	<u>452 569</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Votés	846 473	846 473			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>846 473</u>	<u>846 473</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Développement des régions et des territoires					
Votés	269 285	269 285			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>269 285</u>	<u>269 285</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	145 067	145 067			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>145 067</u>	<u>145 067</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	9 924	9 876	2	46	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		58			
	<u>9 924</u>	<u>9 934</u>	<u>2</u>	<u>46</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	1 179 915	1 179 679	236		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		428			
	<u>1 179 915</u>	<u>1 180 107</u>	<u>236</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>6 279 408</u>	<u>3 196 041</u>	<u>3 081 670</u>	<u>6 187</u>	<u>-</u>
Votés	2 976 805	2 967 964	2 654	6 187	
Permanents	3 302 603	223 586	3 079 016		
Ne nécessitant pas de crédits		4 490			
Total	<u>6 279 408</u>	<u>3 196 041</u>	<u>3 081 670</u>	<u>6 187</u>	<u>-</u>
Dépenses	3 197 044	3 196 041		5 494	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 079 016		3 079 016		
Immobilisations tangibles	1 088		420	668	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 259		2 233	25	
Total	<u>6 279 408</u>	<u>3 196 041</u>	<u>3 081 670</u>	<u>6 187</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Soutien aux activités ministérielles						
Missions : Gouverne et justice, Économie et environnement						
1. Direction et administration	36 739		403	2 013	15 559	12 996
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Politiques et programmes	36 832				34 931	1 257
3. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	3 302 593	3 079 016 ⁽³⁾				
Total	3 376 174	3 079 016	403	2 013	50 490	14 263
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).						
(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.						
PROGRAMME 2						
Modernisation des infrastructures municipales						
Mission : Économie et environnement						
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	405 344				141	99
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	47 225					
Total	452 569	-	-	-	141	99
PROGRAMME 3						
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités						
Mission : Gouverne et justice						
1. Compensations tenant lieu de taxes	577 309					
2. Aide financière aux municipalités	29 547					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	239 617					
Total	846 473	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, l'habitation, l'aménagement, le développement et l'occupation durables du territoire ainsi que le traitement des divulgations d'actes répréhensibles à l'égard des municipalités. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	271						5 498	
								4 005
							644	
	223 577							
-	223 848	-	-	-	-	-	6 141	4 005

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.

	405 104							
	47 225							
-	452 329	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme englobe des mesures du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux de même que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Enfin, il vise à soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures pour mitiger ou atténuer les impacts des changements climatiques, dont les inondations.

	577 309							
	29 547							
	239 617							
-	846 473	-	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Économie et environnement						
Développement des régions et des territoires						
1. Soutien au développement des régions et à la ruralité	267 500					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires	1 785					
Total	269 285	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la région métropolitaine						
1. Soutien à la région métropolitaine	145 067					
Total	145 067	-	-	-	-	-
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Commission municipale du Québec						
1. Commission municipale du Québec Amortissement des immobilisations	9 924			2	8 405	1 471
Total	9 924	-	-	2	8 405	1 471

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développements alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté dans l'exercice de leur compétence pour favoriser le développement local et régional, incluant les efforts de vitalisation et de coopération intermunicipale. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

		267 500						
	1 785							
-	1 785	267 500	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

		145 067						
	145 067							
-	145 067	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec exerce des compétences de nature juridictionnelle ou administrative. Dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, elle rend des décisions exécutoires, dont des décisions concernant des demandes d'exemption de taxes municipales, des manquements en éthique et en déontologie municipales ou encore en arbitrages municipaux. En matière de compétences administratives, la Commission exerce des fonctions exécutives de contrôle, de surveillance, d'administration ou de conseil, dont des audits dans certains municipalités et organismes municipaux, des enquêtes administratives sur les divulgations visant des élus municipaux, des administrations provisoires, des tutelles ou de l'accompagnement d'une municipalité.

							46	
								58
-	-	-	-	-	-	-	46	58

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		Habitation				
1. Société d'habitation du Québec	790 142					
2. Tribunal administratif du logement Amortissement des immobilisations	30 302		17	218	23 406	6 660
3. Soutien à l'habitation	357 621					
4. Régie du bâtiment du Québec	1 850					
Total	1 179 915	-	17	218	23 406	6 660

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 976 805		420	2 233	82 442	22 484
Permanents	3 302 603	3 079 016				10
Amortissement des immobilisations						
Total	6 279 408	3 079 016	420	2 233	82 442	22 493

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	82 442		82 442
Fonctionnement	22 493	4 490	26 983
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	2 819 115		2 819 115
Affectation à un fonds spécial	267 500		267 500
Service de la dette			
Total	3 191 550	4 490	3 196 041

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il appuie financièrement le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordables, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois ainsi que les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités du Tribunal administratif du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celui-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont il est saisi, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations découlant d'un bail de logement. Le Tribunal veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

	790 142							
								428
	357 621							
	1 850							
-	1 149 613	-	-	-	-	-	-	428
	2 595 539	267 500					6 187	
	223 577							4 490
-	2 819 115	267 500	-	-	-	-	6 187	4 490

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles			
Votés	77 413		
Permanents	10		
	<u>77 422</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales			
Votés	416 266		
Permanents			
	<u>416 266</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Votés	777 459		
Permanents			
	<u>777 459</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Développement des régions et des territoires			
Votés	271 624		
Permanents			
	<u>271 624</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine			
Votés	139 481		
Permanents			
	<u>139 481</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Commission municipale du Québec			
Votés	11 027		
Permanents			
	<u>11 027</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Habitation			
Votés	881 157		
Permanents			
	<u>881 157</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 574 427		
Permanents	10		
Total	<u>2 574 437</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		3 302 593		(3 842)				73 571
								3 302 603
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 302 593</u>		<u>(3 842)</u>		<u>-</u>		<u>3 376 174</u>
				36 303				452 569
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>36 303</u>		<u>-</u>		<u>452 569</u>
				69 014				846 473
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>69 014</u>		<u>-</u>		<u>846 473</u>
				(2 339)				269 285
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(2 339)</u>		<u>-</u>		<u>269 285</u>
				5 586				145 067
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>5 586</u>		<u>-</u>		<u>145 067</u>
				(1 103)				9 924
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(1 103)</u>		<u>-</u>		<u>9 924</u>
2 331				296 427				1 179 915
<u>2 331</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>296 427</u>		<u>-</u>		<u>1 179 915</u>
2 331		3 302 593		400 047				2 976 805
<u>2 331</u>	<u>-</u>	<u>3 302 593</u>		<u>400 047</u>		<u>-</u>		<u>6 279 408</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles			
Autres		7	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	223 848	7	-
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et contribution du Québec			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			
Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau			
Infrastructures municipales en milieu nordique			
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales			
Programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux			
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec			
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec			
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités		455	
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada		258	
Autres			
	452 329	714	-
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales			
Mesures financières du partenariat fiscal			
Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec			
Autres			
	846 473	-	-
Programme 4 – Développement des régions et des territoires			
Communautés rurales branchées		416	
Villages branchés du Québec			
	1 785	416	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
1	34	230				271	388
					223 577	223 577	124 529
<u>1</u>	<u>34</u>	<u>230</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>223 577</u>	<u>223 848</u>	<u>124 917</u>
	49 590					49 590	
	12 539	38				12 577	7 992
	2					2	95
	14 726					14 726	15 334
	47 217	9				47 225	52 987
	11 211					11 211	
	87 753					87 753	77 107
2 988	62 658	3 953				69 599	62 505
2 948	120 022	7 616				131 042	132 263
277	24 327	688				25 550	49 484
	2 605	447				3 052	2 088
<u>6 213</u>	<u>432 652</u>	<u>12 750</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>452 329</u>	<u>399 856</u>
	280					280	291
	540 489					540 489	514 901
58	36 762					36 820	36 244
	239 617					239 617	195 011
	2 059					2 059	
	1 740					1 740	1 703
<u>45</u>	<u>25 050</u>	<u>282</u>	<u>92</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>25 469</u>	<u>902 376</u>
<u>103</u>	<u>845 997</u>	<u>282</u>	<u>92</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>846 473</u>	<u>1 650 526</u>
						416	758
	1 369					1 369	1 560
<u>-</u>	<u>1 369</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 785</u>	<u>2 318</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole			
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole		56	
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal			
Autres			
	145 067	56	-
Programme 7 – Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat			
Aide au logement social, communautaire et abordable		391	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation		519	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction			
Soutien à l'habitation			
	1 149 613	910	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 819 115	2 102	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2022	Total 2021
	102 608					102 608	97 722
	1 760	15 185				17 000	15 910
	24 759					24 759	24 389
<u>400</u>	<u>300</u>					700	5 565
<u>400</u>	<u>129 427</u>	<u>15 185</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	145 067	143 586
	12 838	303	103 421			116 561	114 369
	217 324	133 947	276 313			627 974	650 571
		207				726	704
				44 880		44 880	45 334
				1 850		1 850	1 850
	<u>352 972</u>	<u>4 649</u>				357 621	128 540
<u>-</u>	<u>583 134</u>	<u>139 105</u>	<u>379 734</u>	<u>46 730</u>	<u>-</u>	1 149 613	941 367
6 717	1 992 612	167 552	379 825	46 730	223 577	2 819 115	3 262 570

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		36 670	37 464
Fonctionnement		10 061	9 720
Capital		1 042 876	677 356
Intérêt		112 364	121 180
Support		1 617 145	2 416 850
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 819 115</u>	<u>2 819 115</u>	<u>3 262 570</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		267 500	250 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>267 500</u>	<u>267 500</u>	<u>250 000</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	15 996	15 910
Revenus divers	3 729	6 407
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>19 724</u>	<u>22 317</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>19 724</u></u>	<u><u>22 317</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	697 087	679 445	8 048	9 593	
Permanents	116	116			
Ne nécessitant pas de crédits		49 903			
	<u>697 202</u>	<u>729 464</u>	<u>8 048</u>	<u>9 593</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	412 947	412 786	161		
Permanents		243			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>412 947</u>	<u>413 029</u>	<u>161</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 110 150</u>	<u>1 142 493</u>	<u>8 209</u>	<u>9 593</u>	<u>-</u>
Votés	1 110 034	1 092 231	8 209	9 593	
Permanents	116	116			
Ne nécessitant pas de crédits		50 145			
Total	<u>1 110 150</u>	<u>1 142 493</u>	<u>8 209</u>	<u>9 593</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 092 347	1 142 493			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	12 428		2 835	9 593	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 374		5 374		
Total	<u>1 110 150</u>	<u>1 142 493</u>	<u>8 209</u>	<u>9 593</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
1. Direction et administration	76 927		1 413	5 213	31 019	30 855
Permanents (1)	17					17
Permanents (2)	99					
Amortissement des immobilisations						
2. Développement régional et développement durable	202 393		109		32 948	1 968
3. Transformation alimentaire et politiques bioalimentaires	119 655				11 549	1 100
4. Pêches et aquaculture commerciales	17 638		144		4 675	395
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	200 274				814	83
6. Formation bioalimentaire Opération de restructuration	9 149		101		5 165	577
7. Santé animale et inspection des aliments	71 050		1 068		32 496	16 838
8. Modification comptable – Paiements de transfert Variation à la baisse de la dépense						
Total	697 202	-	2 835	5 213	118 667	51 835

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
						8 428	
99							10 831
	167 164					203	
	107 005						
601	11 766					56	
	199 377						
	2 781					524	
	20 265					382	39 279
							(206)
700	508 359	-	-	-	-	9 593	49 903

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques		
Organismes d'État						
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement						
1. La Financière agricole du Québec	372 119					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec Amortissement des immobilisations	10 638			161	8 672	1 805
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec Amortissement des immobilisations	4 655				3 940	715
4. Institut de technologie agroalimentaire du Québec	25 535					
Total	412 947	-	-	161	12 612	2 520

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 110 034		2 835	5 374	131 279	54 338
Permanents	116					17
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	1 110 150	-	2 835	5 374	131 279	54 355

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	131 279		131 279
Fonctionnement	54 355	50 352	104 707
Créances douteuses et autres provisions	700		700
Transfert	906 013	(206)	905 806
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	1 092 347	50 145	1 142 493

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles, de la pêche et alimentaires et de préserver la vocation agricole des sols arables.

	372 119							
								202
								40
	25 535							
-	397 653	-	-	-	-	-	-	243
601 99	906 013						9 593	
								11 073
								39 279
								(206) ⁽¹⁾
700	906 013	-	-	-	-	9 593	50 145	

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	659 285			
Permanents	10			
	<u>659 295</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Organismes d'État				
Votés	441 101			
Permanents				
	<u>441 101</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 100 386			
Permanents	10			
Total	<u>1 100 395</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET	+	CRÉDITS	=	CRÉDITS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions		TRANSFERTS DE JURIDICTION		PERMANENTS ADDITIONNELS		AUTORISÉS
8 558				29 243		106		697 087
								116
<u>8 558</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>29 243</u>		<u>106</u>		<u>697 202</u>
1 090				(29 243)				412 947
<u>1 090</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(29 243)</u>		<u>-</u>		<u>412 947</u>
9 648						106		1 110 034
								116
<u>9 648</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>106</u>		<u>1 110 150</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique		3 995	
Amélioration de la santé animale		14 982	
Appui à la formation		480	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles		6 922	
Appui au développement en région		111 930	
Appui au secteur de la transformation		54 324	89
Prime-Vert		17 682	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles		199 173	2
Autres		590	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	508 359	410 079	91
Programme 2 – Organismes d'État			
Institut de technologie agroalimentaire du Québec			
La Financière agricole du Québec		311 276	
	397 653	311 276	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	906 013	721 355	91

(1) Ces dépenses incluent une somme de 206 k\$ en 2021-2022 (202 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
2 945		23 196				30 136	42 026
230						15 212	16 454
5 498		640				6 619	30 027
143	75	4 626				11 766	10 508
1 101	5 909	29 842				148 781	91 385
745		15 748		1 609		72 515	63 023
443		4 338				22 463	22 606
		196		5		199 377	193 836
617	8	276				1 491	1 506
					(206)	(206)	(202)
<u>11 722</u>	<u>5 991</u>	<u>78 863</u>	<u>-</u>	<u>1 614</u>	<u>(206)</u>	508 153 ⁽¹⁾	471 168
				25 535		25 535	
				60 842		372 119	388 243
-	-	-	-	86 377	-	397 653	388 243
<u>11 722</u>	<u>5 991</u>	<u>78 863</u>	<u>-</u>	<u>87 991</u>	<u>(206)</u>	905 806 ⁽¹⁾	859 411

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		67 277	34 950
Fonctionnement		16 923	7 038
Capital		104 466	59 673
Intérêt		238	106
Support		716 902	757 643
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>906 013</u>	<u>905 806</u> ⁽¹⁾	<u>859 411</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 206 k\$ en 2021-2022 (202 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	304	292
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>304</u>	<u>292</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>304</u></u>	<u><u>292</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	98 890	92 346	3 062	3 482	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		2 244			
	<u>98 909</u>	<u>94 609</u>	<u>3 062</u>	<u>3 482</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	623 439	623 152		288	
Permanents	504	504			
Ne nécessitant pas de crédits		(61 258)			
	<u>623 944</u>	<u>562 398</u>	<u>-</u>	<u>288</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	5 746	4 895	413	437	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		34			
	<u>5 746</u>	<u>4 930</u>	<u>413</u>	<u>437</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 346		1 654	
Permanents	469 563	468 718		845	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>473 563</u>	<u>471 064</u>	<u>-</u>	<u>2 499</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés					
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 202 161</u>	<u>1 133 001</u>	<u>3 475</u>	<u>6 706</u>	<u>-</u>
Votés	732 075	722 739	3 475	5 860	
Permanents	470 086	469 241		845	
Ne nécessitant pas de crédits		(58 979)			
Total	<u>1 202 161</u>	<u>1 133 001</u>	<u>3 475</u>	<u>6 706</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 197 277	1 133 001		5 296	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	125			125	
Immobilisations tangibles	1 150		749	401	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 609		2 726	883	
Total	<u>1 202 161</u>	<u>1 133 001</u>	<u>3 475</u>	<u>6 706</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Soutien au Conseil du trésor						
1. Direction et administration	41 447		749	2 311	21 835	12 885
Permanents (1)	19					19
Amortissement des immobilisations						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	22 588				20 618	1 970
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	14 522				13 705	616
4. Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	15 239			3	12 602	2 617
Amortissement des immobilisations						
5. Gouvernance en gestion des marchés publics	5 094				4 993	102
Total	98 909	-	749	2 314	73 753	18 209

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
203						3 463	
							2 235
200						18	
							9
-	403	-	-	-	-	3 482	2 244

Ce programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Soutien aux fonctions gouvernementales						
1. Financement des services gouvernementaux	168 451				2 757	162 493
2. Financement de l'Autorité des marchés publics	17 020					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête Permanents (1)	742 504				504	742
4. Financement des conditions de travail Variation à la baisse de provisions	360 762				360 762	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la stratégie de transformation numérique gouvernementale						
7. Infrastructures technologiques Québec Amortissement des immobilisations	24 703				18 034	6 480
8. Passif au titre des sites contaminés Variation à la baisse de provisions	51 662					
Total	623 944	-	-	-	382 058	169 716

(1) Loi sur les employés publics (RLRQ, chapitre E-6).

PROGRAMME 3
Mission : Gouverne et justice

Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique Amortissement des immobilisations	5 746			413	3 947	949
Total	5 746	-	-	413	3 947	949

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
Régimes de retraite et d'assurances						
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice						
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents (1)	22 792					22 789
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents (2)	19 297					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents (3)	213 450					213 450 ⁽⁹⁾
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents (4)	4 000 21					586 21
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents (5)	22 507					21 734
6. Régime de retraite des juges Permanents (6)	24 872					24 872
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents (7)	59 590					59 590
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents (8)	107 035					107 035
Total	473 563	-	-	-	-	450 077

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, c. 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(9) Cette somme inclut des dépenses de 10 037 k\$ relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
							3
	19 227						70
	1 760						1 654
							773
-	20 987	-	-	-	-	2 499	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice	Fonds de suppléance						
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes							
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en application de la norme sur les paiements de transfert							
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier							
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements							
Total	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	732 075		749	2 726	459 840	188 854
Permanents	470 086				449 995	19
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	<u>1 202 161</u>	<u>-</u>	<u>749</u>	<u>2 726</u>	<u>909 835</u>	<u>188 874</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	909 835	(34 500)	875 335
Fonctionnement	188 874	(24 479)	164 394
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	82 245		82 245
Affectation à un fonds spécial	11 027		11 027
Service de la dette			
Total	<u>1 191 980</u>	<u>(58 979)</u>	<u>1 133 001</u>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Budget.

-	-	-	-	-	-	-	-	-
	63 018	11 027					5 860	
	19 227						845	
								2 292
								(61 272)
<u>-</u>	<u>82 245</u>	<u>11 027</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 706</u>		<u>(58 979)</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor				
Votés	109 877			
Permanents	19			
	<u>109 897</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales				
Votés	290 727			
Permanents	200			
	<u>290 927</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Commission de la fonction publique				
Votés	5 746			
Permanents				
	<u>5 746</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 445			
Permanents	405 735			
	<u>410 179</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Fonds de suppléance				
Votés	7 739 300			
Permanents				
	<u>7 739 300</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	8 150 094			
Permanents	405 954			
Total	<u>8 556 048</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(10 988)				98 890
								19
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(10 988)</u>		<u>-</u>		<u>98 909</u>
				332 713				623 439
						304		504
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>332 713</u>		<u>304</u>		<u>623 944</u>
								5 746
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>-</u>		<u>5 746</u>
				(444)		63 828		4 000
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(444)</u>		<u>63 828</u>		<u>469 563</u>
				(7 739 300)				
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(7 739 300)</u>		<u>-</u>		<u>-</u>
				(7 418 019)		64 132		732 075
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(7 418 019)</u>		<u>64 132</u>		<u>470 086</u>
								1 202 161

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor			
Autres		5	
	403	5	-
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales			
Autorité des marchés publics			3 884
Financement du passif au titre des sites contaminés			
Autres		1 200	
	60 855	1 200	3 884
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics			1 190
Régime de retraite de certains enseignants			
	22 672	-	1 190
TOTAL DU PORTEFEUILLE	83 930	1 205	5 074

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2022	Total 2021
2	32	164		200		403	414
<u>2</u>	<u>32</u>	<u>164</u>	-	<u>200</u>	-	<u>403</u>	<u>414</u>
				17 020		17 020	16 750
36 633				118		40 635	(34 431)
				2 000		3 200	2 200
<u>36 633</u>	-	-	-	<u>19 138</u>	-	<u>60 855</u>	<u>(15 481)</u>
570						1 760	1 680
19 227						19 227	22 294
<u>19 797</u>	-	-	-	-	-	<u>20 987</u>	<u>23 974</u>
<u><u>56 431</u></u>	<u><u>32</u></u>	<u><u>164</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>19 338</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>82 245</u></u>	<u><u>8 906</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		20 987	23 974
Fonctionnement		40 635	(34 431)
Support		20 623	19 364
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>83 930</u>	<u>82 245</u>	<u>8 906</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement		11 027	18 289
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>11 027</u>	<u>11 027</u>	<u>18 289</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	1 489	1 439
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>1 489</u>	<u>1 439</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>43 700</u>	<u>330 000</u>
Total des revenus	<u><u>45 190</u></u>	<u><u>331 439</u></u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	705	705			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>705</u>	<u>705</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	127 110	116 718	427	9 964	
Permanents	36 480	1 879	34 579	22	
Ne nécessitant pas de crédits		(6 801)			
	<u>163 589</u>	<u>111 797</u>	<u>35 006</u>	<u>9 986</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Relations canadiennes					
Votés	13 852	13 852			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1			
	<u>13 852</u>	<u>13 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	351 274	351 274			
Permanents	150	150			
Ne nécessitant pas de crédits		(79)			
	<u>351 424</u>	<u>351 345</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	58 071	58 071			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>58 071</u>	<u>58 071</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques					
Votés	10 866	10 836	30		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		118			
	<u>10 866</u>	<u>10 954</u>	<u>30</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Votés	12 515	12 515			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 515</u>	<u>12 515</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
Votés	117 912	117 912			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>117 912</u>	<u>117 912</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>728 935</u>	<u>677 152</u>	<u>35 036</u>	<u>9 986</u>	<u>-</u>
Votés	692 306	681 885	457	9 964	
Permanents	36 630	2 029	34 579	22	
Ne nécessitant pas de crédits		(6 761)			
Total	<u>728 935</u>	<u>677 152</u>	<u>35 036</u>	<u>9 986</u>	<u>-</u>
Dépenses	693 900	677 152		9 986	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	34 579		34 579		
Immobilisations tangibles	58		58		
Immobilisations en ressources informationnelles	399		399		
Total	<u>728 935</u>	<u>677 152</u>	<u>35 036</u>	<u>9 986</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Cabinet du lieutenant-gouverneur						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	705			691	14	
Total	705	-	-	691	14	
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif						
1. Cabinet du premier ministre	5 263			4 161	568	
Permanents (1)	16				16	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 305			12 509	771	
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	27 740		56	371	19 904	7 409
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents (1)	1 885			1 863		
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	70 839			59 659	11 179	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	9 964					
7. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	34 579	34 579 ⁽³⁾				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	163 589	34 579	56	371	98 096	19 943

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur du Québec d'assumer les fonctions constitutionnelles (exécutive et législative), protocolaires et communautaires qui lui sont dévolues par la loi.

-	-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme assure le financement des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles requises pour assister le premier ministre, le Conseil exécutif et ses comités dans l'exercice de leurs fonctions.

	533							
	25							
							594	
						22		
						9 964		
							(7 394)	
-	558	-	-	-	-	9 986	(6 801)	

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	Investissements			CRÉDITS UTILISÉS	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Dépenses nécessitant des crédits	
					Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Relations canadiennes						
1. Cabinet de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	139				74	10
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes Amortissement des immobilisations	11 733				4 364	1 265
3. Représentation du Québec au Canada	1 980				1 551	429
Total	13 852	-	-	-	5 990	1 704
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Affaires autochtones						
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	1 141				754	333
Permanents (1)	44					44
2. Secrétariat aux affaires autochtones	350 133				4 432	1 986
Permanents (2)	106					
Variation à la baisse de provisions						
Total	351 424	-	-	-	5 187	2 362
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Jeunesse						
1. Secrétariat à la jeunesse	58 071				1 880	319
Total	58 071	-	-	-	1 880	319

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	55							
	6 104							1
<u>-</u>	<u>6 159</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1</u>

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement politique des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	54							
	343 715							
106								(79)
<u>106</u>	<u>343 769</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(79)</u>

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers jeunesse à portée interministérielle et à administrer le plan d'action jeunesse, en s'appuyant sur la Politique québécoise de la jeunesse 2030.

	55 872							
<u>-</u>	<u>55 872</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6							
Mission : Gouverne et justice							
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques							
1. Cabinet de la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale, cabinet du ministre responsable de la Laïcité et de la Réforme parlementaire et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels	287					223	9
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	8 506		1	28		7 105	1 372
3. Réforme des institutions démocratiques	1 245					1 003	167
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	828					693	135
Total	10 866	-	1	28		9 024	1 683
PROGRAMME 7							
Mission : Gouverne et justice							
Relations avec les Québécois d'expression anglaise							
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	12 515					1 061	188
Total	12 515	-	-	-		1 061	188

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre l'élaboration et la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'institutions démocratiques, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, en matière de transparence des institutions, ainsi qu'en matière de laïcité de l'État. Il vise également à assurer la surveillance et le contrôle de l'application de la législation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

54

118

75

-	129	-	-	-	-	-	118
---	-----	---	---	---	---	---	-----

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés d'expression anglaise du Québec pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, les ententes, les programmes ou les politiques qui peuvent avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

11 266

-	11 266	-	-	-	-	-	-
---	--------	---	---	---	---	---	---

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice	Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
1. Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité	117 912			1 736	4 187	
Total	117 912	-	-	1 736	4 187	

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	692 306		58	399	121 802	30 340
Permanents	36 630	34 579			1 863	60
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	728 935	34 579	58	399	123 664	30 400

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	123 664		123 664
Fonctionnement	30 400	712	31 112
Créances douteuses et autres provisions	107	(79)	28
Transfert	529 743	(7 394)	522 349
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	683 914	(6 761)	677 152

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Le programme a pour but de soutenir les projets visant à offrir aux citoyens, aux organismes et aux entreprises situés en milieu rural, un service Internet haut débit là où il n'est pas offert, de qualité et à coût comparables au service offert en milieu urbain. L'objectif gouvernemental est de compléter ce déploiement et cette implantation avant la fin de l'année 2022.

	111 989							
-	111 989	-	-	-	-	-	-	-
107	529 743					9 964		712
						22		(7 394) ⁽¹⁾
								(79)
107	529 743	-	-	-	-	9 986		(6 761)

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	758			
Permanents				
	<u>758</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	113 333			
Permanents	1 895			
	<u>115 228</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Relations canadiennes				
Votés	15 246			
Permanents				
	<u>15 246</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Affaires autochtones				
Votés	346 990			
Permanents	10			
	<u>346 999</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Jeunesse				
Votés	60 123			
Permanents				
	<u>60 123</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques				
Votés	10 641			
Permanents				
	<u>10 641</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Votés	10 493			
Permanents				
	<u>10 493</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 8 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité				
Votés	116 166			
Permanents				
	<u>116 166</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	673 750			
Permanents	1 904			
Total	<u>675 654</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(53)				705
-	-	-		(53)		-		705
		34 579		13 776		6		127 110
-	-	34 579		13 776		6		36 480
				(1 393)				13 852
-	-	-		(1 393)		-		13 852
				4 285		140		351 274
-	-	-		4 285		140		150
				(2 051)				58 071
-	-	-		(2 051)		-		58 071
				225				10 866
-	-	-		225		-		10 866
				2 022				12 515
-	-	-		2 022		-		12 515
				1 745				117 912
-	-	-		1 745		-		117 912
		34 579		18 556		147		692 306
-	-	34 579		18 556		147		36 630
								728 935

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres		3	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	558	3	-
Programme 3 – Relations canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne		139	
Appui aux relations canadiennes			
Centre de la francophonie des Amériques			
Soutien à la recherche			
Autres			
	6 159	139	-
Programme 4 – Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie			
Entente avec les Algonquins de Lac-Barrière			
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)			
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)			
Ententes avec la nation crie		98	
Financement du coût de la vie au Nunavik			
Financement global de l'Administration régionale Kativik			
Financement global des villages nordiques			
Fonds de développement pour les autochtones		77	
Fonds d'initiatives autochtones		3 184	77
Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits			
Projets ponctuels autochtones		20	
Autres			
	343 769	3 380	77
Programme 5 – Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse		165	
	55 872	165	-
Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques			
Autres			
	129	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
16	6	534				558	1 132
					(7 394)	(7 394)	(6 673)
<u>16</u>	<u>6</u>	<u>534</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(7 394)</u>	<u>(6 836)</u> ⁽¹⁾	<u>(5 541)</u>
50		2 758				2 946	2 354
113		220				333	281
				2 362		2 362	2 384
351		111				463	696
4		51				55	46
<u>518</u>	<u>-</u>	<u>3 140</u>	<u>-</u>	<u>2 362</u>	<u>-</u>	<u>6 159</u>	<u>5 760</u>
	2 517					2 517	2 374
		500				500	
	8 543	17 200				25 743	25 750
	5 000					5 000	5 000
	129 473					129 571	105 683
	18 700					18 700	17 200
	97 154					97 154	83 021
	23 293					23 293	19 799
	427					504	516
248	23 849	10 432	137			37 927	23 090
		742				742	742
36	238	1 762	7			2 064	3 182
6		48				54	110
<u>290</u>	<u>309 195</u>	<u>30 684</u>	<u>144</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>343 769</u>	<u>286 468</u>
<u>1 345</u>	<u>1 894</u>	<u>47 628</u>	<u>54</u>	<u>4 786</u>		<u>55 872</u>	<u>50 848</u>
<u>1 345</u>	<u>1 894</u>	<u>47 628</u>	<u>54</u>	<u>4 786</u>	<u>-</u>	<u>55 872</u>	<u>50 848</u>
<u>2</u>		<u>128</u>				<u>129</u>	<u>17</u>
<u>2</u>	<u>-</u>	<u>128</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>129</u>	<u>17</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Maintien et création de Wellness Centres			810
Mise en place d'une stratégie d'employabilité			
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise		110	233
Autres			
	11 266	110	1 043
Programme 8 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité			
Programme Québec haut débit		34 647	
	111 989	34 647	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	529 743	38 443	1 119

(1) Ces dépenses incluent une somme de 7 394 k\$ en 2021-2022 (6 673 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		90				900	
		1 645				1 645	
1 533	200	6 646				8 721	8 776
							171
<u>1 533</u>	<u>200</u>	<u>8 381</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>11 266</u>	<u>8 947</u>
	53 749	23 593				111 989	699 310
-	53 749	23 593	-	-	-	111 989	699 310
<u>3 703</u>	<u>365 043</u>	<u>114 089</u>	<u>198</u>	<u>7 148</u>	<u>(7 394)</u>	<u>522 349</u> ⁽¹⁾	<u>1 045 809</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement		2 362	2 384
Capital		2 399	20 333
Intérêt		829	2 033
Support		<u>516 759</u>	<u>1 021 060</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>529 743</u>	<u>522 349</u> ⁽¹⁾	<u>1 045 809</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 7 394 k\$ en 2021-2022 (6 673 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CULTURE ET COMMUNICATIONS**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	977	634
Revenus divers	3 773	3 159
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>4 750</u>	<u>3 793</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>4 750</u></u>	<u><u>3 793</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Direction, administration et soutien à la mission					
Votés	66 264	62 227	3 707	330	
Permanents	1 274 239	6 602	1 267 637		
Ne nécessitant pas de crédits		(4 985)			
	<u>1 340 503</u>	<u>63 844</u>	<u>1 271 344</u>	<u>330</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Votés	992 230	992 230			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>992 230</u>	<u>992 230</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 332 734</u>	<u>1 056 074</u>	<u>1 271 344</u>	<u>330</u>	<u>-</u>
Votés	1 058 495	1 054 457	3 707	330	
Permanents	1 274 239	6 602	1 267 637		
Ne nécessitant pas de crédits		(4 985)			
Total	<u>2 332 734</u>	<u>1 056 074</u>	<u>1 271 344</u>	<u>330</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 061 059	1 056 074			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 267 637		1 267 637		
Immobilisations tangibles	1 237		970	267	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>2 800</u>		<u>2 737</u>	<u>63</u>	
Total	<u>2 332 734</u>	<u>1 056 074</u>	<u>1 271 344</u>	<u>330</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Direction, administration et soutien à la mission				
Missions : Éducation et culture, service de la dette						
1. Direction et administration	37 324		937	2 737	10 841	19 442
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Soutien à la mission	28 339		34		22 465	5 838
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	601				436	165
4. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	1 274 229	1 267 637 ⁽³⁾				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	1 340 503	1 267 637	970	2 737	33 742	25 455

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2
Mission : Éducation et culture

Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

1. Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	255 496
2. Musées nationaux	79 342
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	41 763
4. Société de développement des entreprises culturelles	236 201

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
		6 592		3 039			328	
								4 269
								25
							2	
								49
								(9 329)
-	-	6 592	3 039	-	-	330		(4 985)

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

255 496
79 342
41 763
174 236 027

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Éducation et culture		Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
5. Société de télédiffusion du Québec	78 559					
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	188 441					
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	82 683					
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 745					
Total	992 230	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 058 495		970	2 737	33 742	25 446
Permanents	1 274 239	1 267 637				10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	2 332 734	1 267 637	970	2 737	33 742	25 455

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	33 742		33 742
Fonctionnement	25 455	4 344	29 799
Créances douteuses et autres provisions	174		174
Transfert	992 056	(9 329)	982 728
Affectation à un fonds spécial	6 592		6 592
Service de la dette	3 039		3 039
Total	1 061 059	(4 985)	1 056 074

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	78 559						
	188 441						
	82 683						
	29 745						
174	992 056	-	-	-	-	-	-
174	992 056	6 592	3 039			330	4 318
							25
							(9 329) ⁽¹⁾
174	992 056	6 592	3 039	-	-	330	(4 985)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission				
Votés	64 783			
Permanents	10			
	<u>64 793</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
Votés	792 039			
Permanents				
	<u>792 039</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	856 822			
Permanents	10			
Total	<u>856 832</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET	+	CRÉDITS	=	CRÉDITS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions		TRANSFERTS DE JURIDICTION		PERMANENTS ADDITIONNELS		AUTORISÉS
				1 481				66 264
		1 274 229						1 274 239
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 274 229</u>		<u>1 481</u>		<u>-</u>		<u>1 340 503</u>
				200 191				992 230
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>200 191</u>		<u>-</u>		<u>992 230</u>
				201 672				1 058 495
		1 274 229						1 274 239
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 274 229</u>		<u>201 672</u>		<u>-</u>		<u>2 332 734</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine			
Aide au fonctionnement			
Aide aux immobilisations			
Aide aux initiatives de partenariat			
Aide aux projets		6 021	
Autres interventions particulières en culture et en communications		4 924	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide			
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement			
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide			
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec			
Musée d'Art contemporain de Montréal			
Musée de la Civilisation			
Musée des beaux-arts de Montréal			
Musée national des beaux-arts du Québec			
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement			
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide		202 906	
Société de la Place des Arts de Montréal			
Société de télédiffusion du Québec			
Société du Grand Théâtre de Québec			
	992 057	213 850	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	992 057	213 850	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 329 k\$ en 2021-2022 (33 758 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2022	Total 2021
					(9 329)	(9 329)	(33 758)
-	-	-	-	-	(9 329)	(9 329) ⁽¹⁾	(33 758)
1 286	90	42 234				43 610	50 713
1 656	52 285	62 897		3 514		120 352	119 940
	17 057	663		45		17 765	13 457
56	534	17 369	821			24 801	25 594
70	82	40 559	271	3 063		48 969	45 388
				80 309		80 309	74 850
				2 374		2 374	1 374
				8 340		8 340	8 087
		151 074	29 027			180 101	203 835
				29 745		29 745	30 334
				9 801		9 801	10 846
				30 300		30 300	29 311
		15 492				15 492	15 347
				23 749		23 749	24 540
				10 401		10 401	11 686
		19 990	564	2 166		225 626	300 961
				29 610		29 610	31 709
				78 559		78 559	77 761
				12 152		12 152	12 144
3 069	70 048	350 278	30 683	324 129	-	992 056	1 087 877
3 069	70 048	350 278	30 683	324 129	(9 329)	982 728 ⁽¹⁾	1 054 119

CULTURE ET COMMUNICATIONS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2022**
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		91 896	89 352
Fonctionnement		145 869	148 698
Capital		148 517	119 048
Intérêt		36 636	40 769
Support		559 810	656 251
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>992 057</u>	<u>982 728</u> ⁽¹⁾	<u>1 054 119</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 329 k\$ en 2021-2022 (33 758 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2022**
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		6 592	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>6 592</u>	<u>6 592</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	2 341	2 913
Revenus divers	9 691	29 262
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>12 032</u>	<u>32 174</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>12 032</u></u>	<u><u>32 174</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	40 239	39 508	731		
Permanents	141 588	15 770	125 809	10	
Ne nécessitant pas de crédits		1 189			
	<u>181 827</u>	<u>56 467</u>	<u>126 540</u>	<u>10</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement de l'économie					
Votés	655 235	591 167	64 063	5	
Permanents	9 616	9 616			
Ne nécessitant pas de crédits		128 950			
	<u>664 851</u>	<u>729 733</u>	<u>64 063</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Votés	337 245	337 231		14	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>337 245</u>	<u>337 231</u>	<u>-</u>	<u>14</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	377 651	234 714		142 937	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(40 619)			
	<u>377 651</u>	<u>194 095</u>	<u>-</u>	<u>142 937</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	254 948	254 557		391	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>254 948</u>	<u>254 557</u>	<u>-</u>	<u>391</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 816 521</u>	<u>1 572 082</u>	<u>190 603</u>	<u>143 356</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Votés	1 665 317	1 457 176	64 794	143 347	
Permanents	151 204	25 386	125 809	10	
Ne nécessitant pas de crédits		89 520			
Total	<u>1 816 521</u>	<u>1 572 082</u>	<u>190 603</u>	<u>143 356</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 625 913	1 572 082		143 351	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	189 877		189 872	5	
Immobilisations tangibles	1		1		
Immobilisations en ressources informationnelles	730		730		
Total	<u>1 816 521</u>	<u>1 572 082</u>	<u>190 603</u>	<u>143 356</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	40 239		1	730	18 878	20 230
Permanents (1)	29					19
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	141 559	125 809 ⁽³⁾				
Total	181 827	125 809	1	730	18 878	20 249

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Développement de l'économie

1. Politiques économiques et affaires extérieures	41 570				6 434	4 892
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	180 027				8 441	797
3. Développement économique régional	433 638	64 063			9 415	18 799
Permanents (1)	9 616					
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
Total	664 851	64 063	-	-	24 290	24 488

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	400					10	1 189
	15 750						
-	16 150	-	-	-	-	10	1 189

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, d'augmentation de la productivité et de développement régional. Plus précisément, il favorise la croissance et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs l'accélération et l'attraction des investissements, la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'entrepreneuriat collectif, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

	30 240					5	
	170 789						
	341 361						
9 616							128 950 ⁽²⁾
9 616	542 389	-	-	-	-	5	128 950

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation						
1. Soutien administratif	7 724				7 508	216
2. Soutien aux organismes et aux projets	158 223					
3. Soutien aux infrastructures de recherche	117 272					
4. Soutien à l'entrepreneuriat technologique	20 719					
5. Soutien à la relève et à la culture scientifique	26 071					
6. Soutien à la recherche industrielle	7 235					
Total	337 245	-	-	-	7 508	216
PROGRAMME 4						
Mission : Économie et environnement						
Interventions relatives au Fonds du développement économique						
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	185 992					
Variation à la baisse de provisions						
2. Programme ESSOR	73 107					
3. Soutien aux projets de commercialisation	84 163					
4. Autres mesures de soutien aux entreprises	34 388					
Total	377 651	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique. Plus précisément, ce programme vise à accroître la capacité d'innovation des entreprises et des organisations par la recherche ainsi que la valorisation de ses résultats tout en contribuant au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

	158 223							
	117 272							
	20 710						9	
	26 066						5	
	7 235							
-	329 506	-	-	-	-	-	14	-

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds du développement économique a été institué au sein du ministère de l'Économie et de l'Innovation et son administration a été confiée à Investissement Québec.

		100 435				85 557		
								(40 619)
16 955		34 889				21 263		
1 685		57 303				25 175		
1 034		22 413				10 941		
19 674	-	215 040	-	-	-	142 937		(40 619)

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
1. Fonds de recherche du Québec – Santé	103 641					
2. Fonds de recherche du Québec – Société et culture	73 514					
3. Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	77 048					
4. Commission de l'éthique en science et en technologie	744				662	59
Total	254 948	-	-	-	662	59

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 665 317	64 063	1	730	51 338	44 993
Permanents	151 204	125 809				19
Amortissement des immobilisations						
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 816 521	189 872	1	730	51 338	45 012

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	51 338		51 338
Fonctionnement	45 012	1 189	46 201
Créances douteuses et autres provisions	29 290	(40 619)	(11 329)
Transfert	1 141 882	128 950	1 270 832
Affectation à un fonds spécial	215 040		215 040
Service de la dette			
Total	1 482 562	89 520	1 572 082

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué de l'enveloppe affectée à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

							141	
	103 500							
	73 514							
	76 822						226	
							24	
-	253 836	-	-	-	-	-	391	-
19 674	1 126 132	215 040					143 347	
9 616	15 750						10	
								1 189
								128 950 ⁽¹⁾
								(40 619)
29 290	1 141 882	215 040	-	-	-	-	143 356	89 520

ÉCONOMIE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	33 559			
Permanents	29			
	<u>33 588</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Développement de l'économie				
Votés	482 228			
Permanents				
	<u>482 228</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation				
Votés	316 471			
Permanents				
	<u>316 471</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	418 276			
Permanents				
	<u>418 276</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	254 948			
Permanents				
	<u>254 948</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 505 482			
Permanents	29			
Total	<u>1 505 511</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 680				40 239
		141 559						141 588
-	-	141 559		6 680		-		181 827
				173 007				655 235
						9 616		9 616
-	-	-		173 007		9 616		664 851
				20 773				337 245
-	-	-		20 773		-		337 245
				(40 625)				377 651
-	-	-		(40 625)		-		377 651
								254 948
-	-	-		-		-		254 948
				159 835				1 665 317
		141 559				9 616		151 204
-	-	141 559		159 835		9 616		1 816 521

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres		25	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>16 150</u>	<u>25</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Développement de l'économie			
Accompagnement des entreprises des régions et vitalisation des milieux			
Appui à la relance des centres-villes			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence		594	
Déploiement de mesures adaptées à certains secteurs stratégiques			
Développement des chaînes d'approvisionnement locales			
Économie sociale		1 107	
Exportation			
Fonds d'accélération des collaborations en santé			
Offensive pour la numérisation des entreprises		3 000	
Projets mobilisateurs			
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales		8 274	
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal		30 000	
Soutien aux espaces stratégiques pour les entreprises innovantes			
Autres		206 633	
	<u>542 389</u>	<u>249 607</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			
Infrastructures de recherche et d'innovation			4 928
Projet ENCQOR			
Soutien à la recherche industrielle			
Soutien à la relève et à la culture scientifique		4 571	
Soutien à l'entrepreneuriat technologique		6 583	
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation		1 800	2 216
	<u>329 520</u>	<u>12 955</u>	<u>7 144</u>
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies			34 452
Fonds de recherche du Québec – Santé			
Fonds de recherche du Québec – Société et culture			
	<u>254 203</u>	<u>-</u>	<u>34 452</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 142 263</u>	<u>262 587</u>	<u>41 596</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 128 950 k\$ liée à des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
7	3	365				400	655
					15 750	15 750	(31 111)
<u>7</u>	<u>3</u>	<u>365</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>15 750</u>	<u>16 150</u>	<u>(30 456)</u>
49	19 618	1 499				21 166	10 996
	37 000	13 000				50 000	
768	422	16 753				18 537	19 916
		83 078				83 078	1 477
		28 833				28 833	
	330	14 583				16 020	9 221
	210	5 053				5 263	5 801
		13 500				13 500	13 500
600		56 003				59 603	
		5 300				5 300	27 951
374	1 048	31 805				41 501	61 229
						30 000	20 000
	30 000					30 000	
	1 097	44 532	115	16 163		268 538	360 144
<u>1 792</u>	<u>89 724</u>	<u>313 939</u>	<u>115</u>	<u>16 163</u>	<u>-</u>	<u>671 339</u> ⁽¹⁾	<u>530 235</u>
94 147	750	15 582		1 866		117 272	104 718
		14 710				14 710	13 920
				7 235		7 235	9 370
2 144		19 132	220			26 066	21 243
2 545		11 582				20 710	22 722
24 297		97 487		17 713		143 513	204 398
<u>123 133</u>	<u>750</u>	<u>158 492</u>	<u>220</u>	<u>26 813</u>	<u>-</u>	<u>329 506</u>	<u>376 371</u>
41 679			31 964	3 179		76 822	65 401
25 776			38 641	4 632		103 500	94 867
40 120			29 819	3 575		73 514	64 296
<u>107 575</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>100 424</u>	<u>11 386</u>	<u>-</u>	<u>253 836</u>	<u>224 564</u>
<u>232 506</u>	<u>90 477</u>	<u>472 796</u>	<u>100 759</u>	<u>54 361</u>	<u>15 750</u>	<u>1 270 832</u> ⁽¹⁾	<u>1 100 713</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		7 807	7 934
Fonctionnement		2 853	3 010
Capital		129 884	70 456
Intérêt		3 141	3 723
Support		1 127 147	1 015 590
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 142 263</u>	<u>1 270 832</u> ⁽¹⁾	<u>1 100 713</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 128 950 k\$ liée à des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement			295 427
Support		215 040	137 867
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>261 138</u>	<u>215 040</u>	<u>433 294</u>

ÉDUCATION

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1	2
Revenus divers	8 131	6 025
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>8 131</u>	<u>6 028</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>186 464</u>	<u>194 972</u>
Total des revenus	<u><u>194 595</u></u>	<u><u>200 999</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉDUCATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	723 431	711 725	11 706		
Permanents	13 944 889	1 799 752	12 145 138		
Ne nécessitant pas de crédits		6 135			
	<u>14 668 321</u>	<u>2 517 611</u>	<u>12 156 844</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	114 155	114 151	4		
Permanents		5			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>114 155</u>	<u>114 156</u>	<u>4</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Votés	1 492 309	1 492 309			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 492 309</u>	<u>1 492 309</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	13 065 151	13 065 151			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 065 151</u>	<u>13 065 151</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Développement du loisir et du sport					
Votés	134 429	134 429			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>134 429</u>	<u>134 429</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 136 086	1 136 038		48	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 136 086</u>	<u>1 136 038</u>	<u>-</u>	<u>48</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Condition féminine					
Votés	22 272	22 059	15	198	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		6			
	<u>22 272</u>	<u>22 065</u>	<u>15</u>	<u>198</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>30 632 723</u>	<u>18 481 759</u>	<u>12 156 863</u>	<u>246</u>	<u>-</u>
Votés	15 551 748	15 539 824	11 725	198	
Permanents	15 080 975	2 935 790	12 145 138	48	
Ne nécessitant pas de crédits		6 146			
Total	<u>30 632 723</u>	<u>18 481 759</u>	<u>12 156 863</u>	<u>246</u>	<u>-</u>
Dépenses	18 475 844	18 481 759		230	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	12 145 138		12 145 138		
Immobilisations tangibles	5			5	
Immobilisations en ressources informationnelles	11 736		11 725	11	
Total	<u>30 632 723</u>	<u>18 481 759</u>	<u>12 156 863</u>	<u>246</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements	Dépenses nécessitant des crédits			
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		Administration					
1. Direction	12 660				7 003	5 380	
Permanents (1)	21					21	
2. Gouvernance des infrastructures et des ressources	121 047				20 117	100 930	
Amortissement des immobilisations							
3. Transformation numérique et ressources informationnelles	54 867			11 706	12 805	30 357	
Amortissement des immobilisations							
4. Soutien aux élèves, pédagogie et services à l'enseignement	76 253				22 832	53 421	
5. Soutien aux réseaux et relations avec les partenaires	14 668				11 184	3 484	
6. Réseau éducatif anglophone, relations interculturelles et Autochtones	4 558				3 834	725	
7. Loisir et sport	7 264				3 999	3 126	
8. Prospective, statistiques et politiques	16 587				7 346	7 174	
9. Modification comptable – Paiements de transfert	415 527						
Permanents (2)		13 944 869	12 145 138 ⁽³⁾				
Total		14 668 321	12 145 138	-	11 706	89 118	204 616

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir les actions des réseaux de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du loisir et du sport.

278

1 703

4 432

139

2 067

415 527

	1 633 557	166 174						
-	2 051 568	166 174	-	-	-	-	-	6 135

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Soutien aux organismes						
1. Institut national des mines	960					
2. Soutien à des partenaires en éducation	72 297					
3. Action communautaire	37 623					
4. Conseil supérieur de l'éducation	3 075			4	2 723	348
Amortissement des immobilisations						
5. Commission consultative de l'enseignement privé	200				198	3
Total	114 155	-	-	4	2 921	351
PROGRAMME 3						
Mission : Éducation et culture						
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal						
1. Insuffisance fiscale						
2. Uniformisation	1 408 534					
3. Exemption	83 775					
4. Revenus accessoires						
Total	1 492 309	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs de réaliser les activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du Ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.

	960							
	72 297							
	37 623							
								5
<u>-</u>	<u>110 879</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5</u>

Ce programme permet de compenser les pertes de revenus directs et accessoires engendrées par les réductions du taux de taxation scolaire faisant suite à l'application de la Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (L.Q. 2019, chapitre 5).

	1 408 534							
	83 775							
<u>-</u>	<u>1 492 309</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 4						
Mission : Éducation et culture						
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire						
1. Centres de services scolaires et commissions scolaires	10 472 176					
2. Centre de services scolaire et commissions scolaires à statut particulier	410 480					
3. Service de la dette des centres de services scolaires et des commissions scolaires	1 148 790					
4. Enseignement privé	640 403					
5. Aide au transport scolaire	393 302					
Total	13 065 151	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Éducation et culture						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	134 289					
2. Infrastructures de loisirs et de sports	140					
Total	134 429	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux centres de services scolaires, aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	10 472 176							
	410 480							
	1 148 790							
	640 403							
	393 302							
-	13 065 151	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	134 289							
	140							
-	134 429	-	-	-	-	-	-	-

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 6						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants						
Permanents (1)	107 889					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (2)	907 077					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (3)	121 119					
Total	1 136 086	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).						
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
PROGRAMME 7						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Condition féminine						
1. Conseil du statut de la femme	3 218			15	2 233	772
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	19 054				2 598	1 760
Total	22 272	-	-	15	4 831	2 532

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	107 841					48	
	907 077						
	121 119						
-	1 136 038	-	-	-	-	48	-

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

						198	
	14 696						6
-	14 696	-	-	-	-	198	6

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	15 551 748			11 725	96 870	207 479
Permanents	15 080 975	12 145 138				21
Amortissement des immobilisations						
Total	30 632 723	12 145 138	-	11 725	96 870	207 499

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	96 870		96 870
Fonctionnement	207 499	6 146	213 645
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	18 005 070		18 005 070
Affectation à un fonds spécial	166 174		166 174
Service de la dette			
Total	18 475 614	6 146	18 481 759

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	15 235 475					198	
	2 769 595	166 174				48	6 146
-	18 005 070	166 174	-	-	-	246	6 146

ÉDUCATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration				
Votés	195 780			
Permanents	19			
	<u>195 799</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien aux organismes				
Votés	84 251			
Permanents				
	<u>84 251</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal				
Votés	1 572 659			
Permanents				
	<u>1 572 659</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	12 480 860			
Permanents				
	<u>12 480 860</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Développement du loisir et du sport				
Votés	108 244			
Permanents				
	<u>108 244</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 6 – Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 105 058			
	<u>1 105 058</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 7 – Condition féminine				
Votés	19 410			
Permanents				
	<u>19 410</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	14 461 204			
Permanents	1 105 077			
Total	<u>15 566 281</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				527 651				723 431
		13 944 869				1		13 944 889
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>13 944 869</u>		<u>527 651</u>		<u>1</u>		<u>14 668 321</u>
				29 904				114 155
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>29 904</u>		<u>-</u>		<u>114 155</u>
				(80 350)				1 492 309
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(80 350)</u>		<u>-</u>		<u>1 492 309</u>
				584 291				13 065 151
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>584 291</u>		<u>-</u>		<u>13 065 151</u>
				26 185				134 429
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>26 185</u>		<u>-</u>		<u>134 429</u>
						31 028		1 136 086
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>31 028</u>		<u>1 136 086</u>
				2 862				22 272
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>2 862</u>		<u>-</u>		<u>22 272</u>
				1 090 544				15 551 748
		13 944 869				31 029		15 080 975
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>13 944 869</u>		<u>1 090 544</u>		<u>31 029</u>		<u>30 632 723</u>

ÉDUCATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>2 051 568</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Institut national des mines			
Programme d'action communautaire			
Autres			
	<u>110 879</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal			
Exemption			
Uniformisation			
	<u>1 492 309</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public			
Enseignement privé			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation de provisions			
Programme d'aide financière pour la rétention des conducteurs d'autobus scolaire			
Service de la dette des centres de services scolaires et des commissions scolaires			
Transport scolaire			
	<u>13 065 151</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec			
Infrastructures de loisirs et de sports			
Promotion de l'activité physique		6 030	
Promotion du loisir			162
Promotion du sport			
Soutien aux organismes multidisciplinaires			
Autres			
	<u>134 429</u>	<u>6 030</u>	<u>162</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
87	4	445	1 947			2 484	4 946
					2 049 084	2 049 084	1 500 691
<u>87</u>	<u>4</u>	<u>445</u>	<u>1 947</u>	<u>-</u>	<u>2 049 084</u>	<u>2 051 568</u>	<u>1 505 637</u>
				960		960	971
		37 623				37 623	30 952
52		71 920	325			72 297	69 853
<u>52</u>	<u>-</u>	<u>109 543</u>	<u>325</u>	<u>960</u>	<u>-</u>	<u>110 879</u>	<u>101 776</u>
83 775						83 775	83 852
1 408 534						1 408 534	1 433 976
<u>1 492 309</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 492 309</u>	<u>1 517 828</u>
							21 044
10 882 655						10 882 655	10 224 073
640 403						640 403	593 867
							(52 069)
			18 471			18 471	
1 148 790						1 148 790	1 066 914
374 831						374 831	355 079
<u>13 046 679</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>18 471</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>13 065 151</u>	<u>12 208 909</u>
			4 426			4 426	4 785
	73	67				140	
		2 246				8 276	4 191
1 123	897	25 392				27 573	41 086
		40 627				40 627	54 724
		50 292				50 292	99 182
		3 094				3 094	2 851
<u>1 123</u>	<u>969</u>	<u>121 718</u>	<u>4 426</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>134 429</u>	<u>206 819</u>

ÉDUCATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 – Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite des enseignants			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	1 136 086	-	-
Programme 7 – Condition féminine			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles			
Autres			
	14 696	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	18 005 118	6 030	162

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
907 077						907 077	888 314
107 841						107 841	107 772
121 119						121 119	123 648
<u>1 136 038</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 136 038</u>	1 119 734
294	1 390	5 683				7 366	12 404
173	51	4 586				4 810	1 692
		2 158				2 158	1 004
		361				361	92
<u>467</u>	<u>1 441</u>	<u>12 788</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>14 696</u>	15 192
<u>15 676 756</u>	<u>2 415</u>	<u>244 494</u>	<u>25 170</u>	<u>960</u>	<u>2 049 084</u>	<u>18 005 070</u>	<u>16 675 893</u>

ÉDUCATION**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		12 738 796	12 100 059
Fonctionnement		1 659 482	1 600 063
Capital		2 981 356	2 289 690
Intérêt		313 149	295 319
Support		312 287	390 763
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>18 005 118</u>	<u>18 005 070</u>	<u>16 675 893</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		166 174	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>166 174</u>	<u>166 174</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1 323	1 580
Revenus divers	4 400	30 914
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>5 723</u>	<u>32 494</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>5 723</u></u>	<u><u>32 494</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	152 898	151 244	1 654		
Permanents	6 691	59	6 632		
Ne nécessitant pas de crédits		2 171			
	<u>159 589</u>	<u>153 473</u>	<u>8 286</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>159 589</u>	<u>153 473</u>	<u>8 286</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	152 898	151 244	1 654		
Permanents	6 691	59	6 632		
Ne nécessitant pas de crédits		2 171			
Total	<u>159 589</u>	<u>153 473</u>	<u>8 286</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	151 303	153 473			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	6 632		6 632		
Immobilisations tangibles	16		16		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 639		1 639		
Total	<u>159 589</u>	<u>153 473</u>	<u>8 286</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Gestion des ressources naturelles						
1. Direction et administration	15 552			160	5 879	1 294
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Services partagés au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	32 368		16	1 449	20 383	10 521
Amortissement des immobilisations						
3. Ressources énergétiques	88 666			8	3 859	531
Permanents (2)	49					
Amortissement des immobilisations						
4. Ressources minérales	14 809			21	3 576	1 746
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
5. Territoire	1 503					1 503
Opération de restructuration						
Variation à la baisse de provisions						
6. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (3)	6 632	6 632 ⁽⁴⁾				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	159 589	6 632	16	1 639	33 697	15 605

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(4) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
							8 219
							44
							2 139
	48 677	35 590					
49							12
		9 465					25 (1)
							1 672 (225)
							(1 493)
49	56 896	45 056	-	-	-	-	2 171

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	152 898		16	1 639	33 697	15 595
Permanents	6 691	6 632				10
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	159 589	6 632	16	1 639	33 697	15 605

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	33 697		33 697
Fonctionnement	15 605	3 890	19 495
Créances douteuses et autres provisions	49	(226)	(177)
Transfert	56 896	(1 493)	55 403
Affectation à un fonds spécial	45 056		45 056
Service de la dette			
Total	151 303	2 171	153 473

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	56 896	45 056					
49							2 219
							1 672
							(1 493) ⁽¹⁾
							(226)
49	56 896	45 056	-	-	-	-	2 171

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles				
Votés	121 669			
Permanents	10			
	<u>121 679</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	121 669			
Permanents	10			
Total	<u>121 679</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(–)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				31 229				152 898
		6 632				49		6 691
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 632</u>		<u>31 229</u>		<u>49</u>		<u>159 589</u>

				31 229				152 898
		6 632				49		6 691
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 632</u>		<u>31 229</u>		<u>49</u>		<u>159 589</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques			
Extension du réseau triphasé		3 081	
Logistique de transport pour le gaz naturel liquéfié		13 959	
Prolongement du réseau de distribution de gaz naturel		8 180	
Soutien au raccordement et à la production de gaz naturel renouvelable		10 364	
Transition énergétique des réseaux autonomes		10 000	
Autres		20	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	56 896	45 604	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	56 896	45 604	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 1 493 k\$ en 2021-2022 (1 471 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
	1 603					1 603	1 883
			45			3 126	8 434
						13 959	11 217
						8 180	74 908
						10 364	5 500
						10 000	
20	35	1 561		8 029		9 664	2 647
					(1 493)	(1 493)	(1 471)
<u>20</u>	<u>1 638</u>	<u>1 561</u>	<u>45</u>	<u>8 029</u>	<u>(1 493)</u>	<u>55 403</u>	103 118
<u>20</u>	<u>1 638</u>	<u>1 561</u>	<u>45</u>	<u>8 029</u>	<u>(1 493)</u>	<u>55 403</u> ⁽¹⁾	<u>103 118</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement		25	
Capital		3 162	242
Intérêt		112	169
Support		52 104	102 706
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>56 896</u>	<u>55 403</u> ⁽¹⁾	<u>103 118</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 1 493 k\$ en 2021-2022 (1 471 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		5 473	5 931
Fonctionnement		11 124	3 625
Support		28 459	55 500
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>45 056</u>	<u>45 056</u>	<u>65 055</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	31 993	26 666
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>31 993</u>	<u>26 666</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>31 993</u></u>	<u><u>26 666</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

 Année financière terminée le 31 mars 2022
 (en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	86 203	83 750	2 453		
Permanents	6 347 822	184 405	6 163 417		
Ne nécessitant pas de crédits		302			
	<u>6 434 024</u>	<u>268 456</u>	<u>6 165 870</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	48 507	46 705	9	1 794	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7			
	<u>48 507</u>	<u>46 712</u>	<u>9</u>	<u>1 794</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	960 103	781 395	63 358	115 351	
Permanents	14 377	14 377			
Ne nécessitant pas de crédits		(21 728)			
	<u>974 480</u>	<u>774 044</u>	<u>63 358</u>	<u>115 351</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Enseignement supérieur					
Votés	6 748 018	6 748 018			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(21 672)			
	<u>6 748 018</u>	<u>6 726 346</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	199 808	193 857		5 951	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>199 808</u>	<u>193 857</u>	<u>-</u>	<u>5 951</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>14 404 838</u>	<u>8 009 414</u>	<u>6 229 236</u>	<u>123 096</u>	<u>-</u>
Votés	7 842 831	7 659 867	65 819	117 144	
Permanents	6 562 007	392 639	6 163 417	5 951	
Ne nécessitant pas de crédits		(43 091)			
Total	<u>14 404 838</u>	<u>8 009 414</u>	<u>6 229 236</u>	<u>123 096</u>	<u>-</u>
Dépenses	8 100 354	8 009 414		47 848	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	6 302 012		6 226 775	75 237	
Immobilisations tangibles	10			10	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 462		2 462		
Total	<u>14 404 838</u>	<u>8 009 414</u>	<u>6 229 236</u>	<u>123 096</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1							
Mission : Éducation et culture							
Administration							
1. Direction	4 008					2 469	1 323
Permanents (1)	10						10
2. Performance, financement et soutien à la gestion	20 475					10 009	5 042
3. Développement et soutien aux réseaux	31 510					12 268	19 242
4. Accessibilité aux études, infrastructures et ressources informationnelles Amortissement des immobilisations	30 210				2 453	24 236	3 522
5. Modification comptable – Paiements de transfert Permanents (2)	6 347 812	6 163 417 ⁽³⁾					
Total	6 434 024	6 163 417	-	2 453	48 981	29 138	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2							
Mission : Éducation et culture							
Soutien aux organismes							
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	33 957						
2. Soutien à des partenaires en enseignement supérieur	11 908						
3. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	166					21	
4. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 477				9	1 892	246
Total	48 507	-	-	9	1 913	246	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement supérieur en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études.

								216
								5 425
								302
	184 395							
-	190 035	-	-	-	-	-	-	302

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant de la ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes œuvrant en enseignement supérieur.

								33 957
								10 589
								1 319
								146
								329
								7
-	44 545	-	-	-	-	-	1 794	7

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Éducation et culture						
Aide financière aux études						
1. Bourses consécutives aux prêts	582 167					
2. Intérêts et remboursements aux banques	263 915	63 358				
Permanents (1)	14 377					
Variation à la baisse de provisions						
3. Autres bourses	114 021					
Total	974 480	63 358	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 4
Mission : Éducation et culture

Enseignement supérieur

1. Cégeps	2 280 564					
Variation à la baisse de provisions						
2. Universités	3 592 987					
3. Enseignement privé au collégial	134 160					
Variation à la baisse de provisions						
4. Service de la dette des cégeps	284 885					
Variation à la baisse de provisions						
5. Service de la dette des universités	455 422					
Total	6 748 018	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	566 690						15 477	
	112 136						88 422	
14 377								(21 728)
	102 568						11 452	
14 377	781 395	-	-	-	-	115 351		(21 728)

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	2 280 564							(3 793)
	3 567 987	25 000						
	134 160							(311)
	284 885							(17 568)
	455 422							
-	6 723 018 ⁽¹⁾	25 000	-	-	-	-		(21 672)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
Régimes de retraite							
PROGRAMME 5 Mission : Éducation et culture							
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics							
Permanents (1)		172 773					
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement							
Permanents (2)		27 035					
Total		199 808	-	-	-	-	-

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	7 842 831	63 358		2 462	50 894	29 375
Permanents	6 562 007	6 163 417				10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	14 404 838	6 226 775	-	2 462	50 894	29 385

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	50 894		50 894
Fonctionnement	29 385	309	29 693
Créances douteuses et autres provisions	14 377	(21 728)	(7 351)
Transfert	7 932 850	(21 672)	7 911 178
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
Total	8 052 506	(43 091)	8 009 414

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des cégeps et des collèges privés.

	172 773						
	21 084					5 951	
-	193 857	-	-	-	-	5 951	-

	7 554 598	25 000				117 144	
14 377	378 252					5 951	
							309
							(43 400)
14 377	7 932 850	25 000	-	-	-	123 096	(43 091)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration				
Votés	76 612			
Permanents	10			
	<u>76 622</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien aux organismes				
Votés	47 635			
Permanents				
	<u>47 635</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Aide financière aux études				
Votés	1 019 777			
Permanents	6 000			
	<u>1 025 777</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Enseignement supérieur				
Votés	6 691 177			
Permanents				
	<u>6 691 177</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	193 349			
	<u>193 349</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	7 835 201			
Permanents	199 359			
Total	<u>8 034 560</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		6 347 812		9 591				86 203
								6 347 822
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 347 812</u>		<u>9 591</u>		<u>-</u>		<u>6 434 024</u>
				873				48 507
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>873</u>		<u>-</u>		<u>48 507</u>
				(59 674)		8 377		960 103
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(59 674)</u>		<u>8 377</u>		<u>14 377</u>
								974 480
				56 840				6 748 018
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>56 840</u>		<u>-</u>		<u>6 748 018</u>
						6 459		199 808
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>6 459</u>		<u>199 808</u>
		6 347 812		7 629		14 836		7 842 831
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 347 812</u>		<u>7 629</u>		<u>14 836</u>		<u>6 562 007</u>
								14 404 838

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	190 035	-	-
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec			
Autres			
	45 864	-	-
Programme 3 – Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts			
Intérêts et remboursements aux banques			
Autres			
	821 508	-	-
Programme 4 – Enseignement supérieur			
Cégeps			
Enseignement privé au collégial			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation de provisions			
Service de la dette des cégeps			
Service de la dette des universités			
Universités			
	6 723 018	-	-
Programme 5 – Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	199 808	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	7 980 234	-	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 21 672 k\$ en 2021-2022 (13 771 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
41	1	562	5 036			5 640	3 074
					184 395	184 395	99 714
<u>41</u>	<u>1</u>	<u>562</u>	<u>5 036</u>	<u>-</u>	<u>184 395</u>	<u>190 035</u>	<u>102 788</u>
				33 957		33 957	33 635
7 551		2 933	105			10 589	14 065
<u>7 551</u>	<u>-</u>	<u>2 933</u>	<u>105</u>	<u>33 957</u>	<u>-</u>	<u>44 545</u>	<u>47 700</u>
			566 690			566 690	575 760
			112 136			112 136	72 329
			102 568			102 568	42 288
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>781 395</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>781 395</u>	<u>690 378</u>
2 273 421		3 350				2 276 771	2 265 208
133 849						133 849	147 096
(17 568)						(17 568)	(12 432)
284 885						284 885	278 448
455 422						455 422	442 547
3 567 987						3 567 987	3 363 613
<u>6 697 996</u>	<u>-</u>	<u>3 350</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 701 346</u> ⁽¹⁾	<u>6 484 479</u>
172 773						172 773	166 190
21 084						21 084	22 872
<u>193 857</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>193 857</u>	<u>189 062</u>
<u>6 899 445</u>	<u>1</u>	<u>6 845</u>	<u>786 536</u>	<u>33 957</u>	<u>184 395</u>	<u>7 911 178</u> ⁽¹⁾	<u>7 514 406</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		5 370 830	5 095 548
Fonctionnement		802 798	873 244
Capital		760 256	633 325
Intérêt		182 021	204 780
Support		795 274	707 509
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>7 980 234</u>	<u>7 911 178</u> ⁽¹⁾	<u>7 514 406</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 21 672 k\$ en 2021-2022 (13 771 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		25 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	4 547	432
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>4 547</u>	<u>432</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>4 547</u></u>	<u><u>432</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	491 264	455 863	35 401		
Permanents	34 069	34 044		25	
Ne nécessitant pas de crédits		15 758			
	<u>525 333</u>	<u>505 665</u>	<u>35 401</u>	<u>25</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 761	5 657	104		
Permanents		159			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 761</u>	<u>5 816</u>	<u>104</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>531 094</u>	<u>511 481</u>	<u>35 505</u>	<u>25</u>	<u>-</u>
Votés	497 026	461 520	35 505		
Permanents	34 069	34 044		25	
Ne nécessitant pas de crédits		15 917			
Total	<u>531 094</u>	<u>511 481</u>	<u>35 505</u>	<u>25</u>	<u>-</u>
Dépenses	495 589	511 481		25	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	4		4		
Immobilisations tangibles	24 730		24 730		
Immobilisations en ressources informationnelles	10 771		10 771		
Total	<u>531 094</u>	<u>511 481</u>	<u>35 505</u>	<u>25</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Protection de l'environnement						
1. Direction du Ministère	171 104			10 083	153 073	
Permanents (1)	10				10	
2. Services à la gestion	64 845	543	10 684	27 067	26 545	
Permanents (2)	25					
Amortissement des immobilisations						
3. Évaluations et autorisations environnementales	42 910			31 903	759	
4. Contrôle environnemental et sécurité des barrages	25 181	1		21 711	2 176	
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	58 102	1	3 691	20 515	7 831	
6. Gestion des barrages	30 353	2	19 816	5 803	4 731	
7. Développement durable et qualité de l'environnement	98 768		664	11 325	4 644	
8. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (3)	34 034					
Total	525 333	4	24 713	10 684	128 407	199 770

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 761	17	87	4 715	943	
Amortissement des immobilisations						
Total	5 761	-	17	4 715	943	

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	7 949							
	6						25	
								15 758
	10 248							
	1 293							
	26 064							
	82 136							
	34 034							
<u>-</u>	<u>161 729</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>25</u>	<u>15 758</u>

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

								159
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>159</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	497 026	4	24 730	10 771	133 121	200 703
Permanents	34 069					10
Amortissement des immobilisations						
Total	531 094	4	24 730	10 771	133 121	200 713

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	133 121		133 121
Fonctionnement	200 713	15 917	216 630
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	161 729		161 729
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	495 564	15 917	511 481

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	127 696						
	34 034					25	
							15 917
-	161 729	-	-	-	-	25	15 917

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Protection de l'environnement				
Votés	313 671			
Permanents	35			
	<u>313 706</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	6 076			
Permanents				
	<u>6 076</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	319 747			
Permanents	35			
Total	<u>319 782</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				177 593				491 264
		34 034						34 069
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>34 034</u>		<u>177 593</u>		<u>-</u>		<u>525 333</u>
				(315)				5 761
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(315)</u>		<u>-</u>		<u>5 761</u>
				177 278				497 026
		34 034						34 069
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>34 034</u>		<u>177 278</u>		<u>-</u>		<u>531 094</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Protection de l'environnement			
Aide à la conservation du lac Saint-Pierre			
Amélioration de la protection des sources d'eau potable		30	
Améliorer la gestion des matières résiduelles			
Assainissement de l'air			
Assurer l'avenir du musée de biosphère			
Programme ClimatSol			
Programme ClimatSol-Plus			
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux			
Programme d'aide pour l'élaboration d'un plan régional des milieux humides et hydriques			
Programme de partenariat pour les milieux naturels			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés			
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent			
Programme pour la mise en oeuvre de plans directeurs de l'eau			
Programme pour soutenir la responsabilité élargie des producteurs			
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes			
Soutien à la mission des organismes environnementaux			
Soutien aux conseils régionaux en environnement			
Soutien aux organismes de bassin versant			
Autres		2	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	161 729	32	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	161 729	32	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
915				1 950		2 865	2 615
	4 789	1 751				6 570	8 154
	3 900	300		34 321		38 521	40 700
	3 300					3 300	3 300
		3 000				3 000	
	3 125					3 125	1 703
	2 559					2 559	8 152
	1 293					1 293	1 156
							2 249
	830	23 550				24 380	15 937
	3 814					3 814	3 232
		1 119				1 119	281
				11 900		11 900	890
				1 250		1 250	4 400
		444				444	1 250
		7 100				7 100	444
		15 000				15 000	3 550
16	2	707	4	725		1 456	1 093
					34 034	34 034	
<u>931</u>	<u>23 611</u>	<u>52 972</u>	<u>4</u>	<u>50 146</u>	<u>34 034</u>	<u>161 729</u>	<u>99 107</u>
<u>931</u>	<u>23 611</u>	<u>52 972</u>	<u>4</u>	<u>50 146</u>	<u>34 034</u>	<u>161 729</u>	<u>99 107</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Capital		39 479	3 995
Intérêt		1 128	926
Support		<u>121 122</u>	<u>94 186</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>161 729</u>	<u>161 729</u>	<u>99 107</u>

FAMILLE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	22 130	21 866
Revenus divers	1 830	4 203
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>23 960</u>	<u>26 069</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>23 960</u></u>	<u><u>26 069</u></u>

FAMILLE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	59 219	56 398	2 821		
Permanents	434 906	434 807		99	
Ne nécessitant pas de crédits		3 005			
	<u>494 125</u>	<u>494 210</u>	<u>2 821</u>	<u>99</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	119 131	119 131			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>119 131</u>	<u>119 131</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services de garde					
Votés	2 862 473	2 862 473			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 862 473</u>	<u>2 862 473</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	70 520	62 531	7 989		
Permanents	20 900	20 818		82	
Ne nécessitant pas de crédits		8 626			
	<u>91 420</u>	<u>91 975</u>	<u>7 989</u>	<u>82</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 567 148</u>	<u>3 567 789</u>	<u>10 810</u>	<u>181</u>	<u>-</u>
Votés	3 111 343	3 100 533	10 810		
Permanents	455 806	455 625		181	
Ne nécessitant pas de crédits		11 631			
Total	<u>3 567 148</u>	<u>3 567 789</u>	<u>10 810</u>	<u>181</u>	<u>-</u>
Dépenses	3 556 339	3 567 789		181	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	40		40		
Immobilisations en ressources informationnelles	10 769		10 769		
Total	<u>3 567 148</u>	<u>3 567 789</u>	<u>10 810</u>	<u>181</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Planification, recherche et administration						
1. Direction et administration	27 545		4	2 817	11 707	12 867
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	100					
Amortissement des immobilisations						
2. Planification, politique et recherche	31 674				30 202	1 472
3. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (3)	434 796					
Total	494 125	-	4	2 817	41 910	14 348

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

PROGRAMME 2
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Mesures d'aide à la famille

1. Soutien financier lié aux services à la famille	43 110					9 373
2. Administration de l'Allocation famille	37 447					37 447
3. Soutien financier aux organismes communautaires	38 574					
Total	119 131	-	-	-	-	46 820

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	150							
1						99		3 005
		434 796						
1	150	434 796	-	-	-	99	3 005	

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission. Aussi, il soutient financièrement des organismes communautaires offrant des activités de haltes-garderies. Il assure le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il concerne également la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que ceux pris pour renforcer les services à la petite enfance. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de centres de pédiatrie sociale en communauté.

	33 737							
	38 574							
-	72 311	-	-	-	-	-	-	

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 3						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Services de garde						
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	21 849					
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	52 623					
3. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	90 750					
4. Régime d'assurance collective	39 826					
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 437 474					
6. Soutien financier aux garderies	615 931					
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	604 021					
Total	2 862 473	-	-	-	-	-

PROGRAMME 4
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Curateur public

1. Direction et administration du Curateur public	21 505		37	731	10 962	9 776
Permanents (1)	100					
Permanents (2)	4 703				2 837	1 867
Amortissement des immobilisations						
2. Mesures de protection	49 014			7 221	34 375	7 418
Permanents (2)	16 097				15 739	358
Total	91 420	-	37	7 952	63 912	19 419

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	3 111 343		40	10 769	87 246	78 352
Permanents	455 806				18 575	2 234
Amortissement des immobilisations						
Total	3 567 148	-	40	10 769	105 822	80 587

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	105 822		105 822
Fonctionnement	80 587	11 631	92 218
Créances douteuses et autres provisions	19		19
Transfert	72 461		72 461
Affectation à un fonds spécial	3 297 269		3 297 269
Service de la dette			
Total	3 556 158	11 631	3 567 789

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	72 461	2 862 473					
19		434 796				181	11 631
19	72 461	3 297 269	-	-	-	181	11 631

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Planification, recherche et administration				
Votés	54 546			
Permanents	110			
	<u>54 656</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille				
Votés	113 110			
Permanents				
	<u>113 110</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Services de garde				
Votés	2 518 185		225 400	
Permanents				
	<u>2 518 185</u>	<u>-</u>	<u>225 400</u>	
Programme 4 – Curateur public				
Votés	64 779			
Permanents	100			
	<u>64 879</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 750 620		225 400	
Permanents	210			
Total	<u>2 750 830</u>	<u>-</u>	<u>225 400</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				4 673				59 219
		434 796						434 906
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>434 796</u>		<u>4 673</u>		<u>-</u>		<u>494 125</u>
				6 021				119 131
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>6 021</u>		<u>-</u>		<u>119 131</u>
				118 888				2 862 473
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>118 888</u>		<u>-</u>		<u>2 862 473</u>
				5 740				70 520
		20 800						20 900
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>20 800</u>		<u>5 740</u>		<u>-</u>		<u>91 420</u>
				135 323				3 111 343
		455 596						455 806
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>455 596</u>		<u>135 323</u>		<u>-</u>		<u>3 567 148</u>

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Planification, recherche et administration			
Autres			
	150	-	-
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille			
Conciliation famille-travail-études		422	
Démarrage d'un service de garde en milieu familial		2 730	
Haltes-garderies			
Intimidation		7	
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance			
Mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial		897	
Organismes communautaires – famille			
Pédiatrie sociale			
Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes		263	
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans			
Autres		230	
	72 311	4 550	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	72 461	4 550	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
5	1	144				150	300
5	1	144	-	-	-	150	300
35	218	1 478				2 153	1 330
		5 932				2 730	
		1 533				5 932	6 402
		357				1 540	279
		397	1 385			357	1 507
		38 574				2 680	1 322
		7 000				38 574	42 734
5		750				7 000	8 070
429	15	1 203				1 019	1 196
474	1 461	6 515	1			1 646	1 508
						8 681	41 811
942	1 694	63 738	1 387	-	-	72 311	106 160
947	1 695	63 882	1 387	-	-	72 461	106 460

FAMILLE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		72 461	106 460
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>72 461</u>	<u>72 461</u>	<u>106 460</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		3 297 269	2 729 858
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 297 269</u>	<u>3 297 269</u>	<u>2 729 858</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens	9 161 750	7 983 009
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	265 585	308 903
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u>4 215 731</u> ⁽¹⁾	<u>2 620 480</u>
Revenus autonomes	<u>13 643 066</u>	<u>10 912 392</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>23 699 916</u>	<u>25 602 158</u>
Total des revenus	<u>37 342 982</u>	<u>36 514 549</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 959 690 k\$ en 2021-2022 (4 490 751 k\$ en 2020-2021). Le détail est présenté à la note 11, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2021-2022. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 703 000 k\$ en 2021-2022 (597 000 k\$ en 2020-2021) affectée au Fonds des générations, une somme de 75 709 k\$ en 2021-2022 (66 504 k\$ en 2020-2021) affectée au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis et une somme de 222 438 k\$ en 2021-2022 (161 288 k\$ en 2020-2021) affectée au Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	34 101	33 645	455		
Permanents	1 074	1 074			
Ne nécessitant pas de crédits		980			
	<u>35 175</u>	<u>35 699</u>	<u>455</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Votés	138 719	138 676	42		
Permanents		86			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>138 719</u>	<u>138 762</u>	<u>42</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Votés	28 593	20 523		8 070	
Permanents	12 015	12 015			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>40 608</u>	<u>32 538</u>	<u>-</u>	<u>8 070</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Service de la dette					
Votés					
Permanents	6 468 755	6 460 772		7 983	
Ne nécessitant pas de crédits		(61 398)			
	<u>6 468 755</u>	<u>6 399 374</u>	<u>-</u>	<u>7 983</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>6 683 256</u>	<u>6 606 374</u>	<u>497</u>	<u>16 053</u>	<u>-</u>
Votés	201 412	192 845	497	8 070	
Permanents	6 481 844	6 473 861		7 983	
Ne nécessitant pas de crédits		(60 332)			
Total	<u>6 683 256</u>	<u>6 606 374</u>	<u>497</u>	<u>16 053</u>	<u>-</u>
Dépenses	6 682 759	6 606 374		16 053	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	13		13		
Immobilisations en ressources informationnelles	484		483		
Total	<u>6 683 256</u>	<u>6 606 374</u>	<u>497</u>	<u>16 053</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Direction et administration						
1. Direction et administration	34 101		13	441	17 508	15 838
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	1 065					
Amortissement des immobilisations						
Total	35 175	-	13	441	17 508	15 847

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière						
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	20 029				19 499	530
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 037			42	5 959	36
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	99 268					7 254
4. Contrôleur des finances	13 385				13 319	65
Amortissement des immobilisations						
Total	138 719	-	-	42	38 778	7 885

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

		300						
1 065								980
1 065	300	-	-	-	-	-	-	980

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, et à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

	91 414	600						
								86
-	91 414	600	-	-	-	-	-	86

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	20 523					
2. Frais de services bancaires Permanents (1)	12 015					12 015
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État	7 175					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	895					
Total	40 608	-	-	-	-	12 015

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
						7 175	
						895	
-	20 523	-	-	-	-	8 070	-

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État ainsi que la modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé.

20 523

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4			Service de la dette				
Mission : Service de la dette							
1. Service de la dette directe							
Permanents (1)		5 794 755					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite							
Permanents (2)		674 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants							
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette							
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés							
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette							
Total		6 468 755	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 641 624 k\$, augmentée de pertes nettes de 153 131 k\$, dont 177 055 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 988 488 k\$, réduite de revenus de 6 322 471 k\$, dont 6 224 908 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 442 k\$, réduite de revenus de 27 523 k\$, provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés de 24 013 k\$, réduite de revenus de 84 330 k\$, provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
			5 794 755 ⁽³⁾					
			666 017 ⁽⁴⁾				7 983	
								(1 082) ⁽⁵⁾
								(60 316) ⁽⁶⁾
-	-	-	6 460 772		-	-	7 983	(61 398)

Ce programme vise à financer les dépenses gouvernementales relatives aux intérêts sur la dette directe, sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	201 412		13	483	56 285	23 722
Permanents	6 481 844					12 024
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	6 683 256	-	13	483	56 285	35 747

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	56 285		56 285
Fonctionnement	35 747	1 066	36 812
Créances douteuses et autres provisions	1 065		1 065
Transfert	112 237		112 237
Affectation à un fonds spécial	600		600
Service de la dette	6 460 772	(61 398)	6 399 374
Total	6 666 706	(60 332)	6 606 374

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
1 065	112 237	600	6 460 772			8 070 7 983	1 066 (61 398)
1 065	112 237	600	6 460 772	-	-	16 053	(60 332)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	35 462			
Permanents	10			
	<u>35 472</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Votés	52 392			
Permanents				
	<u>52 392</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Votés	78 933			
Permanents	9 493			
	<u>88 425</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Service de la dette				
Votés				
Permanents	6 261 000			
	<u>6 261 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	166 787			
Permanents	6 270 502			
Total	<u>6 437 290</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 362)				34 101
						1 065		1 074
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(1 362)</u>		<u>1 065</u>		<u>35 175</u>
				86 327				138 719
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>86 327</u>		<u>-</u>		<u>138 719</u>
				(50 340)				28 593
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(50 340)</u>		<u>2 522</u>		<u>12 015</u>
						207 755		6 468 755
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>207 755</u>		<u>6 468 755</u>
				34 625				201 412
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>34 625</u>		<u>211 342</u>		<u>6 481 844</u>
								6 683 256

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres		1	
	300	1	-
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
Aide d'urgence pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises		7	
Autres			
	91 414	7	-
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
Institut de la statistique du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir			
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé			
	23 713	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	115 427	8	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
4				295		1						300	597
4		-		295		1		-		-		300	597
												7	200 572
1 100				4 507				85 800				91 407	162 890
1 100		-		4 507		-		85 800		-		91 414	363 461
								20 523				20 523	20 637
-		-		-		-		20 523		-		20 523	20 637
1 104		-		4 802		1		106 323		-		112 237	384 695

FINANCES**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		16 209	16 791
Fonctionnement		4 314	3 846
Support		91 714	364 058
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>115 427</u>	<u>112 237</u>	<u>384 695</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération			70
Fonctionnement			430
Support		600	600
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>600</u>	<u>600</u>	<u>1 100</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	161 265	42 264
Revenus divers	3 343	3 321
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>164 608</u>	<u>45 585</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u>164 608</u>	<u>45 585</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	7 810	7 560	250	1	
Permanents	317 573	55 463	262 110		
Ne nécessitant pas de crédits		64			
	<u>325 383</u>	<u>63 086</u>	<u>262 360</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Gestion des ressources forestières					
Votés	448 911	440 429	8 482		
Permanents	49 540	49 540			
Ne nécessitant pas de crédits		4 109			
	<u>498 452</u>	<u>494 078</u>	<u>8 482</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion des ressources fauniques et des parcs					
Votés	177 326	160 845	16 481		
Permanents	125	125			
Ne nécessitant pas de crédits		9 897			
	<u>177 451</u>	<u>170 867</u>	<u>16 481</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 001 285</u>	<u>728 031</u>	<u>287 323</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
Votés	634 047	608 833	25 213	1	
Permanents	367 238	105 128	262 110		
Ne nécessitant pas de crédits		14 069			
Total	<u>1 001 285</u>	<u>728 031</u>	<u>287 323</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
Dépenses	713 961	728 031			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	262 111		262 110	1	
Immobilisations tangibles	23 089		23 089		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 124		2 124		
Total	<u>1 001 285</u>	<u>728 031</u>	<u>287 323</u>	<u>1</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	7 810			250	4 747	2 437
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	317 563	262 110 ⁽³⁾				
Total	325 383	262 110	-	250	4 747	2 447

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Gestion des ressources forestières

1. Aménagement durable du territoire forestier	274 924					
Permanents (1)	20					
Variation à la baisse de provisions						
2. Suppression des feux de forêts						
Permanents (2)	49 520					49 520
3. Forestier en chef	5 588			9	5 016	562
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	168 400		8 237	236	79 562	27 538
Amortissement des immobilisations						
Total	498 452	-	8 237	246	84 578	77 621

(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle.

	375						1	
								64
	53 014	2 439						
-	53 389	2 439	-	-	-	1	64	

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.

		274 924						
	20							(3 802)
								21
	12 861	39 966						7 889
-	12 881	314 890	-	-	-	-	4 109	

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
1. Protection de la faune	55 193		3 291	5	36 389	14 460
Permanents (1)	67					
Amortissement des immobilisations						
2. Conservation, gestion et mise en valeur de la faune et des parcs	59 863		11 561	1 624	19 841	15 122
Amortissement des immobilisations						
3. Société des établissements de plein air du Québec	62 270					18 800
Permanents (1)	58					
Total	177 451	-	14 852	1 629	56 230	48 382

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	634 047		23 089	2 124	145 555	78 919
Permanents	367 238	262 110				49 530
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 001 285	262 110	23 089	2 124	145 555	128 449

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	145 555		145 555
Fonctionnement	128 449	17 871	146 320
Créances douteuses et autres provisions	125	(3 802)	(3 677)
Transfert	122 503		122 503
Affectation à un fonds spécial	317 329		317 329
Service de la dette			
Total	713 961	14 069	728 031

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

	1 048							
67								2 893
	11 716							
								7 003
	43 470							
58								
125	56 233	-	-	-	-	-	-	9 897

	69 469	314 890					1	
125	53 034	2 439						17 871
								(3 802)
125	122 503	317 329	-	-	-	-	1	14 069

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	8 148			
Permanents	10			
	<u>8 158</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Gestion des ressources forestières				
Votés	381 340			
Permanents	25 020			
	<u>406 360</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs				
Votés	162 567			
Permanents	75			
	<u>162 642</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	552 054			
Permanents	25 105			
Total	<u>577 159</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(338)				7 810
		317 563						317 573
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>317 563</u>		<u>(338)</u>		<u>-</u>		<u>325 383</u>
				67 572				448 911
						24 520		49 540
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>67 572</u>		<u>24 520</u>		<u>498 452</u>
13 133				1 626				177 326
						50		125
<u>13 133</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>1 626</u>		<u>50</u>		<u>177 451</u>
13 133				68 860				634 047
		317 563				24 571		367 238
<u>13 133</u>	<u>-</u>	<u>317 563</u>		<u>68 860</u>		<u>24 571</u>		<u>1 001 285</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	53 389	-	-
Programme 2 – Gestion des ressources forestières			
Prêts forestiers			
Autres			
	12 881	-	-
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs			
Société des établissements de plein air du Québec			
Autres		190	
	56 233	190	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	122 503	190	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
83	23	266		4		375	305
					53 014	53 014	43 385
<u>83</u>	<u>23</u>	<u>266</u>	<u>-</u>	<u>4</u>	<u>53 014</u>	<u>53 389</u>	<u>43 690</u>
				20		20	20
	12 617	244				12 861	12 150
<u>-</u>	<u>12 617</u>	<u>244</u>	<u>-</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>12 881</u>	<u>12 170</u>
				43 470		43 470	41 455
778	1 406	7 815		2 574		12 764	33 532
<u>778</u>	<u>1 406</u>	<u>7 815</u>	<u>-</u>	<u>46 044</u>	<u>-</u>	<u>56 233</u>	<u>74 986</u>
<u>861</u>	<u>14 045</u>	<u>8 325</u>	<u>-</u>	<u>46 068</u>	<u>53 014</u>	<u>122 503</u>	<u>130 846</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2022**
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Capital		75 502	60 392
Intérêt		9 817	5 283
Support		37 184	65 171
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>122 503</u>	<u>122 503</u>	<u>130 846</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2022**
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		58 426	59 582
Fonctionnement		110 690	131 673
Capital		1 980	3 987
Intérêt			88
Support		146 233	175 928
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>317 329</u>	<u>317 329</u>	<u>371 258</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	44 413	40 845
Revenus divers	6 196	4 403
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>50 609</u>	<u>45 248</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>697 049</u>	<u>674 251</u>
Total des revenus	<u><u>747 659</u></u>	<u><u>719 499</u></u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Direction et soutien aux activités du Ministère					
Votés	62 459	50 868	7 404	4 186	
Permanents	10	7		2	
Ne nécessitant pas de crédits		3 651			
	<u>62 468</u>	<u>54 527</u>	<u>7 404</u>	<u>4 189</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Immigration, francisation et intégration					
Votés	325 616	310 932		14 683	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>325 616</u>	<u>310 932</u>	<u>-</u>	<u>14 683</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>388 084</u>	<u>365 459</u>	<u>7 404</u>	<u>18 872</u>	<u>-</u>
Votés	388 074	361 800	7 404	18 870	
Permanents	10	7		2	
Ne nécessitant pas de crédits		3 651			
Total	<u>388 084</u>	<u>365 459</u>	<u>7 404</u>	<u>18 872</u>	<u>-</u>
Dépenses	376 493	365 459		14 686	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	86			86	
Immobilisations tangibles	30			30	
Immobilisations en ressources informationnelles	11 475		7 404	4 070	
Total	<u>388 084</u>	<u>365 459</u>	<u>7 404</u>	<u>18 872</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques		
PROGRAMME 1						
Mission : Éducation et culture						
Direction et soutien aux activités du Ministère						
1. Direction et administration	62 459			7 404	26 424	24 197
Permanents (1)	10					7
Amortissement des immobilisations						
Total	62 468	-	-	7 404	26 424	24 204
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Immigration, francisation et intégration						
1. Services de francisation	149 754				47 745	33 097
2. Intégration	109 466				20 063	8 095
3. Immigration et prospection	52 281				29 067	12 541
4. Planification de l'immigration, de la performance et des relations extérieures	14 115				11 555	2 129
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	325 616	-	-	-	108 431	55 863

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	248					4 186	
						2	
							3 651
-	248	-	-	-	-	4 189	3 651

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

	62 819					6 092	
	78 343					2 964	
	5 476					5 197	
						430	
-	146 639	-	-	-	-	14 683	-

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	388 074			7 404	134 855	80 060
Permanents	10					7
Amortissement des immobilisations						
Total	388 084	-	-	7 404	134 855	80 067

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	134 855		134 855
Fonctionnement	80 067	3 651	83 718
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	146 886		146 886
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	361 808	3 651	365 459

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	146 886					18 870 2	3 651
-	146 886	-	-	-	-	18 872	3 651

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère				
Votés	61 763			
Permanents	10			
	<u>61 772</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration				
Votés	467 065			
Permanents				
	<u>467 065</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	528 828			
Permanents	10			
Total	<u>528 838</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET	+	CRÉDITS	=	CRÉDITS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions		TRANSFERTS DE JURIDICTION		PERMANENTS ADDITIONNELS		AUTORISÉS
				696				62 459
								10
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>696</u>		<u>-</u>		<u>62 468</u>
28 016				(169 466)				325 616
<u>28 016</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(169 466)</u>		<u>-</u>		<u>325 616</u>
28 016				(168 769)				388 074
								10
<u>28 016</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(168 769)</u>		<u>-</u>		<u>388 084</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère			
Autres			
	248	-	-
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration			
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration		17	
Programme d'aide à la reconnaissance des compétences			
Programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences			
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants			
Programme d'appui aux collectivités			
Programme d'appui aux régions en recrutement international			
Programme Interconnexion		178	
Programme Soutien à la mission			
Autres			
	155 855	196	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	156 102	196	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		248				248	208
-	-	248	-	-	-	248	208
		50 135	3 681			53 834	47 374
		1 579				1 579	1 862
			573			573	
			62 813			62 813	60 290
	7 911	10 749				18 660	5 559
	20	3 126				3 324	10 036
		5 646				5 646	5 118
2	28	180				210	1 187
2	7 959	71 415	67 067	-	-	146 639	131 458
2	7 959	71 662	67 067	-	-	146 886	131 666

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		146 886	131 666
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>156 102</u>	<u>146 886</u>	<u>131 666</u>

JUSTICE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	3 841	4 014
Revenus divers	193 762	154 629
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>197 603</u>	<u>158 643</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>35 379</u>	<u>33 375</u>
Total des revenus	<u><u>232 982</u></u>	<u><u>192 019</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Administration de la justice					
Votés	432 715	410 304	22 411		
Permanents	26 560	26 560			
Ne nécessitant pas de crédits		13 211			
	<u>459 275</u>	<u>450 076</u>	<u>22 411</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activité judiciaire					
Votés	39 943	39 675	268		
Permanents	118 815	118 815			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>158 758</u>	<u>158 490</u>	<u>268</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	20 684	20 684			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>20 684</u>	<u>20 684</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	226 734	226 734			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>226 734</u>	<u>226 734</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	210 965	210 801	164		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		87			
	<u>210 965</u>	<u>210 888</u>	<u>164</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	180 754	176 085	4 669		
Permanents	301			301	
Ne nécessitant pas de crédits		2 111			
	<u>181 054</u>	<u>178 196</u>	<u>4 669</u>	<u>301</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 7					
Langue française					
Votés	52 089	51 038	1 051		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		357			
	<u>52 089</u>	<u>51 395</u>	<u>1 051</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 309 559</u>	<u>1 296 462</u>	<u>28 562</u>	<u>301</u>	<u>-</u>
Votés	937 149	908 586	28 562		
Permanents	372 410	372 110		301	
Ne nécessitant pas de crédits		15 766			
Total	<u>1 309 559</u>	<u>1 296 462</u>	<u>28 562</u>	<u>301</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 280 996	1 296 462		301	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	556		556		
Immobilisations en ressources informationnelles	28 006		28 006		
Total	<u>1 309 559</u>	<u>1 296 462</u>	<u>28 562</u>	<u>301</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
Administration de la justice						
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction, gouvernance et administration	56 436				41 750	10 843
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	10 202				10 202	
Amortissement des immobilisations						
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	88 894		19	22 199	20 271	46 405
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	181 149		192		70 034	110 923
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	95 340				62 793	6 276
5. Bureau des infractions et amendes	10 895				9 364	1 531
Permanents (3)	16 349					
Total	459 275	-	211	22 199	214 415	175 987

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
3 588		255					
							13 211
11 805		14 466					
16 349							
16 349	15 393	14 721	-	-	-	-	13 211

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Activité judiciaire						
1. Magistrature	3 719		143		3 298	278
Permanents (1)	115 012				112 109	2 903
2. Conseil de la magistrature						
Permanents (1)	3 280				433	2 847
3. Soutien à la magistrature	36 224		126		34 136	1 962
4. Comité sur la rémunération des juges						
Permanents (1)	523				230	293
Total	158 758	-	268	-	150 205	8 284

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

PROGRAMME 3
Mission : Gouverne et justice

Justice administrative

1. Contribution du ministère de la Justice au Fonds du Tribunal administratif du Québec	19 834					
2. Conseil de la justice administrative	850				566	284
Total	20 684	-	-	-	566	284

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une unité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

19 834

-	-	19 834	-	-	-	-	-
---	---	--------	---	---	---	---	---

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Indemnisation et reconnaissance						
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels						
Permanents (1)	224 876					27 278
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme						
Permanents (2)	1 858					254
Total	226 734	-	-	-	-	27 532
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						

PROGRAMME 5						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Autres organismes relevant du ministre						
1. Commission des services juridiques	179 620					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	18 934			41	15 415	3 478
Amortissement des immobilisations						
3. Office de la protection du consommateur	12 411			122	8 585	3 118
Amortissement des immobilisations						
Total	210 965	-	-	164	24 000	6 596

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	197 598							
	1 604							
-	199 202	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme comprend trois organismes à savoir, la Commission des services juridiques qui vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12) ainsi que l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

	179 620							45
	585							42
-	180 205	-	-	-	-	-	-	87

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Poursuites criminelles et pénales						
1. Direction, gouvernance et administration	14 776				10 845	3 931
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	165 978		72	4 597	135 412	25 897
Amortissement des immobilisations						
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales						
Permanents (1)	301					
Total	181 054	-	72	4 597	146 256	29 828

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

PROGRAMME 7						
Mission : Éducation et culture						
Langue française						
1. Conseil supérieur de la langue française	654				334	319
2. Office québécois de la langue française	36 307		5	1 047	24 929	6 277
Amortissement des immobilisations						
3. Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française	15 128				1 771	1 646
Total	52 089	-	5	1 047	27 033	8 242

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

2 111

						301	
-	-	-	-	-	-	301	2 111

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect, la valorisation et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	2						
	4 049						357
	11 712						
-	15 763	-	-	-	-	-	357

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	937 149		556	28 006	439 503	223 168
Permanents	372 410				122 973	33 585
Amortissement des immobilisations						
Total	1 309 559	-	556	28 006	562 476	256 753

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	562 476		562 476
Fonctionnement	256 753	15 766	272 519
Créances douteuses et autres provisions	16 349		16 349
Transfert	410 563		410 563
Affectation à un fonds spécial	34 555		34 555
Service de la dette			
Total	1 280 696	15 766	1 296 462

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	211 361	34 555					
16 349	199 202					300	15 766
16 349	410 563	34 555	-	-	-	300	15 766

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration de la justice				
Votés	426 912			
Permanents	11 177			
	<u>438 088</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Activité judiciaire				
Votés	37 683			
Permanents	94 582			
	<u>132 265</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Justice administrative				
Votés	20 632			
Permanents				
	<u>20 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance				
Votés				
Permanents	169 483			
	<u>169 483</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre				
Votés	205 863			
Permanents				
	<u>205 863</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales				
Votés	171 131			
Permanents	301			
	<u>171 432</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 7 – Langue française				
Votés	41 753			
Permanents				
	<u>41 753</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	903 974			
Permanents	275 542			
Total	<u>1 179 517</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				5 803				432 715
						15 384		26 560
-	-	-		5 803		15 384		459 275
				2 260				39 943
						24 233		118 815
-	-	-		2 260		24 233		158 758
				52				20 684
-	-	-		52		-		20 684
						57 251		226 734
-	-	-		-		57 251		226 734
3 613				1 488				210 965
3 613	-	-		1 488		-		210 965
				9 623				180 754
								301
-	-	-		9 623		-		181 054
				10 336				52 089
-	-	-		10 336		-		52 089
3 613				29 561				937 149
						96 868		372 410
3 613	-	-		29 561		96 868		1 309 559

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration de la justice			
Accompagnement des victimes de violences sexuelles			
Autres		1	
	15 393	1	-
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme			
Indemnisation des victimes d'actes criminels			
	199 202	-	-
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre			
Aide juridique			
Autres services juridiques			
Bourse d'études			
Commission des services juridiques			
Projets et partenariats stratégiques			
Soutien aux activités d'éducation financière			
	180 205	-	-
Programme 7 – Langue française			
Promotion et diffusion de la langue française		29	
Réussir ensemble en français			
Autres			
	15 763	29	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	410 563	30	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		968				968	
130	1 228	10 665		2 402		14 425	7 334
130	1 228	11 632	-	2 402	-	15 393	7 334
			1 604			1 604	1 235
			197 598			197 598	154 360
-	-	-	199 202	-	-	199 202	155 595
			70 065			70 065	72 891
			2 500			2 500	2 500
4						4	4
				107 055		107 055	110 861
3		178				181	142
		400				400	400
7	-	578	72 565	107 055	-	180 205	186 799
3 366	545	7 760		300		11 999	23 824
541		3 220				3 762	4 962
			2			2	6
3 907	545	10 981	2	300	-	15 763	28 791
4 043	1 773	23 191	271 769	109 758	-	410 563	378 520

JUSTICE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		87 840	90 891
Fonctionnement		19 215	19 624
Capital		2 402	347
Intérêt			33
Support		301 105	267 625
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>410 563</u>	<u>410 563</u>	<u>378 520</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		10 990	10 974
Fonctionnement		8 668	6 019
Capital		176	176
Support		14 721	18 296
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>34 555</u>	<u>34 555</u>	<u>35 464</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	292	677
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>292</u>	<u>677</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>292</u></u>	<u><u>677</u></u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	19 352	18 602	573	177	
Permanents	205	205			
Ne nécessitant pas de crédits		552			
	<u>19 557</u>	<u>19 359</u>	<u>573</u>	<u>177</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Affaires internationales					
Votés	134 241	131 948	2 293		
Permanents		2 483			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>134 241</u>	<u>134 431</u>	<u>2 293</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>153 799</u>	<u>153 790</u>	<u>2 867</u>	<u>177</u>	<u>-</u>
Votés	153 593	150 550	2 867	177	
Permanents	205	205			
Ne nécessitant pas de crédits		3 035			
Total	<u>153 799</u>	<u>153 790</u>	<u>2 867</u>	<u>177</u>	<u>-</u>
Dépenses	150 755	153 790			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 403		1 403		
Immobilisations tangibles	1 161		991	170	
Immobilisations en ressources informationnelles	479		472	7	
Total	<u>153 799</u>	<u>153 790</u>	<u>2 867</u>	<u>177</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	19 352		106	467	12 334	6 155
Permanents (1)	205					205
Amortissement des immobilisations						
Total	19 557	-	106	467	12 334	6 360
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Affaires internationales						
1. Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	33 737				4 640	438
2. Représentation du Québec à l'étranger	55 244	1 403	885	5	40 460	12 490
Amortissement des immobilisations						
3. Relations bilatérales	35 778				4 810	848
4. Protocole et Bureau des missions	2 176				2 018	158
5. Relations économiques et interministérielles	3 799				2 016	1 282
6. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	3 508					
Total	134 241	1 403	885	5	53 945	15 216

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités administratives nécessaires à la réalisation de sa mission.

	113						177	
								552
<u>-</u>	<u>113</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>177</u>	<u>552</u>

Ce programme vise à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

	25 410	3 248						
								2 483
	30 120							
	500							
	3 508							
<u>-</u>	<u>59 538</u>	<u>3 248</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 483</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	153 593	1 403	991	472	66 279	21 371
Permanents	205					205
Amortissement des immobilisations						
Total	153 799	1 403	991	472	66 279	21 577

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	66 279		66 279
Fonctionnement	21 577	3 035	24 612
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	59 651		59 651
Affectation à un fonds spécial	3 248		3 248
Service de la dette			
Total	150 755	3 035	153 790

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	59 651	3 248				177	
							3 035
-	59 651	3 248	-	-	-	177	3 035

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	21 502			
Permanents	100			
	<u>21 602</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Affaires internationales				
Votés	109 124			
Permanents				
	<u>109 124</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	130 626			
Permanents	100			
Total	<u>130 726</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 150)				19 352
						105		205
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(2 150)</u>		<u>105</u>		<u>19 557</u>
				25 118				134 241
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>25 118</u>		<u>-</u>		<u>134 241</u>
				22 968				153 593
						105		205
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>22 968</u>		<u>105</u>		<u>153 799</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
	113	-	-
Programme 2 – Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse			
Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales		1 993	
Relations bilatérales		33	6
Relations économiques et interministérielles			
	59 538	2 025	6
TOTAL DU PORTEFEUILLE	59 651	2 025	6

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		113				113	184
-	-	113	-	-	-	113	184
				3 508		3 508	3 547
1 127		18 734	329	3 227		25 410	20 216
28 367	60	1 634	20			30 120	2 755
		500				500	208
29 494	60	20 868	350	6 736	-	59 538	26 725
29 494	60	20 980	350	6 736	-	59 651	26 908

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Intérêt			6
Support		59 651	26 902
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>59 651</u>	<u>59 651</u>	<u>26 908</u>

DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		109	109
Fonctionnement		10	20
Support		3 129	3 119
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>

REVENU**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens	39 567 741	33 567 452
Taxes à la consommation	23 906 322	20 932 035
Droits et permis	49 982	46 597
Revenus divers	606 435	779 959
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>64 130 480</u>	<u>55 326 043</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>64 130 480</u></u>	<u><u>55 326 043</u></u>

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	2 524	1 916
Revenus divers	382 425	299 736
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>384 949</u>	<u>301 652</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>905 668</u>	<u>319 200</u>
Total des revenus	<u>1 290 618</u>	<u>620 852</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	3 195 099	3 176 039	652	18 408	
Permanents	18 170 987	1 247 348	16 923 639		
Ne nécessitant pas de crédits		910			
	<u>21 366 086</u>	<u>4 424 296</u>	<u>16 924 291</u>	<u>18 408</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	29 486 908	28 713 233	7 874	765 802	
Permanents	12 028 397	12 013 262	9 700	5 434	
Ne nécessitant pas de crédits		(294 464)			
	<u>41 515 305</u>	<u>40 432 031</u>	<u>17 574</u>	<u>771 236</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	16 093	12 899	65	3 129	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		53			
	<u>16 093</u>	<u>12 952</u>	<u>65</u>	<u>3 129</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	12 056 063	10 880 938		1 175 125	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 056 063</u>	<u>10 880 938</u>	<u>-</u>	<u>1 175 125</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Condition des Aînés					
Votés	32 687	31 528		1 159	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(145)			
	<u>32 687</u>	<u>31 383</u>	<u>-</u>	<u>1 159</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>74 986 234</u>	<u>55 781 600</u>	<u>16 941 930</u>	<u>1 969 058</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Votés	32 730 787	31 933 698	8 590	788 498	
Permanents	42 255 447	24 141 548	16 933 339	1 180 560	
Ne nécessitant pas de crédits		(293 646)			
Total	<u>74 986 234</u>	<u>55 781 600</u>	<u>16 941 930</u>	<u>1 969 058</u>	<u>-</u>
Dépenses	57 549 694	55 781 600		1 474 448	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	17 435 816		16 941 216	494 600	
Immobilisations tangibles	23		21	1	
Immobilisations en ressources informationnelles	701		692	9	
Total	<u>74 986 234</u>	<u>55 781 600</u>	<u>16 941 930</u>	<u>1 969 058</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination				
Mission : Santé et services sociaux						
1. Direction et gestion ministérielle	159 600	3	3	646	87 320	56 754
Permanents (1)	29					29
Permanents (2)	1 642 142	395 182 ⁽⁴⁾			5 035	1 241 925
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	3 753				1 913	977
Permanents (2)	359				27	332
3. Activités nationales	24 472					1 394
Variation à la baisse de provisions						
4. Modification comptable – Paiements de transfert	3 007 274					
Permanents (3)	<u>16 528 457</u>	<u>16 528 457</u> ⁽⁵⁾				
Total	<u>21 366 086</u>	<u>16 923 642</u>	<u>3</u>	<u>646</u>	<u>94 295</u>	<u>1 301 412</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(4) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(5) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
						14 874	
	128					735	1 026
	20 278					2 800	(117)
	3 007 274						
-	3 027 680	-	-	-	-	18 408	910

Ce programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS	
			Investissements	Dépenses nécessitant des crédits
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations en ressources informationnelles
			Immobilisations tangibles	Rémunération
				Fonctionnement
PROGRAMME 2				
Mission : Santé et services sociaux				
Services dispensés à la population				
1. Santé publique	540 744	7 874 ⁽⁷⁾		
Permanents (1)	9 700	9 700 ⁽⁷⁾		
Consommation de stocks				
Variation à la baisse de provisions				
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	1 051 539			
Variation à la baisse de provisions				
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Soutien à domicile	1 795 685			
Variation à la baisse de provisions				
4. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Hébergement	3 916 367			
Variation à la baisse de provisions				
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 163 040			
Variation à la baisse de provisions				
6. Jeunes en difficulté	1 765 850			
Variation à la baisse de provisions				
7. Dépendances	165 191			
Variation à la baisse de provisions				
8. Santé mentale	1 556 698			
Variation à la baisse de provisions				
9. Santé physique	6 804 298			
Permanents (2)	4 580 875			
Permanents (3)	11 103			
Permanents (4)	40			
Variation à la baisse de provisions				
10. Administration	1 336 728			
Variation à la baisse de provisions				
11. Soutien aux services	1 137 314			
Variation à la baisse de provisions				
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 567 121			
Variation à la baisse de provisions				

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

532 871								13 065 (244)
1 051 539								(7 142)
1 795 685								(20 951)
3 916 367								(60 231)
1 163 040								(5 519)
1 765 850								(15 443)
165 191								(78)
1 556 698								(2 878)
6 804 298								
4 580 875 ⁽⁸⁾								
5 709							5 395 40	(74 787)
1 336 728								(4 798)
1 137 314								(1 457)
1 567 121								(13 859)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
Services dispensés à la population						
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Santé et services sociaux						
13. Organismes communautaires et autres organismes	916 073					
Variation à la baisse de provisions						
14. Activités connexes	2 411 457					
Permanents (5)	1 172 150					
Permanents (6)	147 484					
Permanents (1)	1 028					
Variation à la baisse de provisions						
15. Service de la dette	1 828 812					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	46 202					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	17 832					
18. Déficience physique	746 360					
Variation à la baisse de provisions						
19. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour l'accessibilité des services en médecine spécialisée	719 600					
20. Financement des actions temporaires pour vaincre la crise sanitaire						
Permanents (1)	6 106 018					
Total	41 515 305	17 574	-	-	-	-

(1) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(2) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(3) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(4) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(5) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(6) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(7) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(8) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
								916 073
								(2 037)
1 988 827		422 630						
1 172 150								
147 484								
1 028								(96 397)
1 828 812								
							46 202	
17 832								
746 360								(1 709)
							719 600	
6 106 018								
-	40 303 865	422 630	-		-	-	771 236	(294 464)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 3						
Mission : Santé et services sociaux						
Office des personnes handicapées du Québec						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	16 093		19	46	9 606	2 392
Amortissement des immobilisations						
Total	16 093	-	19	46	9 606	2 392

PROGRAMME 4
Mission : Santé et services sociaux

Régie de l'assurance maladie du Québec

1. Services médicaux						
Permanents (1)	7 696 799					
Permanents (2)	6 146					
Permanents (3)	937 754					
2. Services optométriques						
Permanents (1)	110 907					
Permanents (3)	42					
3. Services dentaires						
Permanents (1)	184 636					
Permanents (3)	87					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents (1)	2 799 720					
Permanents (3)	24 873					
5. Autres services						
Permanents (1)	159 265					
6. Administration						
Permanents (1)	134 538					
Permanents (3)	1 297					
Total	12 056 063	-	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(4) Cette somme inclut des dépenses de 4 580 875 k\$, financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
						901	3 129
							53
-	901	-	-	-	-	3 129	53

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	6 866 986					829 812	
	6 146						
	937 754						
	93 316					17 591	
	42						
	170 162					14 474	
	87						
	2 489 890					309 830	
	24 873						
	155 846					3 419	
	134 538						
	1 297						
-	10 880 938 ⁽⁴⁾	-	-	-	-	1 175 125	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5							
Mission : Soutien aux personnes et aux familles							
Condition des Aînés							
1. Vieillessement actif	20 118						141
Variation à la baisse de provisions							
2. Soutien aux personnes âgées en situation de vulnérabilité	12 569						966
Variation à la baisse de provisions							
Total	32 687	-	-	-	-	-	1 107

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	32 730 787	7 877	21	692	98 839	62 624
Permanents	42 255 447	16 933 339			5 062	1 242 286
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Variation à la baisse de provisions						
Total	74 986 234	16 941 216	21	692	103 901	1 304 910

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	103 901		103 901
Fonctionnement	1 304 910	1 079	1 305 989
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	54 243 805	(294 725)	53 949 080
Affectation à un fonds spécial	422 630		422 630
Service de la dette			
Total	56 075 246	(293 646)	55 781 600

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
19 737						240	(1)
10 684						919	
							(144)
-	30 421	-	-	-	-	1 159	(145)

Ce programme poursuit deux objectifs. Il vise d'abord à favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Ensuite, il assure la mise en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées plus vulnérables. Enfin, ce programme permet de planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices pour combattre les préjugés et favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

31 349 605	422 630					788 498	1 079
22 894 200						1 180 560	13 065
							(307 791)
-	54 243 805	422 630	-	-	-	1 969 058	(293 646)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Fonctions de coordination				
Votés	204 443			
Permanents	29			
	<u>204 471</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Services dispensés à la population				
Votés	29 239 200			
Permanents	7 024 764			
	<u>36 263 964</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	16 093			
Permanents				
	<u>16 093</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	11 092 011			
	<u>11 092 011</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Condition des Aînés				
Votés	36 297			
Permanents				
	<u>36 297</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	29 496 032			
Permanents	18 116 804			
Total	<u>47 612 836</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 990 657				3 195 099
		16 528 457				1 642 501		18 170 987
-	-	16 528 457		2 990 657		1 642 501		21 366 086
				247 709				29 486 908
						5 003 633		12 028 397
-	-	-		247 709		5 003 633		41 515 305
								16 093
-	-	-		-		-		16 093
						964 052		12 056 063
-	-	-		-		964 052		12 056 063
				(3 610)				32 687
-	-	-		(3 610)		-		32 687
				3 234 756				32 730 787
		16 528 457				7 610 186		42 255 447
-	-	16 528 457		3 234 756		7 610 186		74 986 234

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Fonctions de coordination			
Autres		76	7 067
Modification comptable – Paiements de transfert			3 014 427
	<u>3 029 230</u>	<u>76</u>	<u>3 021 495</u>
Programme 2 – Services dispensés à la population			
Accessibilité des services en médecine spécialisée			
Achat de vaccins et de produits biologiques			93 801
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux			103 419
Aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles			
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite			1 319 633
Établissements privés			775 663
Établissements publics		9 340	25 748 769
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée			
Variation de provisions			
Loyer – établissements du réseau			
Organismes communautaires et autres organismes		1 937	5 482
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique		29 523	
Rémunération des résidents en médecine			300 759
Ressources de type familial			654 255
Service de la dette			1 827 689
Services hospitaliers hors Québec			22 472
Services sanitaires aériens			450
Soutien aux proches aidants			15 430
Système du sang			375 663
Transporteurs ambulanciers		511 355	(2 157)
Autres		18 808	6 342 480
	<u>40 580 501</u>	<u>570 963</u>	<u>37 583 809</u>
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées			116
	<u>1 018</u>	<u>-</u>	<u>116</u>
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques			
Bourses d'études et de recherche			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie			
Services dentaires			
Services médicaux			
Services optométriques			
Services pharmaceutiques et médicaments			
	<u>12 056 063</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
1 091	12	4 692	148	7 203		20 289	15 215
					(7 153)	3 007 274	1 077 918
<u>1 091</u>	<u>12</u>	<u>4 692</u>	<u>148</u>	<u>7 203</u>	<u>(7 153)</u>	3 027 563	1 093 133
						93 801	76 671
						103 419	101 791
				28 779		28 779	35 464
						1 319 633	1 237 869
						775 663	881 455
3 728	691	37 608	15 271	37 783		25 853 189	28 724 233
							42 648
							107 496
607	1 211	904 799				914 035	897 589
			88 569			118 092	93 826
						300 759	300 744
						654 255	636 999
	278	845				1 828 812	1 617 876
				178 092		200 564	223 091
				41 104		41 554	42 608
	109	14 598		164		30 301	23 552
		2 179		68 263		446 104	414 841
500		(401)		173 969		683 266	702 201
5 123	677	86 121		163 963		6 617 172	669 942
<u>9 958</u>	<u>2 965</u>	<u>1 045 749</u>	<u>103 840</u>	<u>692 117</u>	<u>-</u>	40 009 401 ⁽¹⁾	36 830 896
158		627				901	929
158	-	627	-	-	-	901	929
			133 572			133 572	129 676
			22 274			22 274	22 535
				135 836		135 836	134 108
			7 297	162 952		170 249	147 006
				7 810 886		7 810 886	7 476 431
				93 357		93 357	74 279
			1 868 451	646 312		2 514 763	2 659 490
-	-	-	2 031 594	8 849 344	-	10 880 938	10 643 526

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 – Condition des Aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés			2 852
Politique Vieillir et vivre ensemble		326	199
	<u>30 421</u>	<u>326</u>	<u>3 051</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>55 697 233</u>	<u>571 366</u>	<u>40 608 471</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 294 725 k\$ liée à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
244	179	7 264				10 540	10 360
<u>216</u>	<u>1 988</u>	<u>15 498</u>	<u>8</u>	<u>1 500</u>		19 736	<u>14 206</u>
<u>460</u>	<u>2 167</u>	<u>22 762</u>	<u>8</u>	<u>1 500</u>	-	30 276	<u>24 566</u>
<u>11 668</u>	<u>5 144</u>	<u>1 073 830</u>	<u>2 135 590</u>	<u>9 550 164</u>	<u>(7 153)</u>	<u>53 949 080</u> ⁽¹⁾	<u>48 593 050</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		34 130 992	31 256 120
Fonctionnement		10 795 107	10 414 216
Capital		4 133 021	2 090 172
Intérêt		483 536	418 270
Support		4 406 424	4 414 273
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>55 697 233</u>	<u>53 949 080</u> ⁽¹⁾	<u>48 593 050</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 294 725 k\$ liée à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		22 193	14 870
Fonctionnement		238 959	187 114
Capital		1 209	1 164
Intérêt		239	256
Support		160 031	103 694
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>422 630</u>	<u>422 630</u>	<u>307 097</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	25 649	16 232
Revenus divers	12 838	13 809
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>38 487</u>	<u>30 042</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>38 487</u></u>	<u><u>30 042</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	82 187	76 567	5 620		
Permanents	129 218	10	129 208		
Ne nécessitant pas de crédits		(3 814)			
	<u>211 405</u>	<u>72 763</u>	<u>134 828</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de la Sûreté du Québec					
Votés	811 641	798 421	13 220		
Permanents	640	640			
Ne nécessitant pas de crédits		12 911			
	<u>812 281</u>	<u>811 972</u>	<u>13 220</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion du système correctionnel					
Votés	558 808	558 808			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>558 808</u>	<u>558 808</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Sécurité et prévention					
Votés	227 280	227 280			
Permanents	33 359	33 304		55	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>260 638</u>	<u>260 584</u>	<u>-</u>	<u>55</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Expertises scientifiques et médico-légales					
Votés	29 591	29 591			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>29 591</u>	<u>29 591</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Encadrement et surveillance					
Votés	52 795	51 564	1 231		
Permanents	61	57		3	
Ne nécessitant pas de crédits		931			
	<u>52 856</u>	<u>52 553</u>	<u>1 231</u>	<u>3</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	73 571	73 571			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>73 571</u>	<u>73 571</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 999 150</u>	<u>1 859 841</u>	<u>149 279</u>	<u>58</u>	<u>-</u>
Votés	1 835 873	1 815 802	20 071		
Permanents	163 277	34 011	129 208	58	
Ne nécessitant pas de crédits		10 028			
Total	<u>1 999 150</u>	<u>1 859 841</u>	<u>149 279</u>	<u>58</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 849 871	1 859 841		58	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	129 208		129 208		
Immobilisations tangibles	11 363		11 363		
Immobilisations en ressources informationnelles	8 707		8 707		
Total	<u>1 999 150</u>	<u>1 859 841</u>	<u>149 279</u>	<u>58</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informatiques	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Direction et administration						
1. Direction et administration	82 187		1 996	3 623	48 227	28 170
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	129 208	129 208 ⁽³⁾				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	211 405	129 208	1 996	3 623	48 227	28 180

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2
Mission : Gouverne et justice

Services de la Sûreté du Québec

1. Surveillance du territoire	531 582		139		271 220	28 794
Permanents (1)	636				636	
2. Enquêtes criminelles	280 059		9 034	4 046	75 949	76 949
Permanents (2)	3					
Amortissement des immobilisations						
Total	812 281	-	9 173	4 046	347 805	105 743

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Gestion du système correctionnel						
1. Services correctionnels	523 308				340 726	181 569
2. Prestation des organismes communautaires	29 808					29 253
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 692				5 028	664
Total	558 808	-	-	-	345 754	211 486

PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Sécurité et prévention						
1. Organisation et pratiques policières	12 928				3 212	248
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	68 079				806	47
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions	46 346				36 677	8 988
4. Prévention et lutte contre le crime	45 579				3 029	5 108
5. Prévention des sinistres et atténuation des risques	34 640				4 348	6 365
6. Interventions de sécurité civile	10 263				7 657	2 527
7. Gestion du rétablissement et adaptation	2 814				2 412	27
Permanents (1)	33 359				4 763	1 607
8. Prévention des incendies	6 632				2 641	81
Total	260 638	-	-	-	65 545	24 998

(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

	1 013							
	555							
-	1 568	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux. Il veille également à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

	9 468							
	67 226							
	681							
	37 441							
	23 927							
	80							
	375							
	26 934						55	
	3 909							
-	170 041	-	-	-	-	-	55	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Expertises scientifiques et médico-légales						
1. Services et expertises judiciaires	17 377				12 676	4 700
2. Bureau du coroner	12 214				8 812	3 403
Total	29 591	-	-	-	21 488	8 103

PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Encadrement et surveillance						
1. Commissaire à la déontologie policière Permanents (1)	4 246				3 710	536
2. Comité de déontologie policière	2 366				1 835	531
3. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents (1) Permanents (2) Amortissement des immobilisations	17 433 57 3		26	1 038	13 367	3 003
4. Commissaire à la lutte contre la corruption	20 590		168		11 429	8 993
5. Bureau des enquêtes indépendantes	8 160				6 474	1 686
Total	52 856	-	193	1 038	36 816	14 749

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

-	-	-	-	-	-	-	-
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

57						3	931
<u>57</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3</u>	<u>931</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
Promotion et développement de la Capitale-Nationale						
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	51 385				1 115	271
2. Commission de la capitale nationale du Québec	22 186					
Total	73 571	-	-	-	1 115	271

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 835 873		11 363	8 707	861 351	391 911
Permanents	163 277	129 208			5 399	1 617
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	1 999 150	129 208	11 363	8 707	866 751	393 528

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	866 751		866 751
Fonctionnement	393 528	19 690	413 218
Créances douteuses et autres provisions	60		60
Transfert	218 965	(9 662)	209 303
Affectation à un fonds spécial	370 509		370 509
Service de la dette			
Total	1 849 813	10 028	1 859 841

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

	25 000	25 000					
	22 186						
-	47 186	25 000	-	-	-	-	-

	192 031	370 509					
60	26 934					58	
60	218 965	370 509	-	-	-	58	19 690 (9 662) ⁽¹⁾
							10 028

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	89 188			
Permanents	10			
	<u>89 198</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec				
Votés	753 735			
Permanents				
	<u>753 735</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Gestion du système correctionnel				
Votés	545 375			
Permanents				
	<u>545 375</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Sécurité et prévention				
Votés	185 246			
Permanents	33 359			
	<u>218 604</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales				
Votés	24 987			
Permanents				
	<u>24 987</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 6 – Encadrement et surveillance				
Votés	52 719			
Permanents	34			
	<u>52 754</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	74 081			
Permanents				
	<u>74 081</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 725 330			
Permanents	33 403			
Total	<u>1 758 733</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(7 001)				82 187
		129 208						129 218
-	-	129 208		(7 001)		-		211 405
1 580				56 326				811 641
		636				3		640
1 580	-	636		56 326		3		812 281
				13 433				558 808
-	-	-		13 433		-		558 808
				42 034				227 280
-	-	-		42 034		-		33 359
				4 605				260 638
-	-	-		4 605		-		29 591
				76				52 795
-	-	-		76		26		61
				(510)				52 856
-	-	-		(510)		-		73 571
1 580				108 963				1 835 873
		129 844				30		163 277
1 580	-	129 844		108 963		30		1 999 150

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	170	-	-
Programme 3 – Gestion du système correctionnel			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre			
Autres			
	1 568	-	-
Programme 4 – Sécurité et prévention			
Cadre pour la prévention de sinistres			
Formation des policiers et des pompiers			
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes			880
Sécurité civile		7 518	
Services policiers en milieu autochtone			
Autres			
	170 096	7 518	880
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec			
Commission de la capitale nationale du Québec			
Programme d'appui aux actions régionales			
	47 186	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	219 019	7 518	880

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 662 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2022	Total 2021
	20	150				170	395
					(9 662)	(9 662)	48 716
-	20	150	-	-	(9 662)	(9 492) ⁽¹⁾	49 110
		555				555	
100		913				1 013	601
100	-	1 468	-	-	-	1 568	601
	23 918					23 918	15 127
	3 500			6 660		10 160	10 507
	7 303	140		57		7 500	7 400
81	19 473	7 333		2 770		30 537	14 634
	2 470	1 659	15 287			26 934	55 832
	50 275	16 951				67 226	66 783
	3 170	597				3 767	4 775
81	110 108	26 680	15 287	9 487	-	170 041	175 057
	14 800					14 800	14 800
				22 186		22 186	22 717
4	1 471	8 725				10 200	29 983
4	16 271	8 725	-	22 186	-	47 186	67 500
185	126 400	37 022	15 287	31 672	(9 662)	209 303 ⁽¹⁾	292 269

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		4 558	4 240
Fonctionnement		14 351	15 357
Capital		(1 685)	57 991
Intérêt		1 427	2 232
Support		190 653	212 448
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>219 019</u>	<u>209 303</u> ⁽¹⁾	<u>292 269</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 662 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		274 884	273 357
Fonctionnement		61 864	60 757
Capital		8 658	8 411
Intérêt		104	1
Support		25 000	21 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>370 509</u>	<u>370 509</u>	<u>363 526</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Direction, administration et gestion des programmes					
Votés	15 008	15 008			
Permanents	518 161	72 689	445 472		
Ne nécessitant pas de crédits		(11 499)			
	<u>533 169</u>	<u>76 198</u>	<u>445 472</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement du tourisme					
Votés	164 528	163 528		1 000	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>164 528</u>	<u>163 528</u>	<u>-</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	126 785	126 785			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>126 785</u>	<u>126 785</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>824 482</u>	<u>366 511</u>	<u>445 472</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
Votés	306 321	305 321		1 000	
Permanents	518 161	72 689	445 472		
Ne nécessitant pas de crédits		(11 499)			
Total	<u>824 482</u>	<u>366 511</u>	<u>445 472</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
Dépenses	379 010	366 511		1 000	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	445 472		445 472		
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>824 482</u>	<u>366 511</u>	<u>445 472</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1							
Mission : Économie et environnement							
Direction, administration et gestion des programmes							
1. Direction et administration	4 412						
Permanents (1)	10						
2. Gestion des programmes	10 596						
3. Modification comptable – Paiements de transfert							
Permanents (2)	518 152	445 472 ⁽³⁾					
Variation à la baisse de la dépense							
Total	533 169	445 472	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2 **Développement du tourisme**
Mission : Économie et environnement

1. Soutien aux projets de développement du tourisme	83 295						
2. Appui aux organisations de développement touristique régional	41 823						
3. Soutien aux événements touristiques	39 410						
Total	164 528	-	-	-	-	-	-

PROGRAMME 3 **Organismes relevant du ministre**
Mission : Économie et environnement

1. Société du Centre des congrès de Québec	20 591						
2. Société du Palais des congrès de Montréal	47 945						
3. Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	58 248						
Total	126 785	-	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

			4 412					
			10					
			10 596					
			72 679					
								(11 499)
-	-	87 697	-	-	-	-	-	(11 499)

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

			82 295		1 000			
			41 823					
			39 410					
-	-	163 528	-	1 000	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.

			20 591					
			47 945					
			58 248					
-	126 785	-	-	-	-	-	-	-

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	306 321					
Permanents	518 161	445 472				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	824 482	445 472	-	-	-	-

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	126 785	(11 499)	115 286
Affectation à un fonds spécial	251 226		251 226
Service de la dette			
Total	378 010	(11 499)	366 511

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	126 785	178 537 72 689		1 000			(11 499) ⁽¹⁾
-	126 785	251 226	-	1 000	-	-	(11 499)

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes				
Votés	14 908			
Permanents	10			
	<u>14 918</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Développement du tourisme				
Votés	97 128			
Permanents				
	<u>97 128</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Organismes relevant du ministre				
Votés	103 666			
Permanents				
	<u>103 666</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	215 702			
Permanents	10			
Total	<u>215 712</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		518 152		100				15 008
		<u>518 152</u>		<u>100</u>				<u>518 161</u>
-	-	<u>518 152</u>		<u>100</u>		-		<u>533 169</u>
				67 400				164 528
		<u>-</u>		<u>67 400</u>		<u>-</u>		<u>164 528</u>
				23 119				126 785
		<u>-</u>		<u>23 119</u>		<u>-</u>		<u>126 785</u>
		518 152		90 619				306 321
		<u>518 152</u>		<u>90 619</u>		<u>-</u>		<u>518 161</u>
-	-	<u>518 152</u>		<u>90 619</u>		<u>-</u>		<u>824 482</u>

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
Programme 3 – Organismes relevant du ministre			
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique			
Société du Centre des congrès de Québec			
Société du Palais des congrès de Montréal			
	126 785	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	126 785	-	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 11 499 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
										(11 499)		(11 499)	7 345
-		-		-		-		-		(11 499)		(11 499) ⁽¹⁾	7 345
								58 248				58 248	72 031
								20 591				20 591	19 523
								47 945				47 945	50 578
-		-		-		-		126 785		-		126 785	142 132
-		-		-		-		126 785		(11 499)		115 286 ⁽¹⁾	149 477

TOURISME**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		17 505	22 783
Fonctionnement		40 570	54 384
Capital		43 884	58 180
Intérêt		13 327	14 129
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>126 785</u>	<u>115 286</u> ⁽¹⁾	<u>149 477</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 11 499 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		10 051	10 036
Fonctionnement		4 517	5 832
Capital		5 599	9 670
Intérêt		1 062	1 925
Support		229 996	179 801
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>252 226</u>	<u>251 226</u>	<u>207 264</u>

TRANSPORTS**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	50 452	46 223
Revenus divers	19 969	18 712
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>70 421</u>	<u>64 935</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>4 120</u>	<u>163</u>
Total des revenus	<u><u>74 541</u></u>	<u><u>65 098</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	2 975 248	2 875 314	99 934		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		23 341			
	<u>2 975 248</u>	<u>2 898 655</u>	<u>99 934</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	69 052	63 702	5 350		
Permanents	6 119 404	5 714 983	404 422		
Ne nécessitant pas de crédits		5 240			
	<u>6 188 457</u>	<u>5 783 926</u>	<u>409 771</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>9 163 705</u>	<u>8 682 580</u>	<u>509 706</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	3 044 300	2 939 016	105 284		
Permanents	6 119 404	5 714 983	404 422		
Ne nécessitant pas de crédits		28 581			
Total	<u>9 163 705</u>	<u>8 682 580</u>	<u>509 706</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	8 653 999	8 682 580			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	404 842		404 842		
Immobilisations tangibles	98 619		98 619		
Immobilisations en ressources informationnelles	6 245		6 245		
Total	<u>9 163 705</u>	<u>8 682 580</u>	<u>509 706</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Infrastructures et systèmes de transport						
1. Transport terrestre	2 650 069	420 ⁽¹⁾	62 655	794	57 422	389 642
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
2. Transport maritime	229 946		191		1 344	1 965
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	83 872		35 773		8 216	10 829
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	11 361			101	9 398	1 862
Amortissement des immobilisations						
Total	2 975 248	420	98 619	895	76 380	404 298

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2

Mission : Économie et environnement

Administration et services corporatifs

1. Direction	9 914				8 976	644
Permanents (1)	19					19
2. Services corporatifs	50 314			5 350	31 309	13 655
Permanents (2)	586					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	8 824				8 197	472
4. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (3)	6 118 799	404 422 ⁽⁴⁾				
Total	6 188 457	404 422	-	5 350	48 483	14 790

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(4) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières de même que l'amélioration, la réfection, et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions notamment en transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme regroupe les activités et mandats du Secrétariat aux affaires maritimes et comprend une contribution du Ministère au Fonds des réseaux de transport terrestre pour le financement des infrastructures routières et de transport collectif.

	139 683	1 999 453					4 745
							125
	226 447						2 666
	29 054						14 713
							1 092
<u>-</u>	<u>395 184</u>	<u>1 999 453</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>23 341</u>

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	294						
	586						5 240
	154						
	53 338	5 661 040					
<u>586</u>	<u>53 786</u>	<u>5 661 040</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5 240</u>

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	3 044 300	420	98 619	6 245	124 862	419 069
Permanents	6 119 404	404 422				19
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Total	9 163 705	404 842	98 619	6 245	124 862	419 088

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	124 862		124 862
Fonctionnement	419 088	28 581	447 670
Créances douteuses et autres provisions	586		586
Transfert	448 969		448 969
Affectation à un fonds spécial	7 660 493		7 660 493
Service de la dette			
Total	8 653 999	28 581	8 682 580

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	395 632	1 999 453					
586	53 338	5 661 040					28 456
							125
586	448 969	7 660 493	-	-	-	-	28 581

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	1 293 877			
Permanents				
	<u>1 293 877</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Administration et services corporatifs				
Votés	61 636			
Permanents	44			
	<u>61 681</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 355 513			
Permanents	44			
Total	<u>1 355 558</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions	+,(-)					
1 293				1 680 078				2 975 248
<u>1 293</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>1 680 078</u>		<u>-</u>		<u>2 975 248</u>
		6 118 799		7 416		561		69 052
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 118 799</u>		<u>7 416</u>		<u>561</u>		<u>6 119 404</u>
1 293		6 118 799		1 687 494		561		3 044 300
<u>1 293</u>	<u>-</u>	<u>6 118 799</u>		<u>1 687 494</u>		<u>561</u>		<u>9 163 705</u>

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées			
Aide aux chemins d'accès isolés			
Aide spécifique pour le transport adapté			
Société des Traversiers du Québec			
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques			
Transport aérien		15 321	
Transport ferroviaire			
Transport maritime		5 973	
Transport terrestre		20	
Autres		1 113	
	<u>395 184</u>	<u>22 427</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>53 786</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>448 969</u>	<u>22 427</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
			12 250			12 250	1 595
		199				199	8 884
	117 780					117 780	697
				207 076		207 076	62 018
	9 392	50	4 272			29 035	196 977
		2 500				2 500	5 500
1 000	5 619	6 778				19 371	41 203
	225	3 193				3 438	2 500
	2 417	4				3 534	14 231
<u>1 000</u>	<u>135 434</u>	<u>12 724</u>	<u>16 522</u>	<u>207 076</u>	<u>-</u>	<u>395 184</u>	<u>5 996</u>
20		119		15		154	102
		294				294	374
					53 338	53 338	17 724
<u>20</u>	<u>-</u>	<u>413</u>	<u>-</u>	<u>15</u>	<u>53 338</u>	<u>53 786</u>	<u>18 200</u>
<u>1 020</u>	<u>135 434</u>	<u>13 138</u>	<u>16 522</u>	<u>207 091</u>	<u>53 338</u>	<u>448 969</u>	<u>358 562</u>

TRANSPORTS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		54 992	48 066
Fonctionnement		130 586	127 942
Capital		89 931	55 567
Intérêt		7 760	7 739
Support		165 699	119 249
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>448 969</u>	<u>448 969</u>	<u>358 562</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		7 660 493	1 951 187
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>7 660 493</u>	<u>7 660 493</u>	<u>1 951 187</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	36 038	32 020
Revenus divers	75 914	84 918
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u> </u>	<u> </u>
Revenus autonomes	<u>111 952</u>	<u>116 938</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>802 245</u>	<u>750 265</u>
Total des revenus	<u>914 197</u>	<u>867 203</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Votés	593 016	575 645	356	17 015	
Permanents	92	92			
Ne nécessitant pas de crédits		449			
	<u>593 108</u>	<u>576 186</u>	<u>356</u>	<u>17 015</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 147 030	2 888 857		258 174	
Permanents	22 047	22 047			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 169 077</u>	<u>2 910 904</u>	<u>-</u>	<u>258 174</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	903 177	888 176		15 000	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>903 177</u>	<u>888 176</u>	<u>-</u>	<u>15 000</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 665 362</u>	<u>4 375 266</u>	<u>356</u>	<u>290 189</u>	<u>-</u>
Votés	4 643 223	4 352 678	356	290 189	
Permanents	22 138	22 138			
Ne nécessitant pas de crédits		449			
Total	<u>4 665 362</u>	<u>4 375 266</u>	<u>356</u>	<u>290 189</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 662 096	4 375 266		287 279	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 681		1	1 680	
Immobilisations tangibles	1 585		355	1 230	
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>4 665 362</u>	<u>4 375 266</u>	<u>356</u>	<u>290 189</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1	Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Direction et administration	138 669		355		48 883	54 180
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	31					
Amortissement des immobilisations						
2. Solidarité sociale et analyse stratégique	110 795	1			99 749	10 213
3. Services d'aide à l'emploi	212 714					93
4. Services Québec	85 748					
5. Recouvrement	7 658				7 186	432
Permanents (2)	51					51
6. Relations du travail	32 029				6 541	1 385
7. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	5 403					
Total	593 108	1	355	-	162 358	66 365

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	570	19 540				15 141	
31							449
	220					612	
		212 040				581	
		85 748					
						40	
	23 462					641	
		5 403					
31	24 252	322 731	-	-	-	17 015	449

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère tels que les mesures d'aide financière, les mesures d'aide à l'emploi ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Ce programme vise aussi à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à l'exercice de la mission dévolue au Ministère. Également, il assure l'administration de la Commission des partenaires du marché du travail. De plus, ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail. Aussi, il vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens. Enfin, il permet de verser au Fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère et il contribue à financer le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	-	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Mesures d'aide financière						
1. Aide aux personnes et aux familles	3 039 805					
Permanents (1)	22 047					
2. Action communautaire	75 395					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	31 830					
Total	3 169 077	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 3
Mission : Économie et environnement

Mesures d'aide à l'emploi

1. Mesures d'aide à l'emploi	903 177					
Total	903 177	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				

Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales.

	2 751 602	33 002				255 201	
22 047							
	36 557	38 187				651	
	29 509					2 321	
22 047	2 817 668	71 189	-	-	-	258 174	-

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi dont l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

	12 500	875 676				15 000	
-	12 500	875 676	-	-	-	15 000	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	4 643 223	1	355	162 358	66 304	
Permanents	22 138				61	
Amortissement des immobilisations						
Total	4 665 362	1	355	162 358	66 365	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	162 358		162 358
Fonctionnement	66 365	449	66 814
Créances douteuses et autres provisions	22 078		22 078
Transfert	2 854 419		2 854 419
Affectation à un fonds spécial	1 269 597		1 269 597
Service de la dette			
Total	4 374 816	449	4 375 266

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	2 854 419	1 269 597				290 189	
22 078							449
22 078	2 854 419	1 269 597	-	-	-	290 189	449

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle				
Votés	571 942			
Permanents	10			
	<u>571 952</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Mesures d'aide financière				
Votés	3 109 880			
Permanents	5 500			
	<u>3 115 380</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	874 036			
Permanents				
	<u>874 036</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	4 555 858			
Permanents	5 510			
Total	<u>4 561 368</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+	(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions							
4 726					16 349				593 016
							81		92
<u>4 726</u>	<u>-</u>	<u>-</u>			<u>16 349</u>		<u>81</u>		<u>593 108</u>
					37 150				3 147 030
							16 547		22 047
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>			<u>37 150</u>		<u>16 547</u>		<u>3 169 077</u>
					29 141				903 177
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>			<u>29 141</u>		<u>-</u>		<u>903 177</u>
4 726					82 640				4 643 223
							16 628		22 138
<u>4 726</u>	<u>-</u>	<u>-</u>			<u>82 640</u>		<u>16 628</u>		<u>4 665 362</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle			
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail			
Autres			
	24 252	-	-
Programme 2 – Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles			
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris			
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires			
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire			
Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi			
	3 074 201	-	-
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		12 500	
	27 500	12 500	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 125 953	12 500	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
				18 400		18 400	35 350
		570		5 282		5 852	6 615
-	-	570	-	23 682	-	24 252	41 965
		3 366	2 748 236			2 751 602	2 804 009
			27 397	2 112		29 509	30 650
		112				112	304
		6 208				6 208	6 167
		30 237				30 237	
-	-	39 923	2 775 633	2 112	-	2 817 668	2 841 130
						12 500	75 000
-	-	-	-	-	-	12 500	75 000
-	-	40 493	2 775 633	25 794	-	2 854 419	2 958 095

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		20 524	20 763
Fonctionnement		833	994
Capital		86	39
Support		<u>2 832 976</u>	<u>2 936 298</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 125 953</u>	<u>2 854 419</u>	<u>2 958 095</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		207 519	208 617
Fonctionnement		104 454	101 315
Capital		10 758	7 881
Intérêt			933
Support		<u>946 866</u>	<u>947 164</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 275 047</u>	<u>1 269 597</u>	<u>1 265 910</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 758
Total du portefeuille	2 758
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	
6 Projets d'infrastructures 2015	
Total du portefeuille	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 317
Total du portefeuille	1 317
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
9 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 607
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
11 Financement des unités autonomes de service	1 438
12 Projets d'infrastructures 2008	
Total du portefeuille	3 046
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
14 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	17
16 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	17
ÉDUCATION	
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	170
21 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	170

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				2 758	1 702	1
-		-		2 758	1 702	
12 029				12 029		2
383				383	404	3
108 401				108 401	38 854	4
5 708				5 708	33 058	5
23 166				23 166	51 537	6
149 687		-		149 687	123 853	
103 706				103 706	121 694	7
				1 317	715	8
103 706		-		105 024	122 408	
				1 607	1 433	9
		1 970		1 970		10
				1 438	200	11
					9 000	12
-		1 970		5 016	10 633	
3 618				3 618	400	13
				17	1 535	14
16 923				16 923	102	15
					23 564	16
20 541		-		20 557	25 601	
20 271				20 271	22 063	17
		1 413		1 413	3 477	18
106 281				106 281	41 291	19
24 388				24 558	23 370	20
95 485				95 485		21
246 425		1 413		248 008	90 202	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	25
23 Financement d'infrastructures 2018	
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	93
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	118
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
26 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
27 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
28 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
29 Formation dans les pénitenciers fédéraux	
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	149
31 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	149
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	493
Total du portefeuille	493
FINANCES	
33 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	
Total du portefeuille	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
34 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
35 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	75
Total du portefeuille	75
JUSTICE	
36 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	118 310
39 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
40 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	307
42 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	118 617

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				25	28	22
34 789				34 789	22 921	23
				93		24
454				454	4 726	25
35 244		-		35 362	27 675	
6 448				6 448		26
		1 000		1 000		27
					10 415	28
267				267	184	29
				149	148	30
52 426				52 426		31
59 142		1 000		60 290	10 747	
				493	976	32
-		-		493	976	
1 014 076				1 014 076	495 770	33
1 014 076		-		1 014 076	495 770	
		1 850		1 850	265	34
2 128		271		2 474	789	35
2 128		2 121		4 324	1 054	
489				489	508	36
1 000				1 000		37
1 489		-		1 489	508	
				118 310	110 611	38
					470	39
		15 008		15 008	19 394	40
68 788				69 095	68 716	41
49 645				49 645		42
118 432		15 008		252 058	199 191	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
43 Administration de la Loi sur les armes à feu	
44 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
45 Financement des unités autonomes de service	205
46 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 310
Total du portefeuille	1 515
TRANSPORTS	
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	153
Total du portefeuille	153
TOTAL	128 428

<u>TRANSFERTS FÉDÉRAUX</u>	<u>TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL</u>	=	<u>TOTAL 2022</u>	<u>TOTAL 2021</u>	
5 428			5 428	5 908	43
	300		300		44
3 500			3 705	3 670	45
	2 698		2 698	2 945	46
18 737	60		20 107	40 357	47
27 665	3 058		32 238	52 881	
25 181			25 181	3 234	48
25 181	-		25 181	3 234	
	4 612		4 612	4 686	49
			153	149	50
-	4 612		4 765	4 834	
1 803 714	29 182		1 961 324	1 171 269	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION		
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes		
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
5 Projets d'infrastructures 2008		
6 Projets d'infrastructures 2015		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
9 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 607
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		1 970
11 Financement des unités autonomes de service		1 438
12 Projets d'infrastructures 2008		
Total du portefeuille	-	5 016
ÉCONOMIE ET INNOVATION		
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
14 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
16 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
Total du portefeuille	-	-
ÉDUCATION		
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		20 271
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		106 281
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 188
21 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		86 282
Total du portefeuille	-	214 022

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2022		TOTAL 2021	
				2 758		2 758		1 702	1
-		-		2 758		2 758		1 702	
12 029						12 029			2
383						383		404	3
108 401						108 401		38 854	4
5 708						5 708		33 058	5
23 166						23 166		51 537	6
149 687		-		-		149 687		123 853	
103 706						103 706		121 694	7
1 317						1 317		715	8
105 024		-		-		105 024		122 408	
						1 607		1 433	9
						1 970			10
						1 438		200	11
								9 000	12
-		-		-		5 016		10 633	
								400	13
3 618						3 618		1 535	14
17						17		102	15
16 923						16 923		23 564	16
20 557		-		-		20 557		25 601	
						20 271		22 063	17
1 413						1 413		3 477	18
						106 281		41 291	19
		23 369				24 558		23 370	20
9 203						95 485			21
10 617		23 369		-		248 008		90 202	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
22		
23		
24		
25		
Total du portefeuille	-	-
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
26		6 448
27		
28		
29		267
30		149
31		52 426
Total du portefeuille	-	59 290
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
32		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
33		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
34		
35		
Total du portefeuille	-	-
JUSTICE		
36		
37		
Total du portefeuille	-	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
38	118 310	
39		
40	15 008	
41	69 095	
42		
Total du portefeuille	202 413	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
25			25	28	22
34 789			34 789	22 921	23
93			93		24
454			454	4 726	25
35 362	-	-	35 362	27 675	
			6 448		26
1 000			1 000		27
				10 415	28
			267	184	29
			149	148	30
			52 426		31
1 000	-	-	60 290	10 747	
493			493	976	32
493	-	-	493	976	
1 014 076			1 014 076	495 770	33
1 014 076	-	-	1 014 076	495 770	
1 850			1 850	265	34
2 474			2 474	789	35
4 324	-	-	4 324	1 054	
		489	489	508	36
	1 000		1 000		37
-	1 000	489	1 489	508	
			118 310	110 611	38
				470	39
			15 008	19 394	40
			69 095	68 716	41
49 645			49 645		42
49 645	-	-	252 058	199 191	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
43 Administration de la Loi sur les armes à feu		
44 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
45 Financement des unités autonomes de service		
46 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRANSPORTS		
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale		
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	202 413	278 327

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				5 428		5 428	5 908	43
300						300		44
				3 705		3 705	3 670	45
				2 698		2 698	2 945	46
12				20 095		20 107	40 357	47
312		-		31 926		32 238	52 881	
25 181						25 181	3 234	48
25 181		-		-		25 181	3 234	
				4 612		4 612	4 686	49
				153		153	149	50
-		-		4 765		4 765	4 834	
1 416 276		24 369		39 938		1 961 324	1 171 269	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
Total du portefeuille	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	12 029
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	107 740
5 Projets d'infrastructures 2008	5 508
6 Projets d'infrastructures 2015	22 869
Total du portefeuille	148 146
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	103 236
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	560
Total du portefeuille	103 795
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
9 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 970
11 Financement des unités autonomes de service	
12 Projets d'infrastructures 2008	
Total du portefeuille	1 970
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
14 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	3 453
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
16 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	16 806
Total du portefeuille	20 259
ÉDUCATION	
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	6 478
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	931
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	106 281
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	24 388
21 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	95 485
Total du portefeuille	233 563

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
38		2 721		2 758	1 702	1
38		2 721		2 758	1 702	
				12 029		2
290		94		383	404	3
539		121		108 401	38 854	4
157		42		5 708	33 058	5
244		53		23 166	51 537	6
1 230		311		149 687	123 853	
367		103		103 706	121 694	7
7		751		1 317	715	8
374		854		105 024	122 408	
307		1 300		1 607	1 433	9
				1 970		10
624		815		1 438	200	11
					9 000	12
931		2 115		5 016	10 633	
					400	13
165				3 618	1 535	14
		17		17	102	15
117				16 923	23 564	16
281		17		20 557	25 601	
202		13 591		20 271	22 063	17
		483		1 413	3 477	18
				106 281	41 291	19
		170		24 558	23 370	20
				95 485		21
202		14 243		248 008	90 202	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
23 Financement d'infrastructures 2018	34 789
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	435
Total du portefeuille	35 224
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
26 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	4 353
27 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 000
28 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
29 Formation dans les pénitenciers fédéraux	267
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
31 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	52 426
Total du portefeuille	58 047
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
FINANCES	
33 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	1 014 076 ⁽¹⁾
Total du portefeuille	1 014 076
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
34 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
35 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	388
Total du portefeuille	388
JUSTICE	
36 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	118 310
39 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
40 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	15 008
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	69 033
42 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	49 645
Total du portefeuille	251 996

(1) Ce montant a été transféré à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2022, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 1 425 420 k\$.

RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT =	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
13	12	25	28	22
		34 789	22 921	23
	93	93		24
19		454	4 726	25
33	105	35 362	27 675	
	2 095	6 448		26
		1 000		27
			10 415	28
		267	184	29
	149	149	148	30
		52 426		31
-	2 243	60 290	10 747	
493		493	976	32
493	-	493	976	
		1 014 076	495 770	33
-	-	1 014 076	495 770	
	1 850	1 850	265	34
321	1 766	2 474	789	35
321	3 616	4 324	1 054	
	489	489	508	36
730	270	1 000		37
730	758	1 489	508	
		118 310	110 611	38
			470	39
		15 008	19 394	40
	62	69 095	68 716	41
		49 645		42
-	62	252 058	199 191	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
43 Administration de la Loi sur les armes à feu	
44 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	300
45 Financement des unités autonomes de service	
46 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 357
Total du portefeuille	6 657
TRANSPORTS	
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 988
Total du portefeuille	7 988
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TOTAL	1 882 107

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
4 759		669		5 428	5 908	43
				300		44
2 609		1 097		3 705	3 670	45
2 359		340		2 698	2 945	46
9 101		4 649		20 107	40 357	47
18 827		6 754		32 238	52 881	
		17 193		25 181	3 234	48
-		17 193		25 181	3 234	
2 435		2 177		4 612	4 686	49
95		58		153	149	50
2 530		2 235		4 765	4 834	
25 990		53 227		1 961 324	1 171 269	

Section

B

FONDS SPÉCIAUX

**1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES
DÉPENSES ET DES
INVESTISSEMENTS DES FONDS
SPÉCIAUX SUR LES SOMMES
APPROUVÉES**

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2022

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au débit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2022, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés.

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées

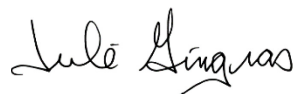
(en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds de la cybersécurité et du numérique	3 142	—
Culture et Communications		
Fonds Avenir Mécénat Culture	57	—
Économie et Innovation		
Capital ressources naturelles et énergie	51 472	—
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	463	107 929
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds des ressources naturelles	—	71
Fonds d'information sur le territoire	—	13 691

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (suite)
(en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	119 033	—
Finances		
Fonds relatif à l'administration fiscale	609	—
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable territoire forestier	30 011	—
Santé et Services sociaux		
Fonds de soutien aux proches aidants	41 335	—
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	62 598	—
Sécurité publique		
Fonds des services de police	2 838	—
Transports		
Fonds aérien	4 560	—
Fonds de gestion de l'équipement roulant	208	—
Fonds des réseaux de transport terrestre	970 345	—
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	87 722	—
Fonds québécois d'initiatives sociales	1 007	—
	1 375 400	121 691

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 1^{er} novembre 2022

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds régions et ruralité	306 079	181 771	
	<u>306 079</u>	<u>181 771</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds régions et ruralité			
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	269 839	267 500	250 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		624	
Total des revenus	<u>269 839</u>	<u>268 124</u>	<u>250 000</u>
Dépenses			
Transfert	306 079	181 771	137 574
Total des dépenses excluant le service de la dette	306 079	181 771	137 574
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>306 079</u>	<u>181 771</u>	<u>137 574</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(36 240)	86 353	112 426
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>36 240</u>	<u>120 580</u>	<u>8 154</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>-</u></u>	<u><u>206 933</u></u>	<u><u>120 580</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de la Cybersécurité et du Numérique	127 154	130 296	(3 142)
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	<u>492 366</u>	<u>428 252</u>	
	<u>619 520</u>	<u>558 547</u>	<u>(3 142)</u>
Investissements			
Fonds de la Cybersécurité et du Numérique	60 000	35 107	
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	<u>99 980</u>	<u>67 329</u>	
	<u>159 980</u>	<u>102 437</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		685	
Revenus divers	<u>120 764</u>	<u>195 712</u> ⁽¹⁾	
Total des revenus	<u>120 764</u>	<u>196 398</u>	-
Dépenses			
Rémunération	30 457	30 488	
Fonctionnement	95 286	99 047	
Créances douteuses et autres provisions		<u>(2)</u>	
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>125 743</u>	<u>129 534</u>	-
Service de la dette	<u>1 411</u>	<u>762</u>	
Total des dépenses	<u>127 154</u>	<u>130 296</u>	-
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 390)	66 102	-
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>43 390</u>	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>37 000</u></u>	<u><u>66 102</u></u>	<u><u>-</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	5 900	105	
Ressources informationnelles	<u>54 100</u>	<u>35 002</u>	
Total des immobilisations	<u>60 000</u>	<u>35 107</u>	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u><u>60 000</u></u>	<u><u>35 107</u></u>	<u><u>-</u></u>

Note:

Le 1er janvier 2022, en vertu de l'article 20 de la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (RLRQ, chapitre M-17.1.1), le Fonds de la cybersécurité et du numérique est institué.

(1) Cette somme inclut un revenu d'opération de restructuration de 61 439 k\$, opération effectuée en vertu de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, c. 33).

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS DES INFRASTRUCTURES ET DES SERVICES NUMÉRIQUES GOUVERNEMENTAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable		2 056	1 921
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	479 921	363 577	332 746
Total des revenus	479 921	365 633	334 667
Dépenses			
Rémunération	119 172	91 274	73 248
Fonctionnement	369 000	333 128 ⁽¹⁾	194 923
Créances douteuses et autres provisions		1	13
Total des dépenses excluant le service de la dette	488 172	424 403	268 184
Service de la dette	4 194	3 849	3 864
Total des dépenses	492 366	428 252	272 048
Surplus (déficit) de l'exercice	(12 445)	(62 619)	62 619
Surplus (déficit) cumulé au début	59 316	62 619	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	46 871	-	62 619
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	11 788	3 848	2 251
Ressources informationnelles	88 191	63 481	33 637
Total des immobilisations	99 980	67 329	35 888
Prêts, placements, avances et autres coûts			70 667
Total des investissements	99 980	67 329	106 556

Note:

Le 1er janvier 2022, en vertu de l'article 32 de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, c. 33), le Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux est aboli.

- (1) Cette somme inclut une dépense d'opération de restructuration de 61 439 k\$, opération effectuée en vertu de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, c. 33).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 004	5 060	(57)
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>45 327</u>	<u>19 994⁽¹⁾</u>	
	<u>50 331</u>	<u>25 054</u>	<u>(57)</u>
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture			
Fonds du patrimoine culturel québécois			
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Taxes à la consommation	5 000	5 000	5 000
Revenus divers	6	11	32
Total des revenus	5 006	5 011	5 032
Dépenses			
Rémunération	248		
Fonctionnement			33
Transfert	4 756	5 060	5 064
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 004	5 060	5 097
Service de la dette			
Total des dépenses	5 004	5 060	5 097
Surplus (déficit) de l'exercice	2	(49)	(65)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	304	369
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2	255	304
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable		6 592	
Taxes à la consommation	19 500	19 500	23 500
Revenus divers	321	103	232
Total des revenus	19 821	26 196	23 732
Dépenses			
Rémunération	560	738	
Fonctionnement	20	2	2
Transfert	44 747	16 653	10 894
Total des dépenses excluant le service de la dette	45 327	17 394	10 897
Service de la dette			
Total des dépenses	45 327	17 394	10 897
Modification comptable – Paiements de transfert		2 600	
Total des dépenses à approuver	45 327	19 994	10 897
Surplus (déficit) de l'exercice	(25 506)	8 802	12 836
Surplus (déficit) cumulé au début	40 431	40 827	39 112
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses			(11 121)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(11 121)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	40 431	40 827	27 991
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 925	49 628	40 827
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			11 121
Total des investissements	-	-	11 121

ÉCONOMIE ET INNOVATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Capital ressources naturelles et énergie	1 408	52 880 ⁽¹⁾	(51 472)
Fonds du développement économique	634 957	435 707 ⁽¹⁾	
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	<u>150</u>	<u>613</u>	<u>(463)</u>
	<u>636 515</u>	<u>489 200</u>	<u>(51 935)</u>
Investissements			
Capital ressources naturelles et énergie	73 500	33 303	
Fonds du développement économique	1 486 157	1 362 971	
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	<u>100 000</u>	<u>207 929</u>	<u>(107 929)</u>
	<u>1 659 657</u>	<u>1 604 203</u>	<u>(107 929)</u>

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CAPITAL RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus divers	398	4 375	2 204
Total des revenus	398	4 375	2 204
Dépenses			
Fonctionnement		331	328
Créances douteuses et autres provisions	1 408	52 549	32 413
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		63	1 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 408	52 943	33 740
Service de la dette			
Total des dépenses	1 408	52 943	33 740
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(63)	(1 000)
Total des dépenses à approuver	1 408	52 880	32 740
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 010)	(48 568)	(31 537)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	44 991	(158 843)	(127 307)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	43 981	(207 412)	(158 843)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		295 826	252 276
Surplus (déficit) cumulé à la fin	43 981	88 414	93 433
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	73 500	33 303	7 485
Total des investissements	73 500	33 303	7 485

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	488 276	194 337	474 718
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		22 552	15 218
Revenus divers	146 681	231 520	180 492
Transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	634 957	448 410	670 428
Dépenses			
Fonctionnement	90 825	136 991	115 957
Transfert	234 475	239 802	137 867
Créances douteuses et autres provisions	217 346	(19 767)	329 906
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		12 703	6 630
Total des dépenses excluant le service de la dette	542 646	369 729	590 360
Service de la dette	92 311	78 680	80 068
Total des dépenses	634 957	448 410	670 428
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(12 703)	(6 630)
Total des dépenses à approuver	634 957	435 707	663 798
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	85 834	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	85 834	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(8 476)	26 517
Surplus (déficit) cumulé à la fin	85 834	74 508	109 501
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 486 157	1 362 971	1 136 339
Total des investissements	1 486 157	1 362 971	1 136 339

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus divers	501	613	123
Total des revenus	501	613	123
Dépenses			
Fonctionnement		613	144
Créances douteuses et autres provisions	150		
Total des dépenses excluant le service de la dette	150	613	144
Service de la dette			
Total des dépenses	150	613	144
Surplus (déficit) de l'exercice	351	-	(21)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	409	(21)	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	760	(21)	(21)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(6 374)	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	760	(6 395)	(21)
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	100 000	207 929	
Total des investissements	100 000	207 929	-

ÉDUCATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	<u>97 880</u>	<u>76 416</u> ⁽¹⁾	
	<u>97 880</u>	<u>76 416</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	<u>98 031</u>	<u>32 334</u>	
	<u>98 031</u>	<u>32 334</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

ÉDUCATION

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable		166 174	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	90 000	90 000	80 000
Revenus divers	2 017	1 459	2 627
Transferts du gouvernement fédéral			4 000
Total des revenus	92 017	257 633	86 627
Dépenses			
Rémunération	793	816	802
Fonctionnement	32	28	44
Transfert	97 056	69 168	66 722
Total des dépenses excluant le service de la dette	97 880	70 011	67 568
Service de la dette			
Total des dépenses	97 880	70 011	67 568
Modification comptable – Paiements de transfert		6 405	
Total des dépenses à approuver	97 880	76 416	67 568
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 864)	187 623	19 060
Surplus (déficit) cumulé au début	201 675	38 859	205 237
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses			(185 437)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(185 437)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	201 675	38 859	19 799
Surplus (déficit) cumulé à la fin	195 811	226 481	38 859
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	98 031	32 334	240 270
Total des investissements	98 031	32 334	240 270

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	69 662	39 997	
Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	111 843	84 028	
Fonds d'information sur le territoire	<u>146 593</u>	<u>129 659</u>	
	<u>328 098</u>	<u>253 684</u>	-
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	625	696	(71)
Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	408	403	
Fonds d'information sur le territoire	<u>63 786</u>	<u>77 477</u>	<u>(13 691)</u>
	<u>64 819</u>	<u>78 576</u>	<u>(13 762)</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	21 597	21 597	15 055
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	43 185	42 909	42 151
Revenus divers	<u>125</u>	<u>232</u>	<u>210</u>
Total des revenus	<u>64 907</u>	<u>64 737</u>	<u>57 416</u>
Dépenses			
Rémunération	27 716	16 305	12 834
Fonctionnement	21 750	12 566	7 239
Transfert	20 195	11 126	17 694
Créances douteuses et autres provisions	<u>1</u>		
Total des dépenses excluant le service de la dette	69 662	39 997	37 767
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>69 662</u>	<u>39 997</u>	<u>37 767</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 755)	24 740	19 649
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>38 429</u>	<u>54 386</u>	<u>34 737</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>33 674</u>	<u>79 126</u>	<u>54 386</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	250	544	271
Ressources informationnelles	<u>375</u>	<u>152</u>	<u>155</u>
Total des immobilisations	625	696	426
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>625</u>	<u>696</u>	<u>426</u>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune, en vigueur depuis le 11 juin 2021, font partie du portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION, D'INNOVATION ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2022	RÉELS ⁽¹⁾ 2021
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	13 400	5 262	49 772
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	85 265	85 075	36 681
Revenus divers		593	14 832
Transferts du gouvernement fédéral	<u>13 178</u>	<u>4 161</u>	<u>610</u>
Total des revenus	<u>111 843</u>	<u>95 091</u>	<u>101 895</u>
Dépenses			
Rémunération	1 258	4 856	1 868
Fonctionnement	13 079	33 284	12 191
Transfert	97 506	44 043	89 564
Créances douteuses et autres provisions		<u>1 817</u>	
Total des dépenses excluant le service de la dette	111 843	84 000	103 624
Service de la dette		<u>28</u>	<u>12</u>
Total des dépenses	<u>111 843</u>	<u>84 028</u>	<u>103 636</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	11 063	(1 742)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	<u>72</u>	<u>1 814</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	<u><u>11 135</u></u>	<u><u>72</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	4		
Ressources informationnelles	<u>404</u>	<u>403</u>	<u>17</u>
Total des immobilisations	408	403	17
Prêts, placements, avances et autres coûts			<u>34 015</u>
Total des investissements	<u><u>408</u></u>	<u><u>403</u></u>	<u><u>34 032</u></u>

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Droits et permis		48	
Revenus divers	<u>181 286</u>	<u>200 563</u>	<u>168 707</u>
Total des revenus	<u>181 286</u>	<u>200 612</u>	<u>168 707</u>
Dépenses			
Rémunération	51 858	47 761	31 636
Fonctionnement	94 735	81 712	74 768
Créances douteuses et autres provisions		<u>186</u>	<u>3</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>146 593</u>	<u>129 659</u>	<u>106 407</u>
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>146 593</u>	<u>129 659</u>	<u>106 407</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	34 693	70 953	62 300
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>665 717</u>	<u>690 197</u>	<u>627 897</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>700 410</u></u>	<u><u>761 150</u></u>	<u><u>690 197</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	2 898	2 610	4 245
Ressources informationnelles	<u>1 765</u>	<u>1 520</u>	<u>2 615</u>
Total des immobilisations	<u>4 663</u>	<u>4 130</u>	<u>6 860</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>59 124</u>	<u>73 347</u>	<u>81 626</u>
Total des investissements	<u><u>63 786</u></u>	<u><u>77 477</u></u>	<u><u>88 486</u></u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	-
Investissements			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires			
	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Total des revenus	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	25 000
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 295 271	1 179 515	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	<u>269 472</u>	<u>206 141</u>	
	<u>1 564 743</u>	<u>1 385 655</u>	-
Investissements			
Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 274	745	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	<u>250</u>	<u>43</u>	
	<u>1 524</u>	<u>788</u>	-

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2022	RÉELS ⁽²⁾ 2021
Revenus			
Droits et permis	1 047 252	1 299 088	721 695
Revenus divers	3 678	4 384	5 355
Transferts du gouvernement fédéral	44 277	37 830	45 461
Total des revenus	1 095 206	1 341 302	772 511
Dépenses			
Rémunération	34 100	28 277	24 889
Fonctionnement	45 581	26 181	314 327
Transfert	1 215 590	1 124 420	742 212
Créances douteuses et autres provisions		638	389
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 295 271	1 179 515	1 081 818
Service de la dette			
Total des dépenses	1 295 271	1 179 515	1 081 818
Surplus (déficit) de l'exercice	(200 065)	161 788	(309 307)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 416 497	1 390 310	1 720 254
Redressements des années antérieures			
Revenus			14 825
Dépenses			(35 463) ⁽³⁾
Total des redressements des années antérieures	-	-	(20 638)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	1 416 497	1 390 310	1 699 616
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 216 432	1 552 098	1 390 310
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	1 240	721	1 267
Ressources informationnelles	34	23	278
Total des immobilisations	1 274	745	1 545
Prêts, placements, avances et autres coûts			265
Total des investissements	1 274	745	1 810

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS ⁽¹⁾ 2022</u>	<u>RÉELS ⁽²⁾ 2021</u>
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Habitation	7 940	5 472	3 956
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	755	411	1 618
Économie et Innovation	5 289	29 821	16 985
Éducation	12 909	19 025	15 053
Énergie et Ressources naturelles	645 657	447 715	315 916
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	119 565	232 680	424 196
Forêts, Faune et Parcs	25 477	15 118	17 281
Relations internationales et Francophonie		9 822	278
Santé et Services sociaux	6 788	3 080	7 824
Sécurité publique	533	807	3 844
Tourisme	523	4 223	270
Transports	465 835	411 341	274 597
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 000		
Total des dépenses	<u>1 295 271</u>	<u>1 179 515</u>	<u>1 081 818</u>

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les informations préliminaires publiées en 2020-2021 ont été modifiées pour tenir compte des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2020-2021. Ces modifications ne créent pas, dans l'année à laquelle elles se rapportent, d'excédent sur les sommes approuvées.

(3) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2019-2020. Ce redressement ne crée pas, dans l'année à laquelle il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS ⁽¹⁾ 2022</u>	<u>RÉELS ⁽¹⁾ 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		409	186
Droits et permis	153 934	193 663	102 277
Revenus divers	17 374	13 410	314 674
Transferts du gouvernement fédéral	<u>41 578</u>	<u>32 032</u>	<u>4 937</u>
Total des revenus	<u>212 885</u>	<u>239 513</u>	<u>422 074</u>
Dépenses			
Rémunération	29 511	32 124	22 571
Fonctionnement	14 917	13 339	9 673
Transfert	224 970	160 519	49 213
Créances douteuses et autres provisions	<u>75</u>	<u>158</u>	<u>282</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	269 472	206 141	81 738
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>269 472</u>	<u>206 141</u>	<u>81 738</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(56 587)	33 372	340 336
Surplus (déficit) cumulé au début	440 017	556 444	182 464
Redressements des années antérieures			
Revenus		(12 232)	590
Dépenses		<u>(27 364)</u>	<u>(6 542)</u> ⁽²⁾
Total des redressements des années antérieures	<u>-</u>	<u>(39 596)</u>	<u>(5 952)</u>
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	<u>440 017</u>	<u>516 848</u>	<u>176 512</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>383 430</u>	<u>550 221</u>	<u>516 847</u>
Immobilisations :			
Tangibles	250	32	103
Ressources informationnelles		<u>12</u>	<u>1 612</u>
Total des immobilisations	250	43	1 715
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>250</u>	<u>43</u>	<u>1 715</u>

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021. Ce redressement ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

FAMILLE**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	<u>2 743 585</u>	<u>2 862 618</u> ⁽¹⁾	<u>(119 033)</u>
	<u>2 743 585</u>	<u>2 862 618</u>	<u>(119 033)</u>
Investissements			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	2 743 585	3 297 269	2 729 858
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		145	
Total des revenus	2 743 585	3 297 414	2 729 858
Dépenses			
Transfert	2 743 582	2 880 629	2 723 620
Créances douteuses et autres provisions	3	(7)	(67)
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 743 585	2 880 622	2 723 553
Service de la dette			
Total des dépenses	2 743 585	2 880 622	2 723 553
Modification comptable – Paiements de transfert		(18 004)	
Total des dépenses à approuver	2 743 585	2 862 618	2 723 553
Surplus (déficit) de l'exercice	-	416 792	6 305
Surplus (déficit) cumulé au début	-	(416 792)	-
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses			(423 097)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(423 097)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	-	(416 792)	(423 097)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	(416 792)
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			423 097
Total des investissements	-	-	423 097

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement	2 911	2 598 ⁽¹⁾	
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	235 000	222 438	
Fonds des générations		⁽²⁾	
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	174 518	111 770	
Fonds du centre financier de Montréal	1 391	1 391	
Fonds du Plan Nord	130 166	69 395	
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	4 376	2 949	
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>1 078 469</u>	<u>1 079 078</u>	<u>(609)</u>
	<u>1 626 830</u>	<u>1 489 619</u>	<u>(609)</u>
Investissements			
Fonds de financement		⁽³⁾	
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux			
Fonds des générations		⁽²⁾	
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis			
Fonds du centre financier de Montréal			
Fonds du Plan Nord			
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	12 381	71	
Fonds relatif à l'administration fiscale			
	<u>12 381</u>	<u>71</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus divers	1 882 789	1 848 418	1 825 779
Total des revenus	1 882 789	1 848 418	1 825 779
Dépenses			
Rémunération	1 659	1 559	1 516
Fonctionnement	1 252	1 039	967
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 911	2 598	2 483
Service de la dette	1 842 434	1 803 008	1 757 542
Total des dépenses	1 845 345	1 805 606	1 760 025
Surplus (déficit) de l'exercice	37 445	42 811	65 754
Surplus (déficit) cumulé au début	687 546	721 446	655 692
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses		(85 682)	
Total des redressements des années antérieures	-	(85 682)	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	687 546	635 764	655 692
Surplus (déficit) cumulé à la fin	724 991	678 576	721 446
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	12 570 265	12 652 377	11 585 111
Total des investissements	12 570 265	12 652 377	11 585 111

FINANCES**FONDS DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INVESTISSEMENT ET DES CONTRATS SPÉCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	235 000	222 438	161 288
Total des revenus	<u>235 000</u>	<u>222 438</u>	<u>161 288</u>
Dépenses			
Transfert	235 000	222 438	161 288
Total des dépenses excluant le service de la dette	235 000	222 438	161 288
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>235 000</u>	<u>222 438</u>	<u>161 288</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Taxes à la consommation	500 000	500 000	500 000
Droits et permis	1 238 000	1 899 391	1 407 648
Revenus divers	632 000	514 632	808 564
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>710 000</u>	<u>703 000</u>	<u>597 000</u>
Total des revenus	<u>3 080 000</u>	<u>3 617 023</u>	<u>3 313 212</u>
Dépenses			
Dépenses			
Total des dépenses excluant le service de la dette	-	-	-
Service de la dette			
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	3 080 000	3 617 023	3 313 212
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>11 913 156</u>	<u>12 212 369</u>	<u>8 899 156</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>14 993 156</u>	<u>15 829 392</u>	<u>12 212 369</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>3 080 000⁽¹⁾</u>	<u>3 609 265⁽¹⁾</u>	<u>3 305 018⁽¹⁾</u>
Total des investissements	<u>3 080 000</u>	<u>3 609 265</u>	<u>3 305 018</u>

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

FINANCES

FONDS DES REVENUS PROVENANT DE LA VENTE DE CANNABIS (*) RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Taxes à la consommation	76 303	82 221	75 640
Revenus divers		97	18
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>98 333</u>	<u>75 709</u>	<u>66 504</u>
Total des revenus	<u>174 636</u>	<u>158 027</u>	<u>142 162</u>
Dépenses			
Fonctionnement	13 096	10 987	9 199
Transfert	<u>160 999</u>	<u>100 782</u>	<u>81 533</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	174 095	111 770	90 732
Service de la dette	<u>423</u>		<u>46</u>
Total des dépenses	<u>174 518</u>	<u>111 770</u>	<u>90 777</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	118	46 257	51 384
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>48 566</u>	<u>60 657</u>	<u>9 272</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>48 684</u>	<u>106 914</u>	<u>60 657</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	-	-	-

(*) Depuis le 24 février 2022, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions (2022, chapitre 3), le nom du Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis est remplacé par celui de Fonds de lutte contre les dépendances.

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	600	600	600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	<u>947</u>	<u>1 223</u>	<u>965</u>
Total des revenus	<u>1 547</u>	<u>1 823</u>	<u>1 565</u>
Dépenses			
Transfert	<u>1 391</u>	<u>1 391</u>	<u>1 377</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 391	1 391	1 377
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>1 391</u>	<u>1 391</u>	<u>1 377</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	157	432	188
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>1 366</u>	<u>1 400</u>	<u>1 212</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>1 522</u>	<u>1 833</u>	<u>1 400</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	15 000	15 000	15 000
Impôt sur le revenu et les biens	79 022	86 000	79 022
Revenus divers	354	226	174
Total des revenus	94 376	101 226	94 196
Dépenses			
Fonctionnement	96	112	100
Transfert	130 070	69 283	60 313
Total des dépenses excluant le service de la dette	130 166	69 395	60 412
Service de la dette			
Total des dépenses	130 166	69 395	60 412
Surplus (déficit) de l'exercice	(35 790)	31 832	33 784
Surplus (déficit) cumulé au début	59 068	61 705	27 921
Surplus (déficit) cumulé à la fin	23 279	93 537	61 705
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	462	22	82
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 347	3 347	1 534
Droits et permis	8	3	2
Revenus divers	<u>559</u>	<u>14</u>	<u>46</u>
Total des revenus	<u>4 376</u>	<u>3 386</u>	<u>1 665</u>
Dépenses			
Rémunération	2 613	2 347	2 239
Fonctionnement	<u>1 763</u>	<u>602</u>	<u>626</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	4 376	2 949	2 864
Service de la dette	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total des dépenses	<u>4 376</u>	<u>2 949</u>	<u>2 864</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	437	(1 199)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>4 102</u>	<u>4 291</u>	<u>5 490</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>4 102</u>	<u>4 728</u>	<u>4 291</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	10	4	123
Ressources informationnelles	<u>10</u>	<u>67</u>	<u>27</u>
Total des immobilisations	20	71	150
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>12 361</u>	<u> </u>	<u> </u>
Total des investissements	<u>12 381</u>	<u>71</u>	<u>150</u>

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Impôt sur le revenu et les biens	1 078 469	1 034 431	1 224 956
Revenus divers		44 566	
Total des revenus	1 078 469	1 078 997	1 224 956
Dépenses			
Fonctionnement	1 078 469	1 079 078	1 026 180
Transfert			198 695
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 078 469	1 079 078	1 224 874
Service de la dette			
Total des dépenses	1 078 469	1 079 078	1 224 874
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(81)	81
Surplus (déficit) cumulé au début	-	81	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	81
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	-	-	-

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	575 300	605 312 ⁽¹⁾	(30 011)
	<u>575 300</u>	<u>605 312</u>	<u>(30 011)</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	15 986	11 736	
	<u>15 986</u>	<u>11 736</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

**FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	242 890	302 236	351 216
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 500		
Droits et permis	307 700	304 827	320 495
Revenus divers	5 553	5 376	11 546
Transferts du gouvernement fédéral	<u>19 458</u>	<u>38 523</u>	<u>24 627</u>
Total des revenus	<u>577 100</u>	<u>650 962</u>	<u>707 884</u>
Dépenses			
Rémunération	69 798	69 990	63 467
Fonctionnement	329 382	344 672	330 147
Transfert	176 120	188 701	285 125
Créances douteuses et autres provisions			<u>20</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>575 300</u>	<u>603 364</u>	<u>678 759</u>
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>575 300</u>	<u>603 364</u>	<u>678 759</u>
Modification comptable – Paiements de transfert		<u>1 948</u>	
Total des dépenses à approuver	<u>575 300</u>	<u>605 312</u>	<u>678 759</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	1 800	47 598	29 125
Surplus (déficit) cumulé au début	(19 294)	54 616	29 851
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses			<u>(4 359)</u>
Total des redressements des années antérieures	-	-	<u>(4 359)</u>
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	<u>(19 294)</u>	<u>54 616</u>	<u>25 492</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>(17 494)</u>	<u>102 215</u>	<u>54 616</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

**FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	15 021	11 281	4 486
Ressources informationnelles	<u>965</u>	<u>455</u>	<u>1 553</u>
Total des immobilisations	15 986	11 736	6 039
Prêts, placements, avances et autres coûts			<u>4 362</u>
Total des investissements	<u>15 986</u>	<u>11 736</u>	<u>10 400</u>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune, en vigueur depuis le 11 juin 2021, font partie du portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

JUSTICE**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Accès Justice	27 777	21 949	
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	47 319	44 786	
Fonds des registres du ministère de la Justice	46 445	42 969	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	49 585	46 140	
Fonds relatif aux contrats publics	<u>6</u>		
	<u>171 132</u>	<u>155 845</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice			
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels			
Fonds des registres du ministère de la Justice	1 550	528	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	4 342	693	
Fonds relatif aux contrats publics			
	<u>5 892</u>	<u>1 221</u>	<u>-</u>

JUSTICE

**FONDS ACCÈS JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	8 061	7 179	2 374
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	10 841	15 156	11 368
Transferts du gouvernement fédéral	<u>2 605</u>	<u>2 553</u>	<u>2 538</u>
Total des revenus	<u>21 507</u>	<u>24 888</u>	<u>16 281</u>
Dépenses			
Rémunération	1 672	1 403	1 267
Fonctionnement	19 215	12 903	10 349
Transfert	6 891	7 553	6 050
Créances douteuses et autres provisions		<u>90</u>	<u>83</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>27 777</u>	<u>21 949</u>	<u>17 748</u>
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>27 777</u>	<u>21 949</u>	<u>17 748</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 270)	2 939	(1 468)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>7 688</u>	<u>11 249</u>	<u>12 717</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>1 418</u>	<u>14 188</u>	<u>11 249</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

JUSTICE

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (*)
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	7 189	12 241	9 948
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	17 101	22 780	15 872
Transferts du gouvernement fédéral	<u>1 011</u>	<u>700</u>	<u>608</u>
Total des revenus	<u>25 301</u>	<u>35 721</u>	<u>26 427</u>
Dépenses			
Rémunération	1 685	1 831	1 112
Fonctionnement	3 196	695	382
Transfert	37 833	43 594	39 421
Créances douteuses et autres provisions	<u>4 605</u>	<u>(1 334)</u>	<u>16 664</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	47 319	44 786	57 579
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>47 319</u>	<u>44 786</u>	<u>57 579</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(22 018)	(9 065)	(31 152)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>48 720</u>	<u>39 904</u>	<u>71 056</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>26 703</u>	<u>30 838</u>	<u>39 904</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(*) Depuis le 13 octobre 2021, en vertu de l'article 11 de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (L.Q. 2021, c. 13), le nom du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels est remplacé par celui de Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles.

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable			7 433
Revenus divers	38 863	43 199	39 234
Total des revenus	38 863	43 199	46 667
Dépenses			
Rémunération	28 748	28 111	29 935
Fonctionnement	17 697	14 858	16 534
Total des dépenses excluant le service de la dette	46 445	42 969	46 469
Service de la dette			
Total des dépenses	46 445	42 969	46 469
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 582)	230	198
Surplus (déficit) cumulé au début	119 844	124 079	123 881
Surplus (déficit) cumulé à la fin	112 262	124 310	124 079
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	1 550	528	882
Total des immobilisations	1 550	528	882
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	1 550	528	882

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	19 834	19 834	17 168
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	10 634	10 634	10 526
Droits et permis	500		
Revenus divers	<u>21 620</u>	<u>21 999</u>	<u>17 868</u>
Total des revenus	<u>52 587</u>	<u>52 467</u>	<u>45 562</u>
Dépenses			
Rémunération	36 971	36 119	35 107
Fonctionnement	<u>12 596</u>	<u>10 012</u>	<u>9 876</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	49 568	46 131	44 982
Service de la dette	<u>17</u>	<u>9</u>	<u>10</u>
Total des dépenses	<u>49 585</u>	<u>46 140</u>	<u>44 992</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	3 002	6 327	570
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>15 806</u>	<u>17 264</u>	<u>16 694</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>18 809</u>	<u>23 591</u>	<u>17 264</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	2 650	65	371
Ressources informationnelles	<u>1 692</u>	<u>628</u>	<u>987</u>
Total des immobilisations	4 342	693	1 358
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>4 342</u>	<u>693</u>	<u>1 358</u>

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus divers	37	19	53
Total des revenus	37	19	53
Dépenses			
Fonctionnement	6		5
Total des dépenses excluant le service de la dette	6	-	5
Service de la dette			
Total des dépenses	6	-	5
Surplus (déficit) de l'exercice	31	18	48
Surplus (déficit) cumulé au début	8 673	8 684	8 636
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 704	8 702	8 684
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	134 840	71 680	
Fonds de soutien aux proches aidants	10 488	51 823	(41 335)
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	357 119	419 717	(62 598)
	<u>502 447</u>	<u>543 220</u>	<u>(103 933)</u>
Investissements			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis			
Fonds de soutien aux proches aidants			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	54 174	38 332	
	<u>54 174</u>	<u>38 332</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	82 318	82 279	71 081
Revenus divers	<u> </u>	<u>203</u>	<u>75</u>
Total des revenus	<u>82 318</u>	<u>82 483</u>	<u>71 156</u>
Dépenses			
Rémunération	3 660	1 428	1 655
Fonctionnement	4 184	145	1 913
Transfert	<u>126 997</u>	<u>70 107</u>	<u>20 779</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	134 840	71 680	24 346
Service de la dette	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total des dépenses	<u>134 840</u>	<u>71 680</u>	<u>24 346</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(52 523)	10 803	46 810
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>52 593</u>	<u>73 059</u>	<u>26 249</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>71</u>	<u>83 862</u>	<u>73 059</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Taxes à la consommation	8 750	8 750	15 000
Revenus divers	<u>71</u>	<u>61</u>	<u>79</u>
Total des revenus	<u>8 821</u>	<u>8 811</u>	<u>15 079</u>
Dépenses			
Fonctionnement		41 335	
Transfert	<u>10 488</u>	<u>10 488</u>	<u>17 980</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	10 488	51 823	17 980
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>10 488</u>	<u>51 823</u>	<u>17 980</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 667)	(43 012)	(2 901)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>43 045</u>	<u>43 012</u>	<u>45 913</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-⁽¹⁾</u>	<u>-</u>	<u>43 012</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Note :

En vertu du décret 1358-2021, la date de cessation d'effet des dispositions de la Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants (RLRQ, chapitre F-3.2.1.1) a été fixée au 31 octobre 2021.

(1) À la date de cessation du fonds, les surplus existants seront versés au fonds général du fonds consolidé du revenu.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	299 997	371 490	256 351
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	52 043	57 132	56 413
Transferts du gouvernement fédéral		2 650	500
Total des revenus	<u>352 040</u>	<u>431 272</u>	<u>313 263</u>
Dépenses			
Rémunération	33 874	30 097	29 669
Fonctionnement	213 058	239 000	191 713
Transfert	109 949	150 372	95 780
Créances douteuses et autres provisions			3
Total des dépenses excluant le service de la dette	356 881	419 469	317 166
Service de la dette	238	248	284
Total des dépenses	<u>357 119</u>	<u>419 717</u>	<u>317 450</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 079)	11 555	(4 187)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>7 442</u>	<u>5 376</u>	<u>9 562</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>2 364</u></u>	<u><u>16 931</u></u>	<u><u>5 376</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	54 174	38 332	53 926
Total des immobilisations	54 174	38 332	53 926
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u><u>54 174</u></u>	<u><u>38 332</u></u>	<u><u>53 926</u></u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	25 000	
Fonds des services de police	<u>710 015</u>	<u>712 854</u>	<u>(2 838)</u>
	<u>735 015</u>	<u>737 854</u>	<u>(2 838)</u>
Investissements			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale			
Fonds des services de police	<u>17 700</u>	<u>13 402</u>	
	<u>17 700</u>	<u>13 402</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

**FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	21 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Total des revenus	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>21 000</u>
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	21 050
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	21 050
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>21 050</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	(50)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	50
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

**FONDS DES SERVICES DE POLICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	346 357	345 509	342 526
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>363 658</u>	<u>367 344</u>	<u>339 610</u>
Total des revenus	<u>710 015</u>	<u>712 854</u>	<u>682 136</u>
Dépenses			
Rémunération	559 369	567 139	544 387
Fonctionnement	150 446	145 500	137 713
Créances douteuses et autres provisions		<u>152</u>	
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>709 815</u>	<u>712 791</u>	<u>682 101</u>
Service de la dette	<u>200</u>	<u>63</u>	<u>36</u>
Total des dépenses	<u>710 015</u>	<u>712 854</u>	<u>682 136</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	15 700	11 568	11 083
Ressources informationnelles	<u>2 000</u>	<u>1 834</u>	<u>3 600</u>
Total des immobilisations	<u>17 700</u>	<u>13 402</u>	<u>14 683</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>17 700</u>	<u>13 402</u>	<u>14 683</u>

TOURISME**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	<u>272 812</u>	<u>257 925</u> ⁽¹⁾	<u>-</u>
	<u>272 812</u>	<u>257 925</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	<u>1 169</u>	<u>843</u>	<u>-</u>
	<u>1 169</u>	<u>843</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

TOURISME

**FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	168 122	227 811	229 271
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			4 398
Taxes à la consommation	94 743	91 184	61 077
Revenus divers	<u>2 916</u>	<u>632</u>	<u>1 538</u>
Total des revenus	<u>265 780</u>	<u>319 626</u>	<u>296 284</u>
Dépenses			
Rémunération	18 927	17 835	16 907
Fonctionnement	10 354	8 067	9 021
Transfert	243 501	246 746	287 661
Créances douteuses et autres provisions	<u>30</u>		<u>(8)</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	272 812	272 647	313 581
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>272 812</u>	<u>272 647</u>	<u>313 581</u>
Modification comptable – Paiements de transfert		<u>(14 723)</u>	
Total des dépenses à approuver	<u>272 812</u>	<u>257 925</u>	<u>313 581</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 032)	46 979	(17 298)
Surplus (déficit) cumulé au début	5 749	(37 881)	15 698
Redressements des années antérieures			
Revenus			8 228
Dépenses			<u>(44 509)</u>
Total des redressements des années antérieures	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(36 281)</u>
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	<u>5 749</u>	<u>(37 881)</u>	<u>(20 583)</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>(1 283)</u>	<u>9 098</u>	<u>(37 881)</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	5		
Ressources informationnelles	<u>75</u>	<u>93</u>	<u>366</u>
Total des immobilisations	80	93	366
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>1 089</u>	<u>750</u>	<u>45 009</u>
Total des investissements	<u>1 169</u>	<u>843</u>	<u>45 375</u>

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds aérien	87 277	91 837	(4 560)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	132 207	132 415	(208)
Fonds de la sécurité routière	58 220	34 184	
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>4 992 874⁽¹⁾</u>	<u>5 963 218⁽¹⁾⁽²⁾</u>	<u>(970 345)</u>
	<u>5 270 578</u>	<u>6 221 655</u>	<u>(975 113)</u>
Investissements			
Fonds aérien	37 971	1 439	
Fonds de gestion de l'équipement roulant	55 963	38 761	
Fonds de la sécurité routière	3 198	76	
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>2 932 816</u>	<u>2 694 229</u>	
	<u>3 029 947</u>	<u>2 734 504</u>	<u>■</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

(2) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus divers	87 892	92 467	89 349
Total des revenus	87 892	92 467	89 349
Dépenses			
Rémunération	25 445	26 906	25 036
Fonctionnement	60 852	64 084	62 959
Total des dépenses excluant le service de la dette	86 297	90 990	87 995
Service de la dette	981	847	772
Total des dépenses	87 277	91 837	88 767
Surplus (déficit) de l'exercice	615	630	582
Surplus (déficit) cumulé au début	62 475	62 381	61 799
Surplus (déficit) cumulé à la fin	63 090	63 011	62 381
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	37 008	933	19 480
Ressources informationnelles	963	6	202
Total des immobilisations	37 971	939	19 682
Prêts, placements, avances et autres coûts		500	
Total des investissements	37 971	1 439	19 682

TRANSPORTS

**FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 268	787	497
Revenus divers	<u>132 290</u>	<u>138 310</u>	<u>127 886</u>
Total des revenus	<u>133 558</u>	<u>139 096</u>	<u>128 383</u>
Dépenses			
Rémunération	31 286	30 695	29 323
Fonctionnement	<u>95 906</u>	<u>97 266</u>	<u>89 134</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	127 192	127 962	118 457
Service de la dette	<u>5 015</u>	<u>4 453</u>	<u>4 972</u>
Total des dépenses	<u>132 207</u>	<u>132 415</u>	<u>123 429</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	1 351	6 681	4 954
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>16 251</u>	<u>20 686</u>	<u>15 731</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>17 603</u>	<u>27 367</u>	<u>20 686</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	55 330	38 526	40 193
Ressources informationnelles	<u>633</u>	<u>236</u>	
Total des immobilisations	55 963	38 761	40 193
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>55 963</u>	<u>38 761</u>	<u>40 193</u>

TRANSPORTS

**FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Revenus divers	79 211	52 387	47 885
Total des revenus	79 211	52 387	47 885
Dépenses			
Rémunération	15 718	1 479	1 377
Fonctionnement	20 281	25 618	21 795
Transfert	18 261	7 087	1 816
Créances douteuses et autres provisions	3 961		
Total des dépenses excluant le service de la dette	58 220	34 184	24 989
Service de la dette			
Total des dépenses	58 220	34 184	24 989
Surplus (déficit) de l'exercice	20 992	18 203	22 896
Surplus (déficit) cumulé au début	58 929	59 238	36 342
Surplus (déficit) cumulé à la fin	79 921	77 442	59 238
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	3 198	76	73
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	3 198	76	73
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	3 198	76	73

TRANSPORTS**FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2022**
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	2 908 152	2 673 477	2 370 366
Ressources informationnelles	<u>24 664</u>	<u>20 751</u>	<u>18 328</u>
Total des immobilisations	2 932 816	2 694 228	2 388 693
Prêts, placements, avances et autres coûts			<u>4 919 225</u>
Total des investissements	<u>2 932 816</u>	<u>2 694 229</u>	<u>7 307 918</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	41 819	41 370	
Fonds de développement du marché du travail	1 289 144	1 376 866	(87 722)
Fonds des biens et des services	127 105	120 049	
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	23 786	14 614	
Fonds du Tribunal administratif du travail	82 241	78 932	
Fonds québécois d'initiatives sociales	31 585	32 592	(1 007)
	<u>1 595 679</u>	<u>1 664 423</u>	<u>(88 729)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome			
Fonds de développement du marché du travail			
Fonds des biens et des services	1 000	238	
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 149	15 303	
Fonds du Tribunal administratif du travail	2 870	1 255	
Fonds québécois d'initiatives sociales			
	<u>21 019</u>	<u>16 796</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	36 632	38 187	36 330
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 488	3 503	3 503
Revenus divers			43
Total des revenus	<u>40 120</u>	<u>41 690</u>	<u>39 876</u>
Dépenses			
Rémunération	1 648	1 353	1 489
Fonctionnement	987	256	354
Transfert	39 183	39 762	38 996
Total des dépenses excluant le service de la dette	41 819	41 370	40 839
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>41 819</u>	<u>41 370</u>	<u>40 839</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 699)	320	(963)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>3 626</u>	<u>5 050</u>	<u>6 013</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>1 927</u></u>	<u><u>5 370</u></u>	<u><u>5 050</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	70 844	77 268	78 739
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>51 261</u>	<u>48 955</u>	<u>45 776</u>
Total des revenus	<u>122 105</u>	<u>126 223</u>	<u>124 515</u>
Dépenses			
Rémunération	64 847	75 621	68 178
Fonctionnement	62 221	44 392	44 559
Créances douteuses et autres provisions	<u>20</u>	<u>17</u>	<u>58</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	127 088	120 030	112 795
Service de la dette	<u>17</u>	<u>18</u>	<u>21</u>
Total des dépenses	<u>127 105</u>	<u>120 049</u>	<u>112 816</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 000)	6 174	11 699
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>68 408</u>	<u>80 107</u>	<u>68 408</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>63 408</u>	<u>86 282</u>	<u>80 107</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	1 000	238	411
Ressources informationnelles			<u>44</u>
Total des immobilisations	1 000	238	455
Prêts, placements, avances et autres coûts			<u>2 698</u>
Total des investissements	<u>1 000</u>	<u>238</u>	<u>3 152</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	19 986	10 028	9 917
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>3 799</u>	<u>4 585</u>	<u>5 493</u>
Total des revenus	<u>23 786</u>	<u>14 614</u>	<u>15 410</u>
Dépenses			
Fonctionnement	<u>23 086</u>	<u>13 921</u>	<u>14 785</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	23 086	13 921	14 785
Service de la dette	<u>700</u>	<u>693</u>	<u>625</u>
Total des dépenses	<u>23 786</u>	<u>14 614</u>	<u>15 410</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			5
Ressources informationnelles	<u>17 149</u>	<u>15 303</u>	<u>14 594</u>
Total des immobilisations	17 149	15 303	14 600
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements	<u>17 149</u>	<u>15 303</u>	<u>14 600</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	5 403	5 403	6 034
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34	34	34
Revenus divers	<u>76 804</u>	<u>73 495</u>	<u>74 542</u>
Total des revenus	<u>82 241</u>	<u>78 932</u>	<u>80 610</u>
Dépenses			
Rémunération	63 063	61 876	64 294
Fonctionnement	19 079	16 994	16 259
Créances douteuses et autres provisions	<u> </u>	<u>2</u>	<u>2</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	82 142	78 873	80 554
Service de la dette	<u>99</u>	<u>59</u>	<u>56</u>
Total des dépenses	<u>82 241</u>	<u>78 932</u>	<u>80 610</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>11 488</u>	<u>11 488</u>	<u>11 488</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>11 488</u>	<u>11 488</u>	<u>11 488</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	1 810	807	942
Ressources informationnelles	<u>1 060</u>	<u>448</u>	<u>498</u>
Total des immobilisations	2 870	1 255	1 440
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total des investissements	<u>2 870</u>	<u>1 255</u>	<u>1 440</u>

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus –	Dépenses =
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION		
1 Fonds régions et ruralité	268 124	181 771
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
2 Fonds de la Cybersécurité et du Numérique	196 398	130 296
3 Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	365 633	428 252
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
4 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 011	5 060
5 Fonds du patrimoine culturel québécois	26 196	17 394
ÉCONOMIE ET INNOVATION		
6 Capital ressources naturelles et énergie	4 375	52 943
7 Fonds du développement économique	448 410	448 410
8 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	613	613
ÉDUCATION		
9 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	257 633	70 011
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
10 Fonds des ressources naturelles	64 737	39 997
11 Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques (*)	95 091	84 028
12 Fonds d'information sur le territoire	200 612	129 659
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
13 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
14 Fonds d'électrification et de changements climatiques (*)	1 341 302	1 179 515
15 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (*)	239 513	206 141
FAMILLE		
16 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	3 297 414	2 880 622
FINANCES		
17 Fonds de financement	1 848 418	1 805 606
18 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	222 438	222 438
19 Fonds des générations	3 617 023	
20 Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	158 027	111 770
21 Fonds du centre financier de Montréal	1 823	1 391
22 Fonds du Plan Nord	101 226	69 395
23 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 386	2 949
24 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 078 997	1 079 078
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
25 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	650 962	603 364

(*) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial :
 – avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
 – avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
 – avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.
 Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2021-2022.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =		
86 353	226 712			19 779	206 933	1
66 102 (62 619)		582 632	372 942	143 588	66 102	2 3
(49)	3 443			3 188	255	4
8 802	50 867	6 592		7 831	49 628	5
(48 568)	694 880	394 104	1 000 000	570	88 414	6
		5 538 800	4 938 642	525 650	74 508	7
	292 115	202 194	500 000	705	(6 395)	8
187 623	42 944	354 189		170 652	226 481	9
24 740	79 219	3 450	102 ⁽¹⁾	3 441	79 126	10
11 063	79 181	22 957		91 003	11 135	11
70 953	26 570	763 164	448 ⁽¹⁾	28 135	761 150	12
	25 000			25 000		13
161 788	1 779 617	84 534		312 053	1 552 098	14
33 372	471 252	227 384		148 416	550 221	15
416 792		635 595	81 899	553 696		16
42 811	7 425	79 408 658	77 999 043	738 464	678 576	17
	222 438			222 438		18
3 617 023		15 829 392			15 829 392	19
46 257	54 075	68 473		15 634	106 914	20
432	1 826	7			1 833	21
31 832	139 597	18		46 078	93 537	22
437		6 977		2 249	4 728	23
(81)		2 257	2 257			24
47 598	236 496	116 556	18 114 ⁽¹⁾	232 723	102 215	25

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus –	Dépenses =
JUSTICE		
26 Fonds Accès Justice	24 888	21 949
27 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	35 721	44 786
28 Fonds des registres du ministère de la Justice	43 199	42 969
29 Fonds du Tribunal administratif du Québec	52 467	46 140
30 Fonds relatif aux contrats publics	19	0
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
31 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	82 483	71 680
32 Fonds de soutien aux proches aidants	8 811	51 823
33 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	431 272	419 717
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
34 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	25 000
35 Fonds des services de police	712 854	712 854
TOURISME		
36 Fonds de partenariat touristique	319 626	272 647
TRANSPORTS		
37 Fonds aérien	92 467	91 837
38 Fonds de gestion de l'équipement roulant	139 096	132 415
39 Fonds de la sécurité routière	52 387	34 184
40 Fonds des réseaux de transport terrestre	11 772 876	6 452 813
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
41 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	41 690	41 370
42 Fonds de développement du marché du travail	1 406 297	1 376 866
43 Fonds des biens et des services	126 223	120 049
44 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 614	14 614
45 Fonds du Tribunal administratif du travail	78 932	78 932
46 Fonds québécois d'initiatives sociales	33 380	32 592
Total des fonds spéciaux	30 012 664	19 860 939
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec la note 6, « Informations complémentaires – Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée dans la section A, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2021-2022		
Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 387 752)	(1 387 752)
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(3 617 023)	
Harmonisation des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(2 036)	(16 682)
Autres ajustements	8 280	39 582
Informations par secteurs de reddition de comptes – Fonds spéciaux	25 014 133	18 496 087

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial :
 – avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;
 – avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.
 Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2021-2022.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =		
2 939	22 013	2 264		10 089	14 188	26
(9 065)	14 545	16 410		117	30 838	27
230	151 277	3 923		30 891	124 310	28
6 327		35 635		12 044	23 591	29
18	8 713			10	8 702	30
10 803	96 990	61		13 189	83 862	31
(43 012)						32
11 555	35 000	526 930	119 612	425 386	16 931	33
						34
		149 057	93 191 ⁽¹⁾	55 866		35
46 979	96 699	89 540	2 917	174 224	9 098	36
630	70 886	101 413	82 057 ⁽¹⁾	27 231	63 011	37
6 681	1 161	268 540	217 530	24 804	27 367	38
18 203	62 407	20 209		5 175	77 442	39
5 320 063	915 587	36 196 237	23 921 679	11 885 194	1 304 951	40
320	7 470	10		2 111	5 370	41
29 431	438 206	7 506		133 107	312 606	42
6 174	66 623	35 409		15 750	86 282	43
	7 324	46 345	47 966	5 703		44
	16 141	36 140		40 793	11 488	45
787	1 308	218		38	1 487	46
10 151 725	<u>6 446 009</u>	<u>141 783 781</u>	<u>109 398 400</u>	<u>16 153 017</u>	<u>22 678 373</u>	
(3 617 023)						
14 646						
(31 302)						
<u>6 518 045</u>						

